

1^{re}

Cahier de SES

Ouvrage établi avec la contribution de Pauline André et d'Arthur Chiry, professeurs certifiés de l'Éducation nationale.

Sous la direction de Florian Tucci.

Sommaire



Économie

- 1 Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ? 4
En route vers le bac : quelles épreuves au bac de SES ? - La dissertation.
- 2 Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ? 14
En route vers le bac : quelles épreuves au Bac de SES ? - L'épreuve composée.
- 3 Quelles sont les principales défaillances de marché ? 21
En route vers le bac : j'apprends à rédiger ! La méthode AEI.
- 4 Comment les agents économiques se financent-ils ? 28
En route vers le bac : j'apprends à analyser les consignes !
- 5 Qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ? 37
En route vers le bac : j'apprends à analyser un document statistique !



Sociologie

- 6 Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ? 46
En route vers le bac : je travaille mes savoir-faire.
- 7 Comment se construisent et évoluent les liens sociaux 52
En route vers le bac : j'apprends à présenter, analyser et exploiter un document texte !
- 8 Quels sont les processus sociaux qui contribuent à la déviance ? 59
En route vers le bac : j'apprends à présenter, analyser et exploiter un document texte !



Science politique

- 9 Comment se forme et s'exprime l'opinion publique ? 64
En route vers le Bac : je m'entraîne à répondre à des questions de cours ! (partie 1 de l'épreuve composée)
- 10 Voter : une affaire individuelle ou collective ? 68
En route vers le Bac : je m'entraîne à répondre à une question ouverte ! (partie 3 de l'épreuve composée)



Regards croisés

- 11 Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques dans les sociétés développées ? 77
En route vers le Bac : je calcule un taux de variation et un coefficient multiplicateur, et je m'entraîne à la partie 2 de l'épreuve composée !
- 12 Comment les entreprises sont-elles organisées et gouvernées ? 83
En route vers le Bac : j'apprends à rédiger en organisant mes idées grâce à un plan !

Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

Je retiens l'essentiel

► Qu'est-ce qu'un marché ?

Le marché est une institution

Définition du marché

Un **marché** est un lieu d'échange réel (marché de fruits et légumes) ou fictif (Amazon) où se rencontrent une offre et une demande qui déterminent le prix du marché auquel se réalisent ces échanges. La demande est émise par les consommateurs (aussi appelés acheteurs ou demandeurs) et l'offre est émise par les producteurs (aussi appelés vendeurs ou offreurs). Il existe un marché pour chaque type de biens ou de services et chaque marché donne lieu à la formation d'un prix.

Exemples : marché du travail, marché des joueurs de foot, marché de l'automobile, marchés financiers.

Le marché est une institution

Une **institution** est ce qui n'émerge pas naturellement, mais qui est établi par la société. C'est un ensemble de contraintes établies par les Hommes. On dit que le marché est une institution car il est encadré par un ensemble de règles. Pour fonctionner, le marché a besoin d'une institution fondamentale que sont les **droits de propriété** (droit de disposer de ce que l'on possède).

Exemples : les brevets, les droits d'auteur.

Les droits de propriété sont indispensables à l'existence du marché car ils déterminent qui possède quoi. Sans eux, personne ne posséderait quoi que ce soit : les offreurs ne proposeraient pas de produits puisqu'ils ne pourraient pas en tirer de rémunération et les demandeurs ne paieraient pas pour un produit qui n'appartient à personne. Ainsi, sans droit de propriété, il n'y aurait pas d'échanges, donc pas de marché.

La spécificité du marché concurrentiel

Le modèle de marché de CPP...

Afin d'étudier la façon dont les prix se forment et se modifient sur des marchés où la concurrence ne s'effectue que par les prix, les économistes ont réalisé un **modèle** (c'est-à-dire une représentation simplifiée de la réalité) : la **concurrence pure et parfaite (CPP)**.

Le modèle de CPP repose sur cinq conditions :

- **l'atomicité** du marché : il y a une multitude d'offeurs et de demandeurs ;
- **la fluidité** du marché : quiconque veut entrer sur un marché pour produire le peut et quiconque veut arrêter de produire le peut aussi ;
- **l'homogénéité des produits** : des producteurs différents offrent sur un marché spécifique des produits strictement identiques. Le prix est alors la seule variable qui sera prise en compte par l'acheteur ;
- **la transparence d'information** : information parfaite sur le produit échangé et identique pour l'offreur et le demandeur ;
- **l'hypothèse de mobilité parfaite des facteurs de production** : il y a une libre circulation des facteurs de production.

Sur ce type de marché, on dit que les offreurs sont « **price taker** » ou **preneurs de prix** car ils prennent le prix pratiqué sur le marché. En effet, en situation d'atomicité, personne ne peut influencer le prix. Si un offreur décide de vendre un bien ou un service à un prix plus élevé que celui pratiqué par les autres vendeurs, alors il perd tous ses acheteurs. Inversement, si un demandeur souhaite acheter un bien ou un service à un prix inférieur au prix proposé, il ne trouvera pas vendeur.

Les autres modèles de marchés

On utilise le terme de structure de marché pour désigner les différents types de marchés selon le nombre de vendeurs et d'acheteurs.



Nous retiendrons une typologie simplifiée où nous ferons varier seulement le nombre d'offeurs. Dans ces conditions, on observe trois structures de marchés possibles :

	Un seul offreur	Quelques offreurs	Multitude d'offeurs
Multitude de demandeurs	Monopole	Oligopole	Concurrence pure et parfaite (CPP)

La **concurrence** est une situation dans laquelle il existe une compétition entre les offreurs et les demandeurs. Elle est maximale en situation de CPP, elle se réduit lorsque le nombre d'offeurs et/ou de demandeurs se réduit.

► Comment fonctionne un marché concurrentiel ?

La courbe de demande

Réalisation de la courbe de demande

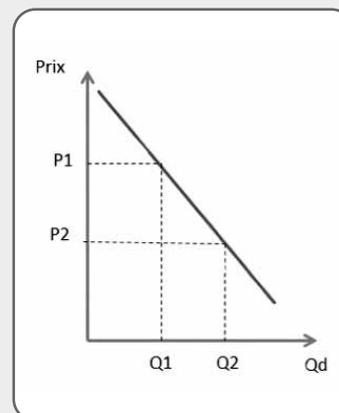
La **demande** désigne la relation entre les différents prix possibles d'un bien ou d'un service sur le marché et les quantités demandées de ce bien ou de ce service qui lui sont associés. La **courbe de demande** est la représentation graphique de la demande. On place en abscisses les quantités demandées et en ordonnées les prix unitaires.

Loi de décroissance de la demande et déplacement le long de la courbe de demande

La **courbe de demande** représente la relation entre le prix et les **quantités demandées**.

! ATTENTION :

Quand on se déplace *le long de la courbe de demande*, on raisonne **toutes choses égales par ailleurs**. Cela veut dire qu'on s'intéresse seulement aux effets des prix sur les quantités demandées. Dans le cas de la courbe de demande, la relation entre les prix et les quantités demandées est décroissante : toutes choses égales par ailleurs, le long de la courbe de demande, prix et quantités varient en sens contraire. Si les prix augmentent, les quantités demandées diminuent, et inversement.



La pente de la courbe de demande

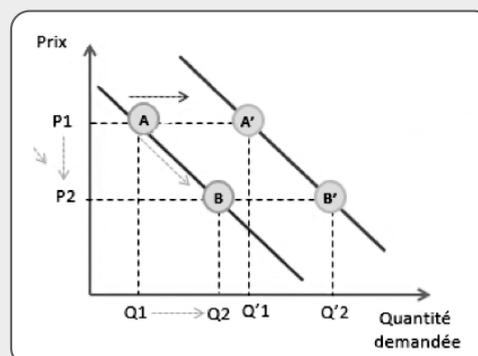
La pente de la courbe de demande représente la **sensibilité** de la demande face à la variation des prix. Plus la pente est **forte**, moins la demande est sensible au prix : l'augmentation du prix entraînera une faible diminution de la quantité demandée. Plus la pente est **faible**, plus la demande est sensible au prix : l'augmentation du prix entraînera une importante diminution de la quantité demandée.

Les autres déterminants de la demande

On retient quatre facteurs (ou déterminants de la demande) qui font varier les quantités demandées pour un même prix : **le revenu, le prix des autres biens, les préférences et les anticipations**. Ces quatre déterminants vont faire varier les quantités demandées sans que les prix unitaires de ces quantités demandées ne varient. Cela se visualise par un déplacement de la courbe de demande.

Le déplacement de la courbe de demande

Lorsqu'une variable, autre que le prix, vient modifier les quantités demandées, graphiquement cela ne se visualise pas par un déplacement le long de la courbe de demande, mais par un déplacement de la courbe de demande. En effet, ce n'est pas le prix qui va entraîner une modification des quantités demandées (ce que l'on observe le long de la courbe) mais autre chose que le prix (donc on déplace la courbe).





Exemple : Avant, pour une tablette de chocolat vendue 3 € pièce, je pouvais en acheter 4 (point A). Mes parents augmentent mon argent de poche. Désormais, je peux, toujours pour 3 euros la tablette, en acheter 6 (point A') ! Conclusion : le prix n'a pas bougé, mais les quantités demandées ont augmenté. Pour montrer cela graphiquement, il faut déplacer la courbe de demande.

On parle de **choc de demande** pour qualifier une variation de la demande : pour un ensemble de prix donné, les quantités demandées associées augmentent (choc de demande positif, la courbe se déplace en haut à droite) ou diminuent (choc de demande négatif, la courbe se déplace en bas à gauche).

Exemple : Une augmentation du revenu ou l'anticipation d'une hausse des prix (par exemple le dernier jour des soldes) entraînent un choc de demande positif. Mais une diminution du revenu ou encore l'anticipation d'une baisse des prix (par exemple le premier jour des soldes) entraînent un choc de demande négatif.

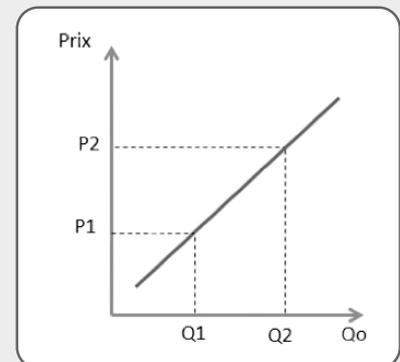
La courbe d'offre

Réalisation de la courbe d'offre

L'**offre** désigne la relation entre les différents prix possibles d'un produit sur le marché et les quantités offertes de ce produit qui lui sont associées. **La courbe d'offre** c'est la représentation graphique de l'offre. On place en abscisses les quantités offertes et en ordonnées les prix unitaires.

Loi de croissance de l'offre et déplacement le long de la courbe d'offre

La courbe d'offre représente la relation entre le prix et les quantités offertes. Quand on se déplace le long de la courbe d'offre, on raisonne *toutes choses égales par ailleurs*, cela veut dire qu'on s'intéresse seulement aux effets des prix sur les quantités offertes. Dans le cas de la courbe d'offre, la relation entre les prix et les quantités offertes est **croissante** : toutes choses égales par ailleurs, le long de la courbe d'offre, prix et quantités varient dans le même sens.



La pente de la courbe d'offre

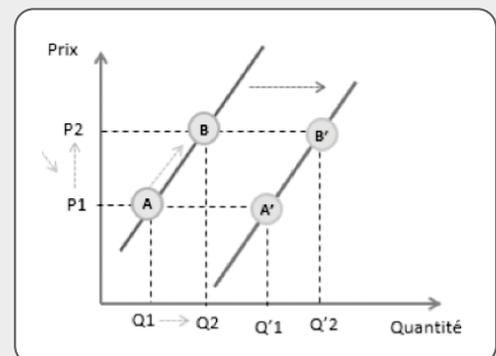
La pente de la courbe d'offre représente la sensibilité de l'offre face à la variation des prix : plus la pente est **forte**, moins l'offre est sensible au prix : l'augmentation du prix entrainera une **faible** augmentation de la quantité offerte. Plus la pente est faible, plus l'offre est sensible au prix : l'augmentation du prix entrainera une importante augmentation de la quantité offerte.

Les autres déterminants de l'offre

On retient quatre facteurs (ou déterminants de l'offre) qui font varier les quantités offertes pour un même prix : **la technologie, le prix des facteurs de production, la réglementation des pouvoirs publics et les anticipations**. Ces quatre déterminants vont faire varier les quantités offertes sans que les prix unitaires de ces quantités offertes ne varient. Cela se visualise par un déplacement de la courbe d'offre.

Le déplacement de la courbe d'offre (choc d'offre)

Lorsqu'une variable, autre que le prix, vient modifier les quantités offertes, graphiquement cela ne se visualise pas par un déplacement *le long de la courbe d'offre*, mais par un déplacement de la courbe d'offre. En effet, ce n'est pas le prix qui va entrainer une modification des quantités (ce que l'on observe le long de la courbe) mais autre chose que le prix (donc on déplace la courbe).





Exemple : Imaginons qu'initialement, pour 3 € la tablette de chocolat, j'étais prêt à en vendre 4 (point B). Soudain, le prix du cacao baisse, occasionnant une baisse du coût de fabrication d'une tablette. Désormais, toujours pour 3 € la tablette, je suis prêt à en vendre 6 (point B') unités car chaque unité me coutera moins cher qu'avant à produire. Conclusion : le prix de vente n'a pas bougé, mais les quantités offertes ont augmenté. Pour montrer cela graphiquement, il faut déplacer la courbe d'offre.

On parle de **choc d'offre** pour qualifier une variation de l'offre : pour un ensemble de prix donné, les quantités offertes associées augmentent (choc d'offre positif, la courbe se déplace en bas à droite) ou diminuent (choc d'offre négatif, la courbe se déplace en haut à gauche).

! REMARQUE : Comment un producteur détermine-t-il les quantités à produire ?

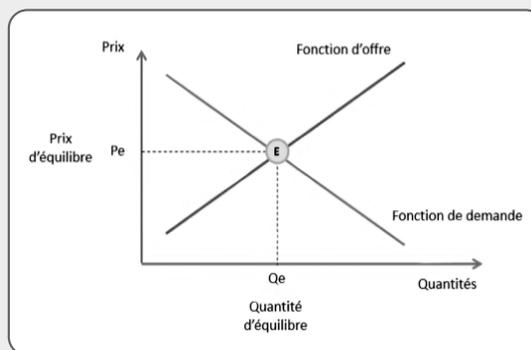
La **recette marginale** est ce que va rapporter au producteur la dernière unité produite. La recette marginale est toujours égale au prix de vente : si le prix de vente d'un stylo est de 2€, alors chaque stylo rapporte 2 €.

Le **coût marginal** lui représente le coût de production de la dernière unité produite. Plus les quantités produites augmentent, plus le coût de la dernière unité produite sera élevé. Dès lors que le coût marginal de la dernière unité produite devient supérieur au prix de vente unitaire, alors l'entreprise arrête de produire car cela lui coûterait plus cher de produire une unité supplémentaire que cela ne lui rapporterait. Ainsi, pour maximiser son profit, le producteur produit jusqu'au moment où son coût marginal devient supérieur au prix de vente unitaire.

La détermination du prix d'équilibre

Qu'est-ce que l'équilibre ?

On appelle **point d'équilibre** le point de rencontre entre la courbe d'offre et la courbe de demande. Le marché est à l'équilibre quand il existe un prix (que l'on appelle **prix d'équilibre**) qui permet d'égaliser quantités offertes et quantités demandées : à ce prix d'équilibre, les demandeurs sont prêts à acheter autant de quantités que les offreurs sont prêts à en vendre. La **quantité d'équilibre** est donc la quantité qui correspond au prix d'équilibre.



Déséquilibre et retour à l'équilibre : la loi de l'offre et de la demande

Selon le modèle de CPP, le marché s'autorégule. Quand le prix est supérieur au prix d'équilibre, les quantités offertes sont supérieures aux quantités demandées (**excédent**). Les prix vont baisser, ce qui va entraîner une diminution des quantités offertes et une augmentation des quantités demandées jusqu'à ce que celles-ci s'égalisent : c'est le retour à l'équilibre.

Quand le prix est inférieur au prix d'équilibre, les quantités offertes sont inférieures aux quantités demandées (**pénurie**). Les prix vont augmenter, ce qui va entraîner une diminution des quantités demandées et une augmentation des quantités offertes jusqu'à ce que celles-ci s'égalisent : c'est le retour à l'équilibre.

La modification de l'équilibre

Le prix d'équilibre peut se modifier. Deux choses peuvent le modifier : les chocs de demande et les chocs d'offre.

- Une augmentation de l'offre, pour une demande inchangée, va provoquer une diminution du prix d'équilibre et une augmentation des quantités échangées.
- Une augmentation de la demande, pour une offre inchangée, va provoquer une augmentation du prix d'équilibre et une augmentation des quantités échangées.
- Une diminution de l'offre, pour une demande inchangée, va provoquer une augmentation du prix d'équilibre et une diminution des quantités échangées.
- Une diminution de la demande, pour une offre inchangée, va provoquer une diminution du prix d'équilibre et une diminution des quantités échangées.

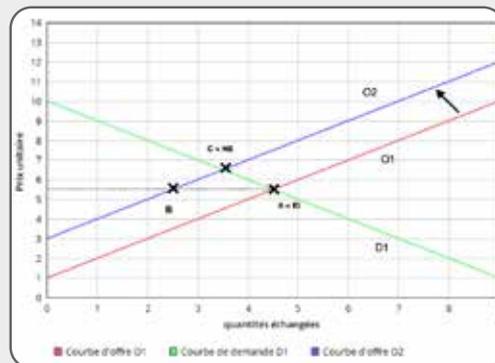
Pour comprendre les quatre situations que nous venons d'évoquer ci-dessus, il faut bien comprendre le raisonnement graphique et économique qui se déroule en trois points sur le graphique ci-dessous : le point A, le point B et le point C.



Situation 1 : choc d'offre négatif :

- Point A : équilibre initial.
- Passage A à B : l'offre diminue et le prix reste fixe
→ quantités offertes < quantités demandées (pénurie).
- Passage B à C : comme il y a excès de quantités demandées, les prix augmentent jusqu'au nouvel équilibre.

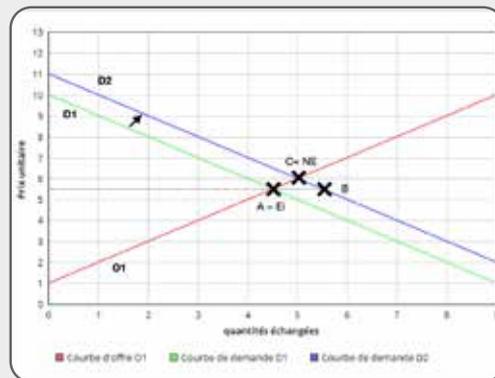
Pour le choc d'offre positif, il faut faire le raisonnement inverse.



Situation 2 : choc de demande positif :

- Point A : équilibre initial.
- Passage A à B : la demande augmente et le prix reste fixe.
→ quantités offertes < quantités demandées (pénurie).
- Passage B à C : comme il y a excès de quantités demandées, les prix augmentent jusqu'au nouvel équilibre.

Pour le choc de demande négatif, il faut faire le raisonnement inverse.



Le déplacement des courbes : l'exemple de la mise en place d'une taxe forfaitaire

La mise en place d'une taxe forfaitaire entraîne une modification du comportement de l'agent sur lequel elle pèse : soit le prix payé par l'acheteur va augmenter, soit les coûts de production du producteur vont augmenter. Si la taxe est instaurée pour le producteur, alors celui-ci va diminuer la quantité offerte pour chaque prix, donc la courbe d'offre va se déplacer vers la gauche / vers le haut (pour chaque prix, on offre moins de biens en raison du coût supplémentaire que représente la taxe). L'équilibre est alors modifié : les quantités échangées diminuent et le prix augmente. Si la taxe est instaurée pour l'acheteur, la courbe de demande se déplace vers la gauche / vers le bas (l'acheteur va acheter moins pour chaque niveau de prix). L'impact sur l'équilibre est alors le suivant : les quantités échangées diminuent et le prix diminue.

► **Le marché concurrentiel est-il bénéfique aux offreurs et aux demandeurs ?**

Le surplus du consommateur et le surplus du producteur...

Le surplus du consommateur

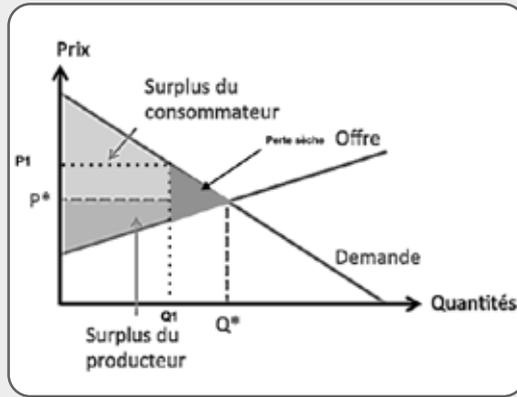
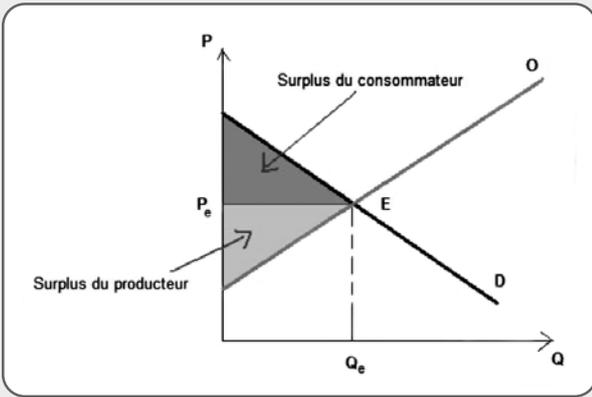
Le **surplus du consommateur** représente la différence entre le prix maximal qu'était prêt à payer le consommateur (sa disposition à payer) et le prix qu'il va réellement payer (qui correspond au prix du marché que l'on appelle aussi prix d'équilibre).

Le surplus du producteur

Le **surplus du producteur** est égal à la différence entre le prix auquel le producteur était disposé à vendre ses biens et le prix auquel il va réellement vendre ses biens (qui correspond au prix de marché appelé prix d'équilibre).

... sont maximisés à l'équilibre.

La somme du surplus du consommateur et du surplus du producteur représente les **gains à l'échange** (gains réalisés par les producteurs et les consommateurs qui interviennent sur le marché). Ils sont maximaux au prix d'équilibre car certains consommateurs étaient prêts à payer plus pour obtenir une quantité plus faible du bien alors que certains producteurs étaient prêts à proposer un prix plus faible et à produire moins.



Graphiquement, sur un marché à l'équilibre, le **surplus** du consommateur et du producteur se représente ainsi : (graphique de gauche). On voit que le **surplus total** (surplus du consommateur et du producteur) est maximal sur un marché à l'équilibre (graphique de gauche). En revanche, si le prix est supérieur au prix d'équilibre (graphique de droite), le marché n'est pas à l'équilibre et le surplus total diminue. Il y a une perte définitive de surplus que l'on appelle la « **perte sèche** », liée aux échanges perdus à cause d'un prix supérieur au prix d'équilibre.

Le marché est donc source de gains à l'échange car les agents économiques ressortent gagnants : lorsque le marché est à l'équilibre, les gains sont maximaux car le surplus total ne peut pas augmenter davantage.

J'applique la méthodologie

Apprendre à faire une fiche ! La fiche est un outil synthétique qui permet de gagner du temps lors de ses révisions et de se rafraîchir la mémoire avant un examen. Elle doit faire fonctionner votre mémoire, c'est pour cela que vous devez la réaliser par vous-même !

	Une bonne fiche de révision comporte...	Une mauvaise fiche de révision, c'est...
Fond (contenu)	<ul style="list-style-type: none"> Les idées essentielles. Des exemples. Des chiffres clés. Les titres / le plan du cours. Des schémas, des flèches... 	<ul style="list-style-type: none"> Réécrire la totalité de son cours sur un support plus petit. C'est une perte de temps.
Forme	<ul style="list-style-type: none"> Couleurs. Souligner les titres. Aérer le texte. 	<ul style="list-style-type: none"> Écrire tout petit. Ne pas mettre en évidence le plus important.

Au niveau du support, vous pouvez utiliser la traditionnelle fiche bristol, mais pensez également à la feuille blanche, potentiellement plus visuelle ! Vous pouvez également plier votre feuille blanche en deux pour faire un petit livret. Si vous préférez, vous pouvez aussi les réaliser à l'ordinateur, mais il est important de bien les imprimer par la suite ! Pensez bien à numéroter vos fiches. L'année du baccalauréat, vous pouvez aussi vous faire une fiche avec des exemples de sujets qui peuvent tomber ainsi qu'une fiche avec toutes les définitions que vous devez bien connaître.

Si vous êtes plus à l'aise avec les représentations visuelles qu'avec les listes à puces d'une fiche traditionnelle, vous pouvez utiliser un schéma qui résume l'ensemble du chapitre : (voir P. 10)

SES - Première

P. André

Qu'est ce qu'un marché?

Un **marché** est un lieu d'échange réel ou fictif où se rencontrent l'offre et la demande et où se détermine le prix.

Offre = vendeurs / producteurs/offreurs
Demande = acheteurs / consommateurs / demandeurs

Le marché est une institution car il est encadré par un ensemble de règles. Sans droit de propriété, pas de marché (0 offre / 0 demande).

Modèle de CPP : atomisticité, fluidité, homogénéité des produits, transparence d'information, mobilité parfaite des facteurs de production → les agents sont **price taker** (prennent le prix du marché) !

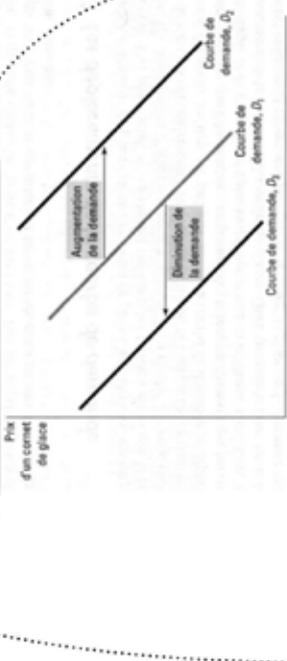
La **concurrence** = situation dans laquelle il existe une compétition entre les offreurs et les demandeurs. Elle est maximale en situation de CPP: elle se réduit lorsqu'il n'y a plus qu'un petit nombre d'offreurs (**oligopole**), et est inexistante lorsqu'il ne reste plus qu'une seule entreprise sur un marché (**monopole**).

Perte sèche = perte définitive de surplus.

Surplus du consommateur = différence entre le prix maximal qu'était prêt à payer le consommateur (sa disposition à payer) et le prix qu'il va réellement payer.
Surplus du producteur = différence entre le prix auquel le producteur était disposé à vendre ses biens et le prix auquel il va réellement vendre ses biens.

Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

Le fonctionnement d'un marché



TCEPA = toutes choses égales par ailleurs

La demande représente l'ensemble des quantités qui sont demandées sur un marché donné pour les divers prix possibles.

TCEPA, la demande est décroissante en fonction du prix. Pente forte = demande peu sensible au prix, pente faible = demande sensible au prix.

Déplacement le long de la courbe

Déterminants de la demande autre que le prix : le revenu, le prix des autres biens, les préférences et les anticipations.

Déplacement de la courbe

L'offre représente l'ensemble des quantités qui sont offertes sur un marché donné pour les divers prix possibles.

TCEPA, l'offre est croissante en fonction du prix. Pente forte = offre peu sensible au prix, pente faible = offre sensible au prix.

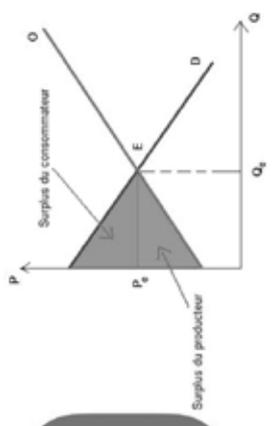
Déplacement le long de la courbe

Déterminants de l'offre autre que le prix: la technologie, le prix des facteurs de production, la réglementation des pouvoirs publics et les anticipations.

Déplacement de la courbe

Le marché est à l'équilibre quand il existe un prix (que l'on appelle **prix d'équilibre**) qui permet d'égaliser quantités offertes et quantités demandées
 Retour à l'équilibre :
 $Q_o > Q_d$ = **excédent** → prix baissent
 $Q_d > Q_o$ = **pénurie** → prix augmentent

Les surplus



2 ★ Déplacement le long de la courbe ou déplacement de la courbe ?

Dans le tableau ci-dessous, la colonne de gauche liste différents facteurs pouvant influencer les quantités demandées de tablettes de chocolat. Entourez dans la colonne de droite si ces facteurs vont provoquer un déplacement le long de la courbe de demande ou un déplacement de la courbe de demande.

Une augmentation du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande.
Une forte diminution du prix des œufs en chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande.
Une diminution du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande.
L'arrivée prochaine d'une super semaine de promotion sur les tablettes de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande.
Une augmentation du revenu de tous les amateurs de tablettes de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande.

Dans le tableau ci-dessous, la colonne de gauche liste différents facteurs pouvant influencer les quantités offertes de tablettes de chocolat. Entourez dans la colonne de droite si ces facteurs vont provoquer un déplacement le long de la courbe d'offre ou un déplacement de la courbe d'offre.

Une augmentation du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe d'offre / Déplacement de la courbe d'offre.
Une diminution du prix du cacao.	Déplacement le long de la courbe d'offre / Déplacement de la courbe d'offre.
Une diminution du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe d'offre / Déplacement de la courbe d'offre.
Une augmentation du coût des emballages de tablettes de chocolat.	Déplacement le long de la courbe d'offre / Déplacement de la courbe d'offre.
L'instauration d'une taxe forfaitaire sur chaque tablette produite.	Déplacement le long de la courbe d'offre / Déplacement de la courbe d'offre.

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : les chocs d'offre et de demande, les mécanismes de retour à l'équilibre, les surpluses.

Organisation générale

- Durée : 4 heures.
- Programme de l'épreuve : porte sur une partie du programme de l'enseignement de spécialité SES de la classe de terminale. Les notions rencontrées en première mais non approfondies en classe de terminale doivent être connues et mobilisables, mais ne peuvent pas constituer un ressort essentiel du sujet.
- Structure : deux sujets de nature différente au choix : une dissertation s'appuyant sur un dossier ou une épreuve composée de trois parties distinctes.



La première épreuve au choix pour le bac : la dissertation !

Objectifs de l'épreuve :

- répondre à la question posée par le sujet ;
- élaborer une problématique et construire une argumentation ;
- mobiliser des connaissances et les documents de manière pertinente ;
- mobiliser le vocabulaire des SES spécifique au sujet ;
- rédiger l'argumentation sous la forme d'un plan cohérent et équilibré.

Structure : Le dossier comporte 3 ou 4 documents factuels sous forme de données statistiques (graphique, tableau, carte, radar, etc.) ou de documents textes. Le sujet est formulé de manière à inviter le candidat à poser et à traiter, d'une façon organisée et réfléchie, un problème exigeant un effort d'analyse économique et/ou sociologique et politique.

Je retiens l'essentiel

Dès qu'une ou plusieurs des conditions de la concurrence pure et parfaite ne sont pas respectées, les marchés deviennent imparfaitement concurrentiels. Le **pouvoir de marché** représente la capacité d'une entreprise à exercer une influence plus ou moins grande sur les prix du marché. Rappelons les trois structures de marché évoquées dans le chapitre 1 : plus le nombre d'offres se réduit, plus le pouvoir de marché de l'entreprise est important.

	Un seul offreur	Quelques offreurs	Multitude d'offeurs
Multitude de demandeurs	Monopole	Oligopole	Concurrence pure et parfaite (CPP)

► **Monopole et pouvoir de marché**

Le **monopole** est une structure de marché caractérisée par la présence d'un offreur face à une multitude de demandeurs.

Les différentes barrières à l'entrée et les différents types de monopoles

Qu'est-ce qu'une barrière à l'entrée ?

Les **barrières à l'entrée** sont les obstacles à la concurrence que peut rencontrer une entreprise pour entrer sur un marché. Les barrières à l'entrée peuvent expliquer la présence d'entreprises en situation de monopole. On distingue trois types de monopoles associés à trois barrières à l'entrée différentes.

La réglementation : une barrière à l'entrée expliquant le monopole institutionnel

Un **monopole institutionnel** est un monopole institué par l'État qui a cédé à une entreprise le monopole de la production ou de la distribution d'un bien ou d'un service. Il s'agit donc d'une volonté des pouvoirs publics de supprimer la concurrence sur un marché donné dans un but spécifique. On dit que **la réglementation** est une barrière à l'entrée sur le marché car même si une entreprise voulait rentrer sur le marché, elle ne le pourrait pas car elle ne serait pas autorisée.

Exemple : La Française Des Jeux (FDJ) a un monopole sur les jeux de tirage, de grattage et sur les paris en ligne en réseaux physiques (pas sur Internet). Le but est d'éviter la fraude et de préserver la santé publique.

L'innovation : une barrière à l'entrée expliquant le monopole d'innovation

On parle de **monopole d'innovation** pour qualifier une entreprise seule sur un marché en raison d'une innovation qui démarque ses produits de ceux des concurrents existants et potentiels. La barrière à l'entrée est l'**innovation** (c'est-à-dire l'introduction sur le marché d'un nouveau produit ou d'une nouvelle manière de produire).

**ATTENTION :**

Même si certaines nouveautés sont protégées par des brevets (barrière réglementaire), la barrière à l'entrée est ici l'innovation, le brevet permet seulement d'inciter à innover ! Ce monopole est temporaire car d'autres entreprises imitent l'innovation dès qu'elles en sont capables ou dès que le brevet prend fin.

Exemple 1 : Lorsque Apple a innové avec le premier iPhone en 2007, ils étaient les premiers sur le marché du smartphone, jusqu'à ce que des concurrents entrent sur ce marché en imitant le produit !



Exemple 2 : Lorsqu'un laboratoire pharmaceutique crée un nouveau médicament, il a un monopole d'innovation protégé par un brevet ! Pour les inciter à créer de nouveaux médicaments (cela prend 8 à 10 ans), il faut leur assurer qu'ils pourront jouir des retombées économiques de leur découverte.

L'existence de coûts fixes élevés : une barrière à l'entrée expliquant le monopole naturel

Le **monopole naturel** représente la situation dans laquelle une entreprise est seule sur un marché car la production de ce produit nécessite des **coûts fixes** importants qui obligent l'entreprise à produire en grande quantité pour être rentable. La barrière à l'entrée est la présence de coûts fixes importants, soit la partie des coûts de production qu'une entreprise va supporter indépendamment de la quantité produite.

Exemple : Le coût d'entretien des chemins de fer ne dépend pas du nombre de trains qui passent, le coût d'entretien des lignes téléphoniques du nombre d'appels, etc.

En raison de l'importance des coûts fixes et de la nécessité de produire en grande quantité pour les amortir, le fait de se retrouver seul à produire sur le marché peut être une condition pour être rentable. De plus, les entreprises qui aimeraient entrer sur le marché vont être découragées. Les monopoles naturels sont souvent observés dans le cadre des industries en réseau : EDF, SNCF ...

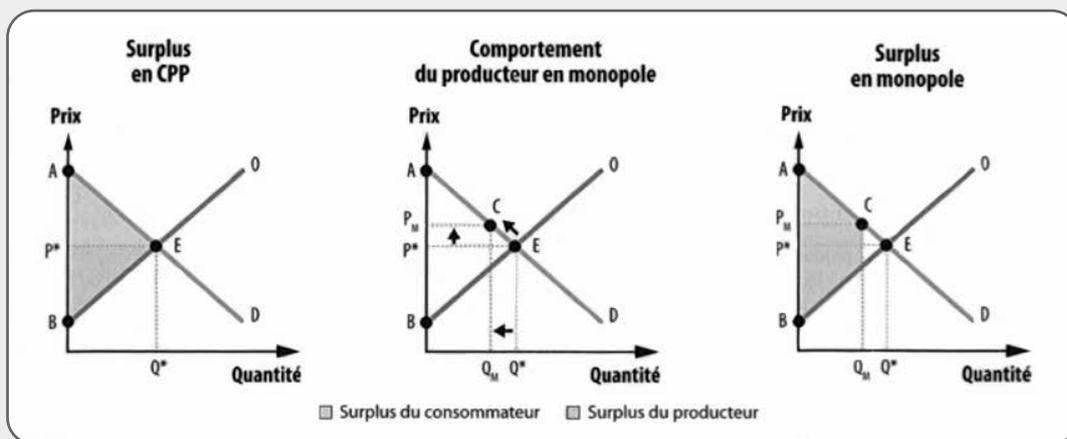
Le monopole est-il souhaitable ?

Le monopole : un faiseur de prix...

Une entreprise en situation de CPP (concurrence pure et parfaite) est **price taker** (preneuse de prix) : n'étant pas seule sur le marché mais étant confrontée à une multitude d'offreurs et de demandeurs, elle n'est pas libre de décider du prix qu'elle pratique, le prix s'impose à elle. En situation de monopole, l'entreprise est libre de fixer son propre prix, car elle n'a pas de concurrents. Elle le fixera donc à un niveau supérieur au prix qui serait pratiqué en concurrence afin d'augmenter ses marges. Elle est **price maker** (faiseuse de prix).

Remarque : Même si le monopole peut choisir le prix qu'il pratique, il est quand même limité par la demande. Par exemple, un boulanger ne peut pas vendre une baguette à 10 000 euros pièce, il n'y a pas de demande pour du pain à ce prix-là !

... qui peut réduire le surplus du consommateur et le surplus total.



Lorsque l'on passe de la CPP au monopole, le surplus du consommateur diminue : le prix d'une unité est plus élevé en situation de monopole qu'en CPP donc moins de consommateurs demandent le produit. En revanche, le surplus du producteur est plus important, car la perte qu'il fait sur les quantités qu'il ne vend plus est largement compensée par la hausse du prix de chaque unité. Mais le surplus total diminue : l'augmentation du surplus du producteur ne parvient pas à compenser la diminution du surplus du consommateur. Le monopole n'est donc pas souhaitable car on perd une partie des échanges qui étaient réalisés en situation de CPP. Cette partie perdue est appelée « **perte sèche** ». Elle est représentée par le triangle qui n'est pas coloré sur le dernier graphique.

Remarque : On dit que l'équilibre du monopole n'est pas efficace en raison de l'existence d'une perte sèche.

► Oligopole, pouvoir de marché et dilemme du prisonnier

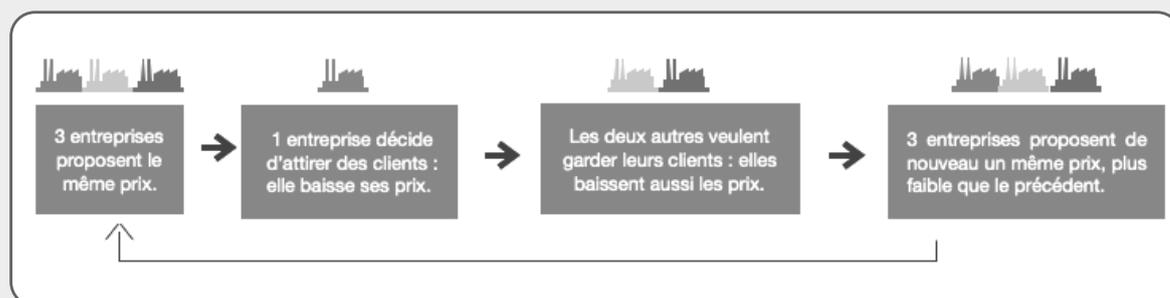
L'**oligopole** est une structure de marché caractérisée par la présence de quelques offreurs face à une multitude de demandeurs.

Remarque : Une entreprise en situation d'oligopole possède un pouvoir de marché limité par le comportement de ses concurrents. Elle a deux choix pour consolider son pouvoir de marché : la guerre des prix (pour éliminer ses concurrents) ou l'entente (pour faire plus de profit).

Une première stratégie pour se constituer un pouvoir de marché : la guerre des prix

On qualifie de **guerre des prix** une situation dans laquelle, sur un marché, une entreprise essaye de fixer un prix plus faible que celui de ses concurrentes pour augmenter ses ventes, et donc son chiffre d'affaires. Cette guerre des prix prend la forme d'un engrenage : l'entreprise qui est parvenue à fixer un prix plus faible se voit imiter par les autres et ainsi de suite. Cet engrenage s'arrête dès qu'une entreprise est parvenue à suffisamment baisser ses prix pour éliminer ses concurrentes. En effet, plus les prix baissent et plus les marges des entreprises baissent. Le but est de réduire les marges de ses concurrentes jusqu'à ce qu'elles fassent faillite.

Exemple : L'arrivée de Free dans le secteur de la téléphonie mobile en 2012 a fait baisser les prix d'un forfait tout compris et illimité de 200 euros à 20 euros ! C'est en effet un oligopole (composé de Free, Orange, Bouygues et SFR). Les concurrents ont été obligés de suivre la baisse du prix pour ne pas perdre de clients !



Une deuxième stratégie pour se constituer un pouvoir de marché : les ententes et le dilemme du prisonnier

On qualifie **d'entente** une situation dans laquelle les entreprises d'un oligopole s'accordent secrètement pour pratiquer des prix similaires (souvent plus élevés qu'en CPP) et se partager le marché sans se livrer à une guerre des prix. Les ententes sont illégales, au nom de la protection de la concurrence. Les entreprises peuvent vouloir s'entendre pour ne pas mener une guerre des prix et vendre le produit plus cher afin de maximiser leurs profits. C'est plus rentable pour elles !

Le **dilemme du prisonnier** est une situation dans laquelle chaque individu va prendre une décision sans connaître la décision de l'autre. En économie, il permet de montrer qu'en oligopole, les entreprises sont conduites à prendre des décisions individuelles (faire la guerre des prix) qui ne sont pas rationnelles au niveau collectif (faire une entente). Prenons l'exemple de SFR et Bouygues sur le marché de la téléphonie mobile. Elles peuvent décider de baisser les prix en menant une guerre des prix ou décider de s'entendre et de maintenir leurs prix. Si elles maintiennent leurs prix, elles gagnent toutes les deux 3 milliards d'euros. Si une seule entreprise baisse ses prix, elle s'approprie les clients de l'autre et gagne 5 milliards tandis que l'autre perd tout. Et si elles baissent toutes les deux leurs prix (guerre des prix), elles gagnent 1 milliard chacune (leur marge a baissé). On voit dans cet exemple qu'il est rationnel pour les deux entreprises de faire une entente (les deux maintiennent les prix) plutôt que de baisser leurs prix ; mais elles vont individuellement être tentées de baisser leurs prix dans le dos de leur concurrente pour deux raisons : soit parce qu'elles veulent gagner encore plus d'argent que dans une entente et faire perdre tous ses clients au concurrent, soit parce qu'elles ont peur de tout perdre dans le cas où le concurrent baisse ses prix. Le dilemme du prisonnier permet aussi de comprendre l'instabilité de ces ententes : une fois l'entente établie, si l'une des entreprises « triche » (en baissant ses prix), elle rafle la mise.



► Pourquoi mener une politique de la concurrence ?

Qu'est-ce que la politique de la concurrence ? Et pourquoi la mener ?

La concurrence permet d'inciter les entreprises à baisser leurs prix (pour être meilleure que les autres, elle réduit ses coûts de production puis ses prix en gardant le même niveau de profit), améliorer la qualité et la diversité des produits proposés (innovation). **La politique de la concurrence** est l'ensemble des mesures prises par les autorités publiques au niveau national ou supranational, afin de garantir une situation de concurrence sur les marchés au sein d'une économie. Le but est de favoriser la présence de nombreuses entreprises sur un même marché pour les inciter à réaliser des efforts sur les prix, sur la qualité et sur la diversité des produits qu'elles proposent.

ATTENTION :

Elle n'a pas pour but d'anéantir les monopoles, mais de lutter contre des pratiques jugées anti-concurrentielles (c'est-à-dire des pratiques jugées non « fair play » dans le jeu normal de la concurrence).

Les trois volets de la politique de la concurrence

Le contrôle des concentrations

Une **concentration** (ou fusion-acquisition) est une opération dans laquelle au moins deux entreprises différentes décident de réunir leurs patrimoines pour ne former qu'une seule entreprise (*exemple : Darty et Fnac sont devenues Fnac-Darty en 2016*). Les autorités de la concurrence comparent deux critères pour autoriser ou refuser une concentration : les risques pour le consommateur (hausse du prix) et les avantages possibles pour les consommateurs (innovation, qualité du produit, plus de services proposés, baisse des prix si les coûts diminuent). Le critère déterminant pour autoriser ou non cette pratique est donc l'impact de la concentration sur le bien-être du consommateur (prix et qualité des produits).

Lutter contre l'abus de position dominante

Un **abus de position dominante** est une action, interdite par la loi, d'une entreprise qui profite de sa position dominante sur un marché pour affaiblir la concurrence et imposer ses conditions à ses partenaires commerciaux.

ATTENTION :

Ce n'est pas le fait d'être dominant sur un marché qui est puni, c'est le fait d'en abuser !

Exemple : Google est accusé d'avoir contraint les fabricants de smartphones à préinstaller le moteur de recherche « Google search » et le navigateur « Google chrome » par défaut sur leurs appareils, en échange de quoi les fabricants pouvaient avoir accès au « Play store ». C'est un abus de position dominante car Google a profité du poids important qu'il occupe sur le marché pour imposer ses produits et ses conditions et ainsi empêcher tout autre concurrent de pouvoir entrer sur le marché (chantage commercial).

Lutter contre les ententes illicites

Les **ententes** consistent à s'entendre secrètement sur les prix pratiqués afin de figer les parts de marché de chaque entreprise, évitant ainsi une guerre des prix synonyme de réduction des profits. Cette pratique est illégale car elle entrave la concurrence et dégrade la situation des consommateurs.

- Comme la concurrence est figée entre les producteurs, cela freine l'innovation et l'ensemble des efforts que les entreprises auraient fourni en situation de concurrence (au niveau de la qualité, de potentielles nouveautés et de la diversité des produits).
- Les consommateurs sont perdants : ils paient plus cher et ne bénéficient pas de produits de meilleure qualité.

J'applique la méthodologie

L'importance des révisions : Il ne suffit pas de faire une fiche et de l'apprendre une fois pour être prêt pour le bac. Il faut réactiver les connaissances en les révisant régulièrement ! Sinon le savoir se perd dans votre mémoire. En plus des fiches (voir méthode chapitre 1), vous pouvez aussi faire des petites cartes avec une question et la réponse au dos, afin de vérifier que vous savez toujours répondre à la question !

Exemple de carte de révision : *Face de la carte*

Qu'est-ce qu'une entente ?

Dos de la carte

Entente → les entreprises d'un oligopole s'accordent secrètement pour pratiquer des prix similaires (+ élevés qu'en CPP) et se partager le marché sans se livrer à une guerre des prix. Plus rentable que guerre des prix mais illégal (protection de la concurrence) !

J'applique ce que j'ai appris

1 ★ Vrai ou faux ?

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
L'oligopole est une situation dans laquelle il y a une seule entreprise sur un marché.			
Le pouvoir de marché est plus important en oligopole qu'en CPP.			
La guerre des prix est un engrenage. L'entreprise qui est parvenue à fixer un prix plus faible se voit copiée par les autres (et ainsi de suite).			
La guerre des prix est sans risque.			
La guerre des prix a pour but d'éliminer les concurrents.			
L'entente est plus avantageuse que la guerre des prix car elle permet à toutes les entreprises qui y participent de faire plus de profit.			
Le dilemme du prisonnier montre que les entreprises ont intérêt à former des ententes.			
Le dilemme du prisonnier montre que les entreprises agissent rationnellement en fonction de leur intérêt individuel mais pas de l'intérêt collectif.			
Le dilemme du prisonnier montre que les entreprises ont intérêt à faire une guerre des prix.			

2



Le monopole naturel :

Dans une première situation, la SNCF n'a pas de concurrent. Les coûts fixes des rails sont ici de 200 000 €. On suppose (pour l'exercice) que c'est sa seule charge (la seule chose qu'elle paie). Les recettes de son activité (ce qu'elle gagne) sont de 300 000 €.

1) Quelle est la marge réalisée par la SNCF ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Dans une seconde situation, la SNCF a un concurrent : le Poudlard Express. Ils doivent alors tous les deux supporter les coûts fixes des rails. Leurs recettes s'élèvent à 150 000 euros chacune.

2) Quelle est la marge réalisée par chacune des deux entreprises ? Que peut-on en conclure ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

3



Les ententes :

Supposons qu'il existe 4 producteurs sur un marché d'un bien x qui pratiquent les prix suivants :

	X	Y	Z	A
Prix	20 euros	20 euros	20 euros	20 euros
Coût de production	5 euros	5 euros	5 euros	5 euros
Profit	15 euros	15 euros	15 euros	15 euros
Part de marché obtenue	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%

1) Supposons que X diminue son prix à 15 euros. Que devraient faire Y, Z et A ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



2) Est-ce intéressant pour l'entreprise X de baisser son prix à 15 euros ? Expliquez votre réponse.

.....

.....

.....

.....

.....

3) Afin de maintenir le prix de 20 euros et leur part de marché, que peuvent avoir intérêt à faire ces producteurs ?

.....

.....

.....

.....

.....

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : Les politiques de la concurrence, l'efficacité de la concurrence par rapport au monopole, le rôle des brevets, le concept d'innovation, le monopole, l'oligopole.

La deuxième épreuve au choix pour le bac : l'épreuve composée !

Objectifs de l'épreuve : Cette épreuve comprend trois parties.

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : répondre à une question en faisant appel au cours.

Partie 2 - Étude d'un document : répondre aux questions en mobilisant ses connaissances et en adoptant une démarche méthodologique de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé de traiter le sujet : en développant un raisonnement, en exploitant les documents du dossier, en faisant appel à ses connaissances personnelles, en rédigeant une introduction - un développement - une conclusion.

Structure :

Partie 1 - Elle est composée d'une question notée sur 4 points.

Partie 2 - Cette deuxième partie de l'épreuve est une étude d'un document statistique (graphique, tableau, carte, radar, etc.) notée sur 6 points.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points).

Vise à développer un raisonnement, à rassembler et mettre en ordre des informations pertinentes issues du dossier documentaire et de ses connaissances personnelles. Le dossier documentaire comporte deux ou trois documents de natures différentes (texte, graphique, tableau statistique, schéma, etc.).

→ Les trois parties de l'épreuve composée portent sur trois questions différentes et au moins deux champs du programme (science économique, sociologie et science politique, regards croisés).



Je retiens l'essentiel

Dans le premier chapitre, nous avons vu qu'en concurrence pure et parfaite (CPP), les mécanismes du marché amènent à un équilibre qui maximise le surplus du consommateur et du producteur : le surplus total ne peut augmenter davantage. En **concurrence imparfaite**, les mécanismes du marché fonctionnent, mais moins bien : le surplus total est moins élevé qu'en situation de CPP. Cependant, il existe certaines situations dans lesquelles les mécanismes de l'offre et la demande ne fonctionnent pas, ou de manière inadéquate. On parle de **défaillances de marché**. Le marché est en défaillance dans trois situations : lorsqu'il est en présence d'externalités, en présence de biens communs et de biens collectifs ainsi qu'en présence d'asymétries d'informations.

! ATTENTION :

Il ne faut pas confondre défaillances de marché et concurrence imparfaite. La concurrence imparfaite correspond, entre autres, à une situation dans laquelle la condition d'atomicité et/ou la condition d'homogénéité ne sont pas respectées (monopole, oligopole) : le marché pourrait conduire à une allocation des ressources plus efficace, mais toutes les conditions ne sont pas réunies. Les défaillances de marché peuvent être présentes en CPP comme en concurrence imparfaite : ici le marché n'est pas en mesure d'assurer une allocation efficace des ressources.

► Les externalités sont une défaillance de marché

Le marché est défaillant en présence d'externalités

Une **externalité** (aussi appelée « **effet externe** ») est une situation dans laquelle l'acte de consommation ou de production d'un agent sur un marché influe positivement ou négativement sur le bien être d'un autre agent qui ne participe pas à l'échange sur ce marché, le tout sans que cet effet externe ne donne lieu à une compensation monétaire. Autrement dit, ce sont les conséquences d'un échange réalisé sur le marché, sur les personnes qui n'y ont pas participé ! Une **externalité négative** est une situation dans laquelle un agent économique est défavorisé par les opérations économiques d'un ou plusieurs autres agents, sans qu'il ne soit dédommagé. La pollution en est l'illustration typique. Par exemple, si l'entreprise voisine pollue le sol, l'eau que je vais boire et les légumes que je vais manger vont être pollués alors que je n'ai pas participé à l'échange.

Autres exemples : le tapage nocturne, le tabagisme passif, etc.

Une **externalité positive** est une situation dans laquelle un agent économique est favorisé par les opérations économiques d'un ou plusieurs autres agents, sans qu'il ait à payer quoi que ce soit. Par exemple, si 90 % de la population mondiale est vaccinée contre la COVID-19, le virus disparaîtra très probablement, et les 10 % qui ne se sont pas vaccinés bénéficieront de cet effet positif sans même avoir participé à cette vaccination (achat du vaccin et de l'acte de vaccination).

Autres exemples : l'éducation, la formation pour les entreprises, les arbres qui dépolluent, etc.

Dans le cas d'une externalité négative, par exemple si une entreprise pollue, on dit que le **coût privé** (celui que paye l'entreprise) est inférieur au **coût social** (celui que paye l'ensemble de la société). Or, lorsque l'entreprise fixe son prix et la quantité à produire, elle se base sur son coût privé. Elle produit donc trop par rapport à ce qui serait optimal, et fixe un prix trop bas qui ne prend pas en compte les coûts de dépollution. Son activité nuit à ceux qui n'en payent pas le prix. Pour être dans une situation optimale, il faudrait augmenter le prix afin que celui-ci puisse inclure le montant de l'externalité.

Dans le cas d'une externalité positive, par exemple un laboratoire qui invente un vaccin contre une maladie grave, on dit que le **bénéfice social** (celui de l'ensemble de la société) est supérieur au bénéfice privé (celui de l'entreprise).



Or, lorsque l'entreprise fixe son prix et la quantité à produire, elle se base sur son **bénéfice privé** : si sa production bénéficie plus à la collectivité qu'à elle-même, elle risque soit de ne pas être incitée à produire, soit de produire moins que ce qui serait souhaitable pour la collectivité.

Le montant d'une externalité négative est la différence entre le coût social et le coût privé (coût social = coût privé + montant externalité), et le montant d'une externalité positive est la différence entre le bénéfice social et le bénéfice privé.

Ainsi, le marché est **inefficace** car ceux qui subissent les désavantages de la production ou de la consommation des uns ne seront pas dédommagés et ceux qui subissent les avantages de la production ou de la consommation des autres n'en paieront pas le prix. Cela s'explique par le fait que ces avantages et désavantages ne sont pas pris en compte dans le prix de vente. Ainsi, le marché conduira une allocation non optimale car il amènera à surproduire les biens ou les services ayant des effets externes négatifs et à sous produire les biens et les services qui ont des effets externes positifs.

La présence d'externalité justifie l'intervention des pouvoirs publics

Le marché ne décourage pas les activités à externalités négatives et n'encourage pas les activités à externalités positives. Les ressources sont donc mal réparties par le marché. Seul l'État peut intervenir et y remédier. Pour cela, il peut décourager, voire interdire, les activités générant des externalités négatives grâce à la **réglementation** (lois), grâce à l'incitation via des **taxes** (taxer les pollueurs, les fumeurs, etc.) ou encore via la mise en place de quotas (ne pas produire plus de x unités pour ne pas trop polluer, etc.). D'autre part, l'État encourage les activités générant des externalités positives grâce à des **subventions** (somme d'argent distribuée par l'État pour encourager une activité), ou la réglementation (par exemple la vaccination obligatoire qui génère des externalités positives : éradication de maladies, réduction du risque d'attraper certaines maladies...).

► **Les biens communs et les biens collectifs rendent le marché défaillant**

La typologie des biens

Les économistes ont dressé une typologie des biens existants en fonction de deux critères : la **rivalité** et l'exclusion. La rivalité est la caractéristique d'un produit dont la consommation par un individu rend impossible la consommation de ce même produit par un autre individu.

Exemple : Si j'achète une fraise, une autre personne ne pourra pas acheter et consommer cette même fraise.

L'exclusion est la caractéristique d'un produit dont la consommation par un individu ne peut se faire que si l'individu en paye le prix. Un individu qui n'a pas payé pour un produit est exclu de la consommation de ce produit. On dit qu'il y a exclusion par le prix.

Exemple : Si je souhaite consommer un iPhone mais que je ne suis pas en mesure de payer, je suis exclu du marché.

Le respect ou non de la rivalité et de l'exclusion permet de distinguer quatre types de biens :

	Exclusion	Non exclusion
Rivalité	Biens privatifs <i>Une paire de baskets. Votre sac à dos.</i>	Biens communs <i>Champignons dans la forêt. Des poissons dans la rivière.</i>
Non rivalité	Biens de club <i>Une série sur Netflix. Une autoroute avec péage.</i>	Biens collectifs <i>L'éclairage public. Un feu d'artifice.</i>



La présence de biens collectifs et de biens communs justifie l'intervention des pouvoirs publics

Les **biens collectifs** sont des biens qui possèdent à la fois le caractère de non-exclusion et le caractère de non-rivalité. Ce sont donc des biens accessibles sans payer un prix et dont plusieurs personnes peuvent profiter simultanément. En présence d'un tel bien, le marché est inefficace en raison du comportement de **passager clandestin** (ou « *free rider* ») qu'adoptent les individus : ce sont des biens dont tout le monde a besoin, mais que personne ne veut payer car cela profiterait aussi à d'autres. Chacun attend que quelqu'un paye et, de fait, aucune demande n'apparaît sur le marché. La production du bien est alors impossible. Le marché étant défaillant, c'est donc aux pouvoirs publics d'intervenir en prélevant des impôts pour produire les biens collectifs dont tout le monde a besoin.

Le marché est aussi défaillant en présence de **biens communs**. Ces biens sont rivaux mais ne nécessitent pas de payer un prix pour pouvoir y avoir accès. Or, sans prix, le marché n'est pas capable de répartir les biens communs étant donné que le prix est l'élément qui permet de faire fonctionner les mécanismes de l'offre et de la demande. Cela conduit donc à une surexploitation des biens communs. Là encore, face à cette défaillance de marché, les pouvoirs publics interviennent soit de manière réglementaire en instaurant des quotas à respecter par exemple, soit de manière incitative en privatisant une partie des biens communs afin de responsabiliser ceux qui les exploitent.

NB : La nature est un bien commun, ce qui explique la surexploitation des ressources naturelles !

► Défaillance de marché et asymétries d'informations

L'asymétrie d'information est une situation dans laquelle les offreurs ou les demandeurs ne disposent pas de la même information sur le marché. Le vendeur ou le demandeur a une meilleure information sur le marché et peut donc l'utiliser à son avantage. L'asymétrie d'information peut prendre deux formes de comportements différents :

- des comportements de **sélection adverse** (aussi appelés « **anti-sélection** ») : avant la signature du contrat, une des deux parties a plus d'informations que l'autre ;
- des comportements **d'aléa moral** (ou « **risque moral** ») : après la conclusion du contrat, une des deux parties est en mesure de désavantager l'autre.

Exemple 1 : La sélection adverse

Sur le marché des véhicules d'occasion, l'information asymétrique conduit à la sélection adverse (les vendeurs de véhicules d'occasion connaissent mieux le produit que les acheteurs) : si les acheteurs ignorent la qualité exacte des véhicules proposés, aucun d'entre eux n'acceptera de payer un prix élevé justifié par la bonne qualité d'un véhicule. Dans ce cas, les propriétaires des véhicules de bonne qualité se retireront du marché et seuls les véhicules en mauvais état seront offerts. Les véhicules de bonne qualité sont donc chassés par ceux de mauvaise qualité, ce qui va pousser les acheteurs à se retirer du marché également. Une situation d'information asymétrique peut alors conduire à une disparition du marché concerné car, en l'absence de garantie d'informations fiables, les agents économiques préfèrent se retirer du marché. La sélection adverse peut donc mener à l'absence d'équilibre puisque l'offre et la demande disparaissent. Pour corriger cette défaillance de marché, il faut inciter ou obliger les agents à révéler en amont les informations dont ils disposent. Dans notre exemple, l'État oblige les vendeurs de véhicules d'occasion à fournir certains papiers, comme fournir un contrôle technique de la voiture datant de moins de six mois.

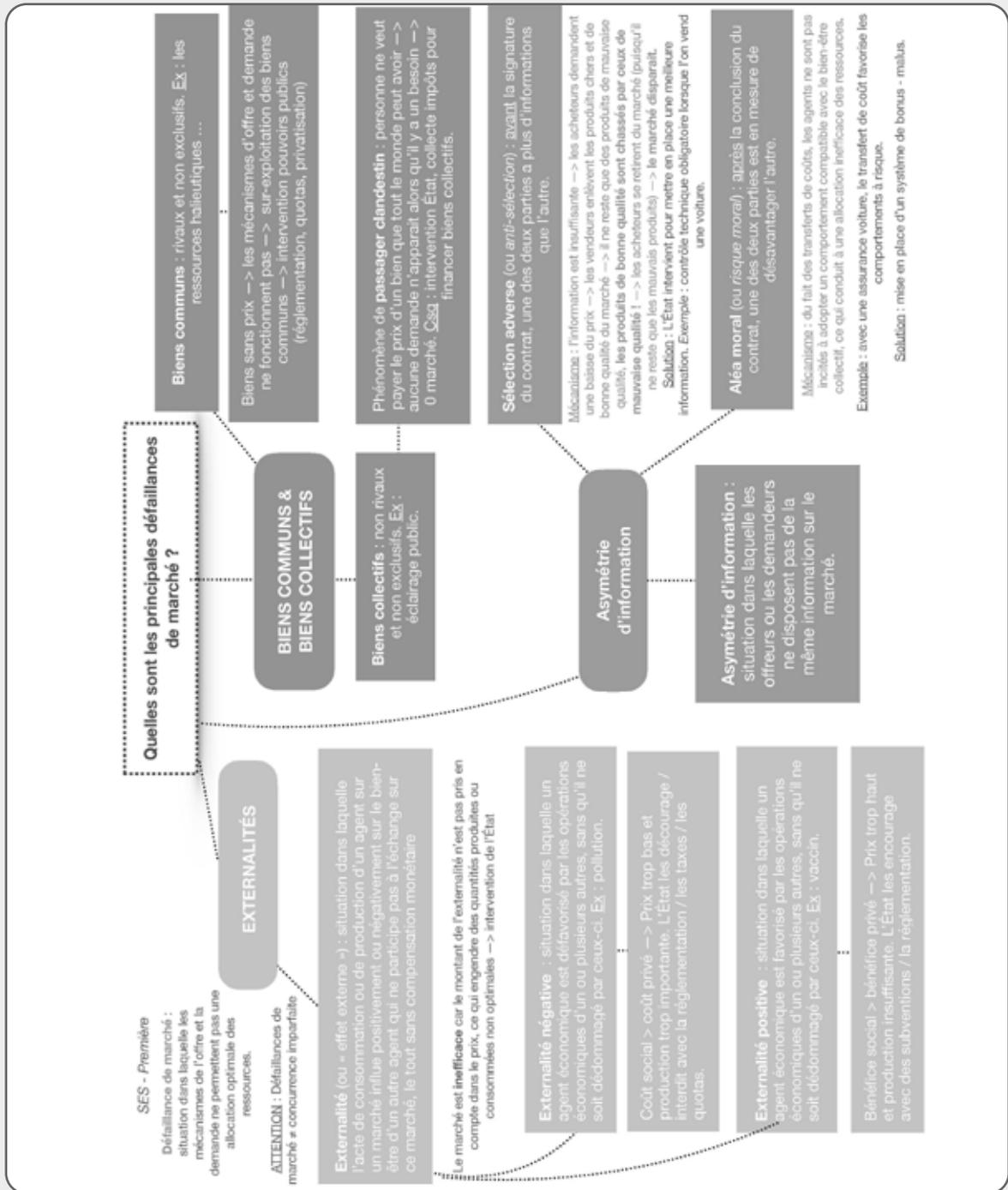
Exemple 2 : L'aléa moral

Sur le marché des assurances, l'asymétrie d'information crée un aléa moral. Prenons le cas de l'assurance voiture : un individu dont tous les frais seraient couverts en cas d'accident ou de dégât matériel aura tendance à être moins vigilant. Par exemple, il ne sera pas forcément incité à garer sa voiture dans un endroit sécurisé, ce qui peut favoriser le risque de voir le véhicule fracturé. L'aléa moral est une situation de défaillance du marché dans la mesure où le signal envoyé par les prix ne permet pas de coordonner efficacement les actions des agents. En effet, du fait des transferts de coûts, les agents ne sont pas incités à adopter un comportement compatible avec le bien-être collectif, ce qui conduit à une allocation inefficace des ressources. Par exemple, des ressources vont être allouées à la réparation des voitures alors que les dégâts occasionnés auraient pu être évités si le conducteur n'avait pas volontairement pris des risques sachant qu'il serait indemnisé.

Autrement dit, le marché n'alloue pas les ressources de la meilleure manière car il y a un écart entre le coût perçu par l'individu et le coût véritable. Pour corriger cette défaillance de marché, il faut prévoir dans le contrat des mécanismes de surveillance ou d'incitation à adopter un comportement prudent. Dans le cas de l'assurance voiture, les assureurs ont mis en place un système de bonus-malus.

J'applique la méthodologie

J'applique de nouveau la méthode des fiches du chapitre 1 :





J'applique ce que j'ai appris

1 ★ Choisissez les affirmations correctes (vous pouvez en sélectionner plusieurs) :

1) Les défaillances de marché se caractérisent par :

- Une imperfection de la concurrence.
- Un fonctionnement des mécanismes du marché inefficace ou inadéquat.
- Un petit nombre d'offreurs et une multitude de demandeurs.
- Une loi de l'offre et de la demande qui ne parvient pas à fonctionner.

2) Une externalité, c'est :

- Une conséquence positive ou négative d'une activité économique qui n'est pas prise en compte dans le prix du marché.
- Une conséquence positive ou négative d'une activité économique qui est prise en compte dans le prix du marché.
- Une défaillance de marché.
- Une imperfection de la concurrence.

3) Un bien collectif, c'est :

- Un bien correspondant au critère de non-exclusion et de non-rivalité.
- Un bien correspondant au critère de non-exclusion et de rivalité.
- Un bien correspondant au critère d'exclusion et de rivalité.
- Un bien correspondant au critère d'exclusion et de non-rivalité.

4) Le marché est défaillant en présence de biens communs car :

- Ce sont des biens n'ayant pas de prix et que le marché ne sait pas prendre en compte.
- Ce sont des biens qui sont plus exploités qu'ils ne devraient l'être.
- Ce sont des biens dont le prix n'est pas assez élevé.
- Ce sont des biens qui n'existent pas.

5) L'asymétrie d'information peut prendre la forme... :

- ... de comportement de sélection adverse ou d'anti-sélection.
- ... de comportement d'aléa moral.
- ... de comportement de sélection adverse : après la signature d'un contrat, l'un des deux contractants a plus d'informations que l'autre.
- ... de comportement de sélection adverse : avant la signature d'un contrat, l'un des deux contractants a plus d'informations que l'autre.

6) Le comportement d'anti-sélection entraîne une défaillance de marché car :

- Il y a un manque d'information chez les acheteurs qui ne connaissent pas l'existence du marché.
- En l'absence de garantie d'informations fiables, les agents économiques préfèrent se retirer du marché : les offreurs et les demandeurs disparaissent.
- Le marché n'est pas capable d'intégrer toutes les informations possibles afin que l'échange se réalise de manière optimale.

2 ★★ La valeur des externalités :

Une entreprise construit des voitures. Lorsqu'elle fixe son prix, elle prend uniquement en compte son coût privé, c'est-à-dire ses coûts de production. Elle vend donc chaque voiture 10 000 € pièce. Or, son véhicule pollue, ce qui est mauvais pour l'ensemble de la société ! Si elle prenait en compte les coûts de dépollution, et donc le coût social, elle vendrait chaque voiture 12 000 €. Calculez le coût de l'externalité et expliquez pourquoi le prix de 10 000 € par voiture est trop bas.

.....

.....

.....

.....

.....

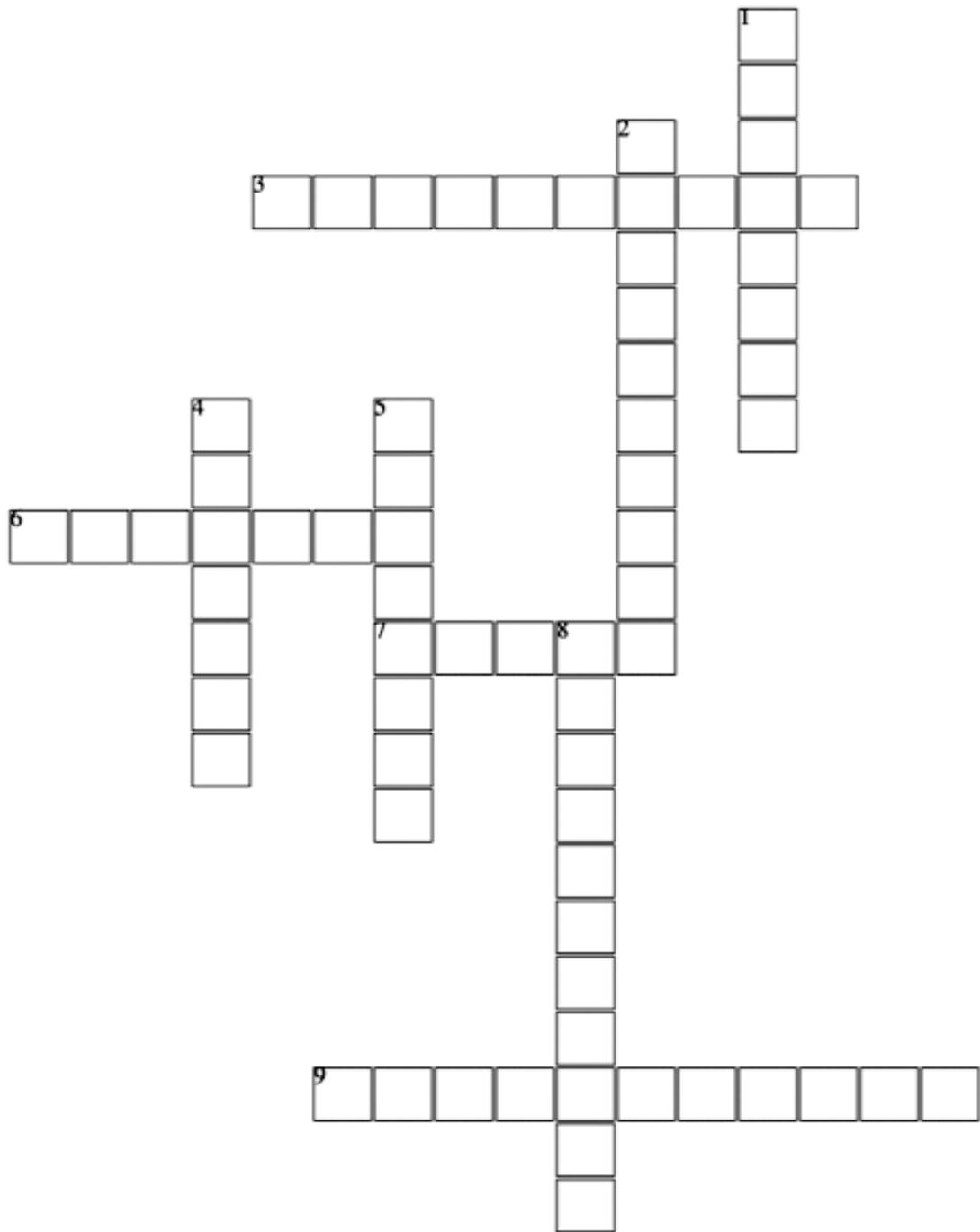
.....

.....



3 ★ ★ ★ Mots croisés : les défaillances de marché

Dans le mot croisé, pour les mots composés, il est nécessaire de laisser une case blanche.



Horizontal

- 3 Asymétrie d'information après la conclusion d'un contrat
- 6 Type de bien, rivaux et non exclusifs
- 7 Type d'intervention des pouvoirs publics respectant le principe du pollueur - payeur
- 9 Sur un marché, situation où l'allocation des ressources n'est pas optimale

Vertical

- 1 Type d'externalité caractérisée par une situation où le coût social est supérieur au coût privé
- 2 Type de bien, non rivaux et non exclusifs
- 4 Composante du marché qui n'apparaît pas si tous les agents sont des passagers clandestins
- 5 Type d'externalité caractérisée par une situation où le bénéfice social est supérieur au bénéfice privé
- 8 Son montant n'est pas pris en compte dans le prix de marché



En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : le concept d'externalité positive et négative, le concept de bien commun et de biens collectifs, le concept d'asymétrie d'information, d'aléa moral et d'anti-sélection.

La méthode AEI : La méthode AEI est la méthode qu'il est vivement conseillé d'utiliser en SES pour répondre à des questions ouvertes. Il peut s'agir de questions précises (partie 1 de l'épreuve composée), mais elle est aussi utile en dissertation et en troisième partie d'épreuve composée (les épreuves du Baccalauréat en SES). Cette méthode permet en effet d'organiser ses idées et de structurer son argumentation !

Voici la méthode :

A => Affirmation : Avant de se lancer dans des explications, il faut bien énoncer votre argument ! C'est ce qui répond à la question, même si vous avez l'impression de vous répéter ou d'énoncer une évidence, c'est important de commencer par cela.

E => Explications : Une fois que vous avez exprimé une idée, il faut l'expliquer ! Si vous ne le faites pas, le/la professeur(e) qui vous corrige ne peut pas vérifier que vous avez compris !

I => Illustration : Quand c'est possible, il faut donner un voire plusieurs exemples pour illustrer vos propos ! Cela confirme votre compréhension du concept et montre que vous êtes capables de le relier à la réalité. En SES, il y a souvent beaucoup d'exemples dans les documents que vous étudiez en cours ! Les documents qui vous sont fournis avec les questions ouvertes servent à illustrer vos propos ! Il faut expliciter l'exemple, pas seulement le citer.

Exemple de la méthode AEI : Qu'est-ce qu'un bien collectif ?

Argument : Un bien collectif est un bien non rival et non exclusif.

Explications : Un bien non rival est un produit dont la consommation par un individu ne rend pas impossible la consommation de ce même produit par un autre individu. Un bien non exclusif est un produit dont la consommation par un individu peut se faire même si l'individu n'en a pas directement payé le prix. Ainsi, un bien collectif peut être consommé par tous sans que personne n'en paye le prix directement !

Illustrations : Par exemple, personne ne paye directement l'éclairage public et ma consommation n'empêche pas celle des autres.

Exercice type Bac : (correspond à la première partie de l'épreuve composée au Bac). Répondez aux questions suivantes en appliquant la méthode AEI.

1) Pourquoi le marché est-il défaillant en présence d'externalités ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2) Pourquoi le marché est-il défaillant en présence de biens communs ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

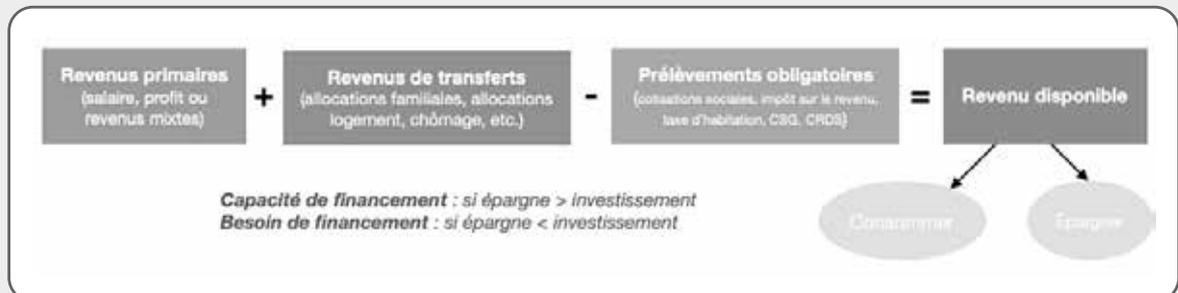
Comment les agents économiques se financent-ils ?

Je retiens l'essentiel

► Dégager une capacité ou un besoin de financement

Du côté des ménages

Les **revenus primaires** d'un ménage peuvent être constitués des revenus du travail (les salaires), des revenus du capital (dividendes, intérêts, revenus fonciers et immobiliers) ou des revenus mixtes. Le revenu mixte est le revenu des travailleurs indépendants (auto-entrepreneurs) et des travailleurs libéraux (avocats, médecins, architectes... tous ceux qui travaillent à leur compte). Pour obtenir le revenu disponible, on enlève aux revenus primaires les **prélèvements obligatoires** (les impôts directs sur le revenu et le patrimoine ainsi que les cotisations sociales) et on y ajoute les **revenus de transferts** (aussi appelés « **prestations sociales** », c'est-à-dire des versements faits aux ménages pour compenser les charges liées à la réalisation de risques sociaux). Les **cotisations sociales** représentent l'ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent au bénéfice des administrations de sécurité sociale. Elles servent à financer le versement des prestations sociales comme les allocations chômage ou encore les pensions de retraite. Le **revenu disponible** désigne le revenu qu'un ménage peut affecter à la consommation ou à l'épargne. L'épargne des ménages peut servir à financer d'éventuels investissements (attention : un ménage réalise un investissement seulement quand il achète un bien immobilier). Si l'épargne d'un ménage est supérieure à son investissement alors ce ménage dégage **une capacité de financement** : il lui reste de l'argent après avoir investi. Si l'épargne d'un ménage est inférieure à son investissement alors ce ménage est en **besoin de financement** : il n'a pas assez d'épargne pour financer la totalité de son investissement.



Du côté des entreprises

La **valeur ajoutée** dégagée par une entreprise est égale à la différence entre la valeur de sa production (c'est-à-dire le chiffre d'affaires) et la valeur des **consommations intermédiaires** qu'elle a utilisée pour produire (ensemble des produits qu'une entreprise ne produit pas mais achète à d'autres entreprises ; ils sont détruits ou transformés lors du processus productif). Cette notion permet de mesurer la contribution réelle de l'entreprise à la création de richesses.

On note : **Valeur ajoutée = chiffre d'affaires - consommations intermédiaires.**

Ou chiffre d'affaires = quantités vendues x prix de vente.

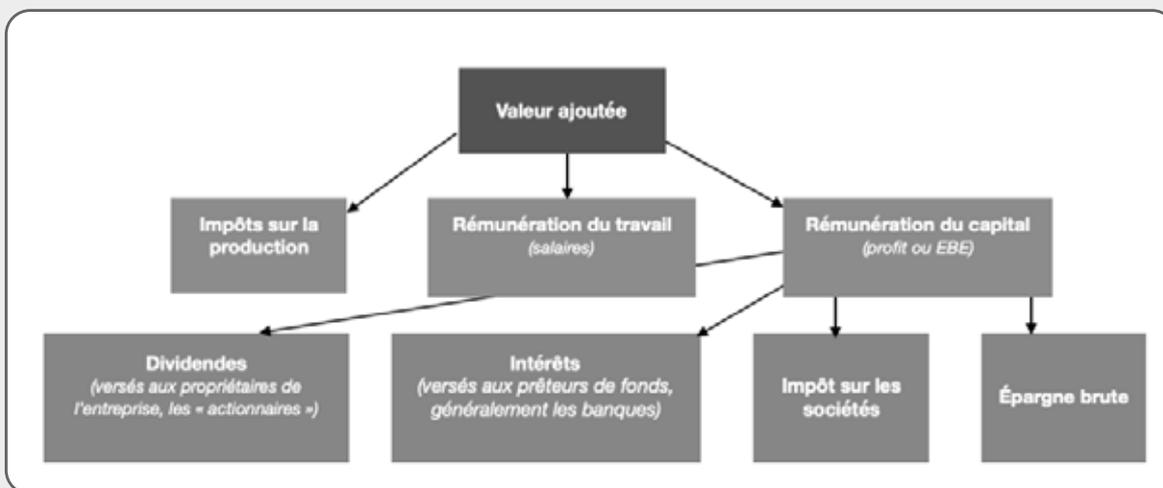
Exemple : Vous avez vendu pour 2 000 € de pizzas mais vous avez dû acheter 500 € de matières premières pour les fabriquer (sauce tomate, jambon, fromage...). Votre valeur ajoutée est de 1500 €, c'est la richesse que vous avez réellement créée ! En effet, les 500 € de consommations intermédiaires n'ont pas été produits par vous mais par vos fournisseurs. Vous ne pouvez pas les compter dans votre richesse créée !

La valeur ajoutée (VA) sert à rémunérer les facteurs de production qui ont permis sa réalisation. Elle se partage donc entre les **salaires** (rémunération des agents ayant apporté leur travail) et les **profits** (rémunération des agents ayant apporté leur capital). Pour désigner le profit en comptabilité, on utilise aussi le terme d'**EBE (excédent brut d'exploitation)**, ce sont des synonymes. Ce profit est résiduel : c'est ce qui reste une fois qu'on a payé l'État (impôts sur la production) et les salariés (salaires).

Le profit va ensuite lui-même être réparti : une partie va être versée à l'État (impôt sur les sociétés), une partie va revenir aux propriétaires de l'entreprise (ils touchent des « dividendes »), le profit va également servir à verser des intérêts aux **prêteurs** (c'est-à-dire ceux qui ont prêté de l'argent à l'entreprise, généralement des banques). On appelle **épargne brute** le montant du profit qu'il reste à l'entreprise une fois qu'elle a effectué toutes les dépenses qui viennent d'être énumérées. Cette épargne brute correspond à la somme qui reste à l'entreprise une fois qu'elle s'est acquittée de toute ses charges !

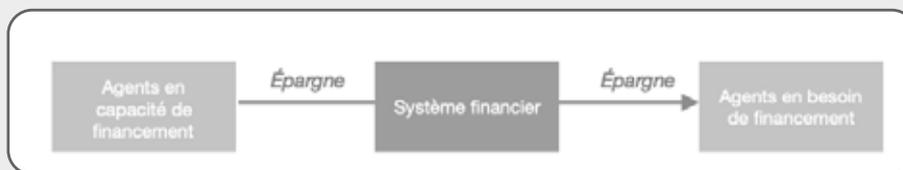
Avec cette épargne brute, l'entreprise va pouvoir financer d'éventuels investissements. Si le montant de l'épargne brute permet à l'entreprise de financer la totalité de ses investissements, alors on dit que l'entreprise **s'autofinance**. En revanche, si l'épargne brute de l'entreprise ne permet pas de couvrir la totalité des investissements réalisés, alors l'entreprise a besoin de se financer. —> Entreprise en **capacité de financement** : épargne brute > investissement. Entreprise en **besoin de financement** : épargne brute < investissement.

Remarque : On qualifie d'investissement, dans le cadre des entreprises, toute dépense permettant d'améliorer les capacités de production d'une entreprise. Par exemple, l'achat d'une nouvelle machine, nouveaux équipements, formation pour les salariés, etc.



► **Comment les agents économiques se financent-ils ?**

Le **financement** désigne l'ensemble des mécanismes par lesquels les agents économiques satisfont leurs besoins de financement. Dans une économie, le système financier permet ce financement en mettant en relation les agents en capacité de financement avec les agents en besoin de financement afin que l'épargne des uns puisse financer les investissements des autres.

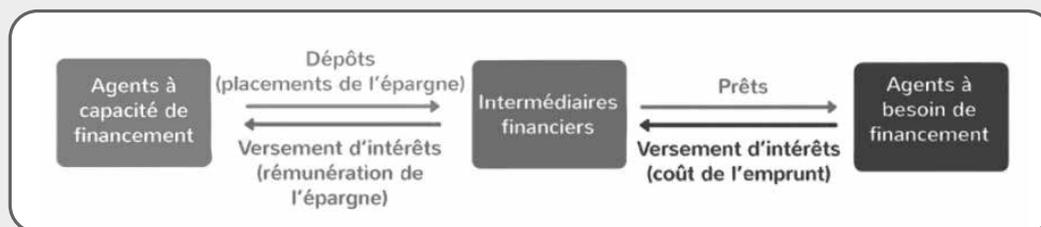


Lorsque les agents n'ont pas les moyens de **s'autofinancer (financement interne)**, ils ont recours au **financement externe** (qui passe par le système financier). Le **système financier** peut mettre en relation des agents à capacité et à besoin de financement de deux manières : indirecte ou directe. Notez bien : *Les agents en capacité de financement sont généralement les ménages, et les agents en besoin de financement sont généralement l'État et les entreprises !*

Le financement externe indirect (ou intermédié)

Le financement externe peut être **indirect (ou intermédié)**, c'est-à-dire que les entreprises ou les ménages vont passer par les banques pour contracter des crédits bancaires.

Un **crédit** est une mise à disposition d'argent sous forme de prêt, consentie par un prêteur à un emprunteur. Les banques sont les intermédiaires entre les agents en capacité et en besoin de financement. Elles utilisent l'épargne des agents en capacité de financement pour financer les investissements des agents en besoin de financement. C'est pour cela que l'on dit que « les dépôts font les crédits » : elles utilisent les dépôts des uns pour financer les crédits des autres ! Un **dépôt** est un ensemble de fonds confié à une banque pour être gardé et restitué selon des modalités déterminées. L'emprunt bancaire se fait en échange d'un **taux d'intérêt**, qui constitue un coût pour l'emprunteur et un revenu pour le prêteur. On dit que le taux d'intérêt représente le prix de l'argent que l'on prête. Il se détermine sur le marché des fonds prêtables puisqu'il permet d'équilibrer l'offre de fonds prêtables (provenant de l'épargne des agents en capacité de financement) et la demande de fonds prêtables (provenant des agents en besoin de financement).

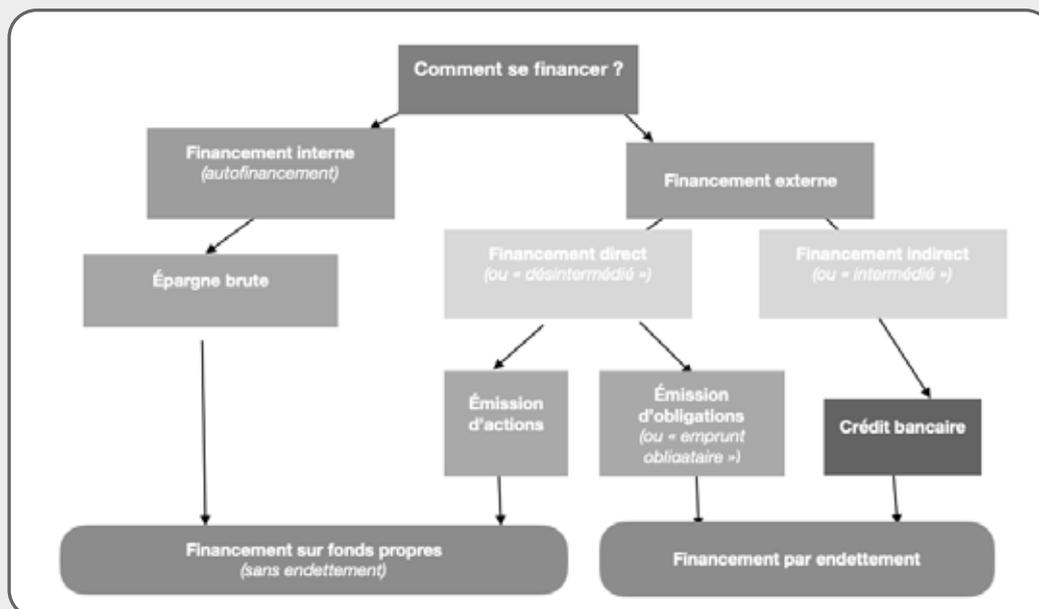


Le financement externe direct (ou désintermédié)

Le financement externe peut se passer d'intermédiaire. On dit qu'il est **direct** (ou **désintermédié**). Il transite alors par le marché financier : les agents en capacité de financement sont directement en contact avec les agents en besoin de financement. Ce type de financement ne concerne que les entreprises : un ménage ne peut pas se financer en ayant recours au marché financier. Pour se financer, une entreprise peut « **émettre des obligations** », c'est-à-dire des titres (ou certificats) de dette. Une obligation permet à un agent en besoin de financement d'emprunter des fonds à un épargnant sans intermédiaire financier. L'obligation est un contrat dans lequel l'entreprise indique le montant qu'elle souhaite emprunter ainsi que l'intérêt qu'elle souhaite verser et la date à laquelle elle s'engage à restituer la somme prêtée. Celui qui achète l'obligation verse alors une somme à l'entreprise et celle-ci s'engage à la lui restituer selon les termes fixés dans le contrat. Celui qui vend l'obligation est donc qualifié d'emprunteur, celui qui achète l'obligation est un prêteur.

Pour se financer, les entreprises peuvent aussi « **émettre des actions** ». Pour bien comprendre, prenons un exemple. Vous et vos amis avez créé une petite entreprise il y a deux ans. Lors de sa création, vous avez tous les trois investi 1 000 € dans l'entreprise. Le **capital social** de l'entreprise était alors constitué de 3 000 €. Vous aviez tous les trois une **part sociale** d'une valeur de 1 000 €, c'est-à-dire un titre de propriété de l'entreprise. Si vous avez besoin de financement pour vos projets, vous pouvez décider d'augmenter le capital social de l'entreprise en émettant de nouvelles actions. Vous allez donc mettre en vente des actions sur le marché financier à un certain prix (le prix des actions est appelé « **cours** » et il est déterminé par la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché financier). Imaginons que vous décidiez d'émettre une action qui a une valeur de 500 €, et qu'un agent économique vous l'achète, le résultat sera le suivant : vous aurez réussi à faire entrer dans l'entreprise 500 € sans faire d'emprunt. Mais désormais, vous n'êtes plus 3 actionnaires mais 4, car le quatrième possède 500 € de l'entreprise et cela lui ouvre le droit de recevoir une partie des bénéfices de l'entreprise à chaque fin d'année. En résumé : lorsqu'une entreprise veut se financer, elle émet de nouvelles actions. Celles-ci vont être vendues sur le marché financier. Elle va donc faire rentrer de l'argent dans l'entreprise sans s'être endettée. Cependant, l'entreprise aura de nouveaux propriétaires (en plus de ceux qui étaient déjà là avant), à qui elle devra reverser des **dividendes** !

Remarque : L'autofinancement et l'émission d'actions permettent de se financer sans s'endetter, contrairement à l'emprunt bancaire et l'emprunt obligataire (l'émission d'obligations).



► Comment l'État se finance-t-il ?

Qu'est-ce qu'une APU ? **L'État** ou les **administrations publiques (APU)** sont l'ensemble des organismes dont la fonction principale est la production de services non marchands, la redistribution des richesses nationales ou la régulation de l'économie. Il y a trois types d'APU : **les APU centrales** (elles regroupent l'État et ses ministères ainsi que les organismes divers d'administration centrale : les agences de l'État tels que Météo France, Pôle emploi, les universités, etc.), **les APU locales** (régions, départements, communes et groupements de communes), et **les administrations de sécurité sociale** (regroupent les hôpitaux et l'ensemble des régimes de Sécurité sociale ainsi que les régimes de retraite complémentaire et l'assurance chômage).

Le solde budgétaire



ATTENTION :

Dans cette partie, on va se concentrer sur les administrations publiques centrales, qu'on appelle aussi **État « au sens strict »**. C'est pour faire la différence avec **l'État « au sens large »** qui regroupe l'ensemble des APU !

Les recettes de l'État central

On appelle « **recettes** » toutes les sommes d'argent perçues par l'État. Elles correspondent aux entrées d'argent. On remarque que 95 % des recettes de l'État central sont des **recettes fiscales** (issues d'impôts et taxes payés par les agents économiques). Parmi elles, les trois premières sources de revenu de l'État sont : la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), et l'impôt sur les sociétés (IS). Les recettes non fiscales, qui représentent moins de 5 % des recettes totales de l'État, sont toutes les recettes qui ne proviennent pas de taxes et d'impôts payés par les agents. Il s'agit des revenus provenant d'amendes, de la vente de produits, de dividendes...

Les dépenses de l'État central

Les « **dépenses** » sont toutes les sommes d'argent versées, les sorties d'argent. On remarque que les trois principales dépenses de l'État central sont les « autres dépenses » (*qui correspondent essentiellement au remboursement de la dette publique*), les dépenses d'éducation et de défense nationale.

Le solde budgétaire

Le **solde budgétaire** correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de l'État central.



Notez bien : **Solde budgétaire = recettes - dépenses de l'État central**. Lorsque le solde budgétaire est négatif, on parle de **déficit budgétaire** : il s'agit d'une situation dans laquelle les dépenses de l'État central sont supérieures à ses recettes. L'État dégage alors un besoin de financement. L'État dégage une capacité de financement si ses recettes sont supérieures à ses dépenses. On peut réduire le déficit budgétaire en augmentant les recettes (les impôts et taxes) ou en diminuant les dépenses. Le budget est voté lors du projet de loi de finance, qui doit être adoptée par le Parlement pendant l'automne précédant la nouvelle année. Structurellement, la France dégage un besoin de financement, elle enchaîne les déficits depuis 1975.

ATTENTION :

Il ne faut pas confondre le déficit budgétaire avec le déficit public ! Le déficit public est une situation dans laquelle les dépenses de l'État « au sens large » sont supérieures à ses recettes. Ainsi, lorsqu'on parle de déficit public on parle du déficit de l'État central (donc du déficit budgétaire), mais aussi du déficit de la sécurité sociale et des administrations locales !

Le financement du déficit budgétaire

Pour financer son déficit budgétaire, l'État central peut recourir au financement externe direct et indirect. Cependant, l'État se finance peu par emprunt bancaire (cela représentait 10 % de la dette publique en 2018). En revanche, l'État a largement recours au financement externe direct (90 % de la dette publique en 2018). Pour cela, il émet des obligations sur le marché financier. Les obligations émises par l'État central s'appellent les « **Bons du Trésor** » : il s'agit d'un contrat en vertu duquel un agent en capacité de financement (un ménage, une entreprise, une compagnie d'assurance ou encore un autre État) prête un montant à l'État français. Ce contrat prévoit, outre le montant, la durée du prêt, la rémunération du prêteur (taux d'intérêt et calendrier des versements) et les conditions de remboursement (l'intégralité du montant est remboursée en date de fin du contrat). Ainsi, l'État a une dette envers son prêteur (qui était en capacité de financement), et le prêteur a une promesse de remboursement qui prend la forme d'un Bon du Trésor. La **dette souveraine** est la somme (l'addition) de tous les déficits budgétaires sur plusieurs périodes. Elle correspond au montant des emprunts que l'État central a dû faire pour financer son déficit chaque année. Il ne faut donc pas confondre dette souveraine et déficit budgétaire : le déficit budgétaire est un flux qui vient alimenter chaque année le stock de la dette (*Image : Le déficit peut être vu comme un flux d'eau qui chaque année remplit une piscine, la dette étant le stock d'eau que contient la piscine.*)

ATTENTION :

Il ne faut pas confondre la dette souveraine et la dette publique ! La **dette publique** est la somme (l'addition) de tous les déficits publics sur plusieurs périodes. Elle correspond au montant des emprunts que l'État « au sens large » a dû faire pour financer son déficit chaque année.

Notez bien : Dans la dette publique, ce sont donc les déficits publics que l'on additionne, pas les déficits budgétaires !

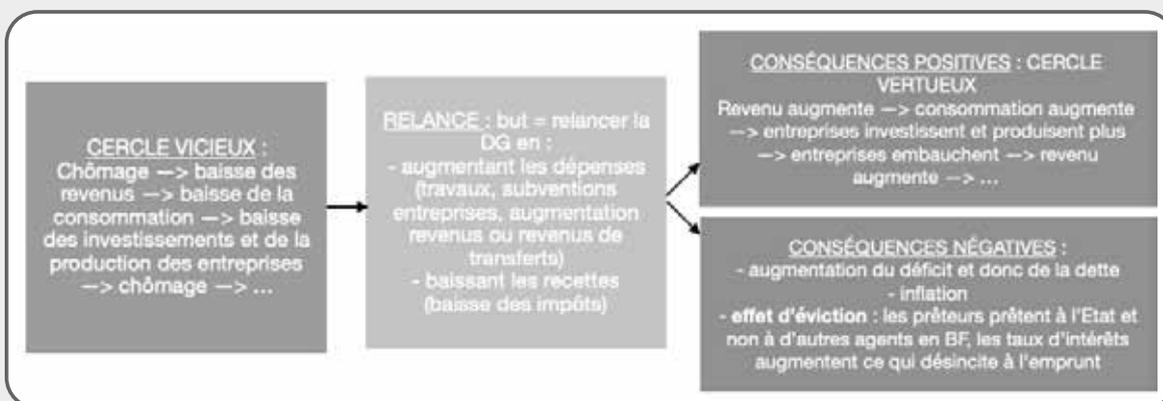
Les politiques budgétaires et leurs effets sur l'économie

Rappel : Le **PIB** est un agrégat qui permet de mesurer la quantité de biens et de services produits chaque année. La **croissance économique** est une situation dans laquelle la quantité de biens et de services augmente chaque année de manière soutenue et durable. L'offre globale (OG) représente la production totale réalisée au cours d'une période, tandis que la demande globale (DG) représente la quantité totale de biens et de services demandés par les agents économiques (consommation des ménages et investissements des entreprises) durant cette même période. Lorsque la demande globale fluctue, la production et le taux de chômage fluctuent également.

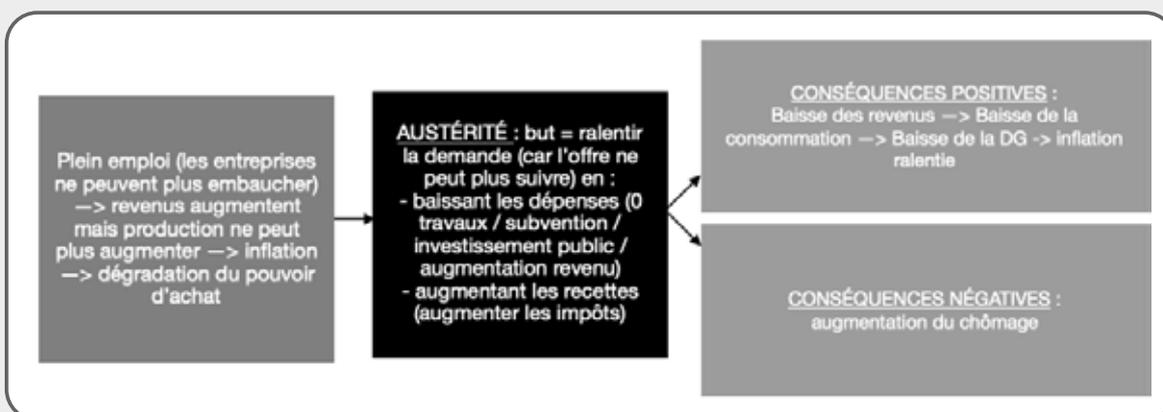
L'État, en fonction de la situation économique, peut influencer la demande globale par un outil que l'on appelle la **politique budgétaire**. Il utilise son budget en faisant varier ses dépenses et/ou ses recettes afin d'influencer la DG et donc l'activité économique pour résoudre les déséquilibres suivants : chômage et inflation. On distingue deux types de politique budgétaire en fonction de l'effet recherché.

Les **politiques budgétaires de relance** sont mises en œuvre quand la demande globale est jugée trop faible et que le taux de chômage est important. En effet, si les agents économiques achètent peu de biens et de services, alors les entreprises produisent moins et utilisent moins de travailleurs pour produire. Le chômage est alors important. Or, les agents au chômage disposent d'un revenu plus faible, ce qui va faire baisser leur consommation (donc baisser à nouveau la production et augmenter à nouveau le chômage, c'est un cercle vicieux). Une politique budgétaire de relance consiste donc à relancer la demande globale (consommation et investissement). Pour se faire, l'État peut envisager d'augmenter ses dépenses au travers d'une politique de grands travaux, de subventions aux entreprises désœuvrées ou encore en augmentant le traitement des fonctionnaires (l'emploi augmente, les revenus augmentent et font à nouveau augmenter la consommation, les investissements, la production, les emplois...). L'État peut aussi diminuer les impôts. Les politiques budgétaires de relance font aujourd'hui débat. Tout d'abord, une telle politique peut favoriser l'inflation (hausse générale et durable des prix) si la DG augmente trop. De plus, l'État creuse son déficit, ce qui augmente sa dette. Cela augmente le risque que l'État ne puisse pas rembourser sa dette et pousse les créanciers à augmenter les taux d'intérêt pour tous. Cette hausse réduit l'accès au crédit et contracte la consommation et les investissements et donc freine l'activité économique. On parle d'**effet d'éviction**. L'effet d'éviction se traduit aussi par le fait que les prêteurs préfèrent utiliser leur épargne pour acheter des bons du trésor, lorsque l'État en émet les investisseurs les privilégient au détriment des obligations émises par les entreprises.

L'État peut aussi mener des **politiques budgétaires d'austérité** (ou « de rigueur »). Elles sont à développer dans un contexte de plein-emploi et d'inflation. Si les revenus, la consommation et l'investissement ne cessent d'augmenter, mais que la production ne peut pas augmenter, les prix vont augmenter, ce qui va conduire à une dégradation du pouvoir d'achat. Dans ce contexte, il faut donc ralentir la demande globale. L'État peut diminuer ses dépenses (diminuer les subventions, diminuer les traitements des fonctionnaires) afin de réduire la consommation et l'investissement et donc de réduire la pression de la DG sur l'OG. L'État peut aussi réduire les revenus de transfert pour canaliser la DG. L'État peut aussi augmenter ses recettes en augmentant les impôts. Cela conduit à réduire les revenus et donc la DG. Le risque d'une politique d'austérité est cependant une hausse du chômage. Relance :



Austérité (ou « rigueur ») :



J'applique ce que j'ai appris

1 ★ **La main à la pâte : Votre start up* « Pizza YOLO » a vendu 500 pizzas à 10 € ce mois-ci. Pour cela, vous avez acheté une partie de ses matières premières à d'autres entreprises (sauce tomate, olives, farine, fromage etc.). Ces matières premières vous ont coûté 2 € par pizza vendue. Les salaires vous ont coûté 1 000 € ce mois-ci. Les impôts sur la production vous ont coûté 500 €. Les intérêts et dividendes vous ont coûtés 1 000 €. L'impôt sur les sociétés s'élève à 500 €. * entreprise qui débute**

1) Quel est le chiffre d'affaires de votre start-up ce mois-ci ?

.....

.....

2) Quelle est la valeur des consommations intermédiaires ?

.....

.....

3) À combien s'élève la valeur ajoutée ?

.....

.....

4) À combien s'élève le profit ?

.....

.....

5) À combien s'élève l'épargne brute de l'entreprise ?

.....

.....

6) Vous voulez investir dans un nouveau camion à pizzas. Il coûte 2 000 €. Comment le financez-vous ?

.....

.....

.....

2 ★ ★ **Du revenu primaire au revenu disponible : Camille et Jessica ont deux enfants. Camille est architecte, elle perçoit un salaire de 2 650 euros brut par mois, sur lequel elle paye 530 euros de cotisations sociales. Jessica est professeure des universités et perçoit un salaire de 3 000 brut par mois, sur lequel elle paye 600 euros de cotisations sociales. Le couple possède un appartement à Paris qu'il loue à un étudiant pour 650 euros par mois. Avec leurs deux enfants, elles perçoivent 131 euros par mois d'allocations familiales. Pour finir, le couple paye également 1 000 euros d'impôts sur le revenu chaque mois.**

1) Calculez le montant mensuel des revenus primaires du ménage.

.....

.....

2) Calculez le montant mensuel des prélèvements obligatoires du ménage.

.....

.....

3) Calculez le montant mensuel des prestations sociales du ménage.

.....

.....

4) Pour finir, calculez le montant mensuel du revenu disponible du ménage.

.....

.....

3 ★ **Vrai ou faux ? Justifiez.**

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
Un agent économique en capacité de financement est un agent économique qui dispose d'une épargne inférieure au montant de ses investissements.			
Le revenu primaire représente le revenu avec lequel un ménage peut consommer et/ou épargner.			
Une partie de l'EBE de l'entreprise sert à payer le salaire des salariés.			
Une entreprise s'autofinance lorsque son épargne brute permet de financer la totalité de ses investissements.			
Le système financier permet de mettre en relation les agents en besoin de financement entre eux.			
Le financement externe direct se réalise par l'intermédiaire des banques.			
Tous les agents économiques ayant besoin de se financer peuvent avoir recours aux marchés financiers en émettant des actions ou des obligations.			
Le taux d'intérêt représente une rémunération pour celui qui place son épargne et le coût du crédit pour celui qui emprunte.			
Les entreprises peuvent se financer par financement direct et financement indirect.			
Le solde budgétaire représente la différence entre les dépenses et les recettes de l'État.			
Lorsque le solde budgétaire est positif, on parle de déficit budgétaire.			
La politique budgétaire est une politique économique menée par l'État et consiste à faire varier son budget afin d'influencer la demande globale.			

4 ★ Remplissez le tableau suivant.

	Politique budgétaire de relance	Politique budgétaire de rigueur (ou d'austérité)
Contexte de mise en œuvre de la politique		
Objectifs de la politique		
Mesures mises en place par l'État		
Effets positifs		
Effets négatifs		

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : Le concept de marché financier (avec les actions et les obligations), le financement intermédié, le concept de déficit budgétaire (et déficit public), les deux types de politiques budgétaires et leurs effets ambivalents.

Bien analyser les consignes : Lorsque que vous êtes face à une question de cours (comme dans la première partie de l'épreuve composée), il est très important de bien analyser la consigne qui vous est donnée pour savoir de quelle manière vous devez restituer votre cours ! Ainsi, il faut bien comprendre les mots des consignes de la façon suivante :

Mots de la consigne	Forme de votre réponse
Expliquez / Montrez / Pourquoi ?	Donner les raisons expliquant un phénomène.
Analysez	Décrire ou expliquer un phénomène.
Calculez / Mesurez	Faire un calcul et utiliser son résultat.
Commentez	Reformuler et mettre en évidence l'idée sous-jacente.
Comparez	Montrer les points communs et différences.
Dans quelle mesure ?	Donner une réponse nuancée en deux temps (oui - mais / non - mais).
En quoi / Comment ?	Montrer le lien de cause à effet.
Décrivez / Présentez / Caractérisez	Présenter les caractéristiques d'un phénomène (avec chiffres si possible).
Déduisez	Donner les conséquences logiques d'un phénomène.
Distinguez / Différenciez	Montrer les différences entre plusieurs phénomènes.
Illustrez	Donner des exemples d'un phénomène.
Représentez	Faire un graphique / un schéma.
Synthétisez	Combiner des éléments pour résumer une idée.



Je retiens l'essentiel

Nos économies modernes sont des **économies monétaires** dans la mesure où les produits ne s'échangent pas contre des produits, mais contre de la monnaie qui, à son tour, s'échange contre des produits. La **monnaie** est alors ce qui permet de régler des achats de façon immédiate. Nos économies monétaires sont bien différentes des économies de troc dans lesquelles les biens et les services sont échangés contre d'autres biens et d'autres services. L'économie de troc rend difficile les échanges car elle nécessite « une double coïncidence des désirs » : les deux parties ne peuvent échanger que si chacune désire ce que l'autre peut offrir. En ce sens, la monnaie permet de faciliter les échanges.

► Qu'est-ce que la monnaie ?

Les trois fonctions de la monnaie

En économie, la monnaie est souvent définie par ses trois fonctions économiques.

- **La fonction d'unité de compte** : La monnaie permet d'évaluer et d'exprimer la valeur de tous les biens et les services en fixant un prix simple et unique par produit. Elle établit une échelle de valeur qui permet de comparer vite et facilement les marchandises entre elles. Dans les économies européennes, cette unité de compte est l'euro. En somme, la monnaie sert d'unité de mesure tout comme le mètre ou le litre.

Exemple : Dans une économie de troc, je possède des pommes. Si je voulais échanger des pommes contre des bananes, je devrais exprimer le prix de la pomme en fonction d'une banane (par exemple une pomme = 2 bananes) : on parle de « prix relatifs » (c'est-à-dire le prix d'un bien par rapport à un autre). Pour échanger, on devait donc exprimer le prix de tous les biens par rapport aux autres ! Ainsi, si je voulais un steak, je devrais peut-être donner 20 pommes (et celui qui possède des bananes devrait donner 10 bananes), etc. La monnaie permet d'éviter ce calcul, en donnant un seul et unique prix pour chaque produit !

- **La fonction d'intermédiaire des échanges** : Les biens et services s'échangent contre de la monnaie. La monnaie est donc une marchandise particulière qui est acceptée par tous ceux qui échangent dans une société ; elle peut servir à acquérir n'importe quel bien ou service. Ainsi, la monnaie évite d'échanger des produits contre des produits, mais permet d'échanger des produits contre de la monnaie qui, à son tour, s'échange contre des produits.

Exemple : Pour acheter une pomme, on donne au vendeur une certaine quantité d'euros, et non pas un autre bien. Le vendeur de pomme pourra ainsi réutiliser cette quantité d'euros pour acheter ce qu'il veut avec.

- **La fonction de réserve de valeur** : La monnaie peut être conservée afin de reporter dans le temps l'achat d'un bien ou d'un service. Elle peut en effet être détenue, sous certaines conditions, sans perdre de valeur au cours du temps, et on peut donc différer son utilisation.

Exemple : Si je garde un billet de 10 € dans ma poche pendant un an, je peux toujours l'utiliser au bout d'un an, il aura gardé sa valeur !

Ainsi, la **monnaie** est souvent définie par les économistes par ses trois fonctions essentielles : c'est un moyen de paiement immédiat, accepté par tous sur un territoire donné, qui sert d'unité de compte et de réserve de valeur. Selon l'approche fonctionnaliste, est considéré comme de la monnaie, tout instrument d'échange possédant ces trois fonctions.

Remarque : Pour que la monnaie remplisse ses fonctions (intermédiaire des échanges, réserve de valeur), il faut que les agents économiques soient persuadés de sa valeur et de sa stabilité. Il faut que les agents aient confiance dans la monnaie ! Elle peut aussi créer un sentiment d'appartenance à une communauté et créer une identité commune.



La monnaie prend différentes formes au cours du temps

- Les premières formes de monnaie, repérées dès le début de la période néolithique (9 000/3 000 avant JC), sont des **monnaies-marchandises** : on choisissait un type de marchandise comme intermédiaire des échanges et unité de compte.

Exemple : des petits coquillages, du sel, des poissons séchés, des fèves de cacao, du tabac... Les formes prises par la monnaie marchandise ont été nombreuses au cours de l'histoire !

- Puis les **monnaies métalliques** se développent : ce sont des métaux précieux (or ou argent par exemple) fondus en pièce. Chaque pièce en contient une certaine quantité. Ils se sont imposés comme monnaie, du fait de leurs qualités (stockables, divisibles, inaltérables et facilement transportables). Ces deux types de monnaie ont une **valeur intrinsèque** : la valeur de la monnaie réside dans la valeur des marchandises qui font office de monnaie ou dans la valeur des métaux précieux présents dans chaque pièce.

- Puis lui succède la **monnaie fiduciaire** : elle est composée de pièces (qu'on appelle aussi *monnaie divisionnaire*) et de billets (qu'on appelle aussi *monnaie papier*). On parle de monnaie fiduciaire, c'est-à-dire qui repose sur la confiance (« *fiducia* » en latin), car la valeur du billet ne réside pas dans la valeur de sa matière première ; elle n'est pas intrinsèque ! La valeur de la monnaie fiduciaire est faciale, c'est-à-dire qu'elle réside dans le numéro inscrit sur le billet ou la pièce. Il y a donc une déconnexion entre la valeur propre de la monnaie fiduciaire (elle ne coûte que quelques centimes à fabriquer) et la valeur faciale (c'est-à-dire la valeur inscrite sur le billet ou la pièce). La monnaie fiduciaire nécessite donc que ses utilisateurs aient confiance en sa **valeur faciale**.

- Puis apparaît la **monnaie scripturale** : elle correspond à l'ensemble des *dépôts à vue* (somme d'argent sur un compte) des agents matérialisés par les écritures bancaires. On dit qu'elle est scripturale car elle circule par un simple « jeu d'écriture » : lors d'un achat, le solde du compte bancaire de l'acheteur est simplement diminué du montant de l'achat et le solde du compte bancaire du vendeur est augmenté du même montant. Elle est immédiatement transformable en monnaie fiduciaire (vous pouvez à tout moment retirer de l'argent à un distributeur) et elle permet une circulation plus facile et moins coûteuse (virement de compte à compte). La monnaie scripturale n'est pas physique mais dématérialisée, elle ne peut pas passer de main en main comme les pièces et les billets ! La monnaie scripturale circule grâce à des moyens de paiement comme le chèque ou la carte bancaire : il ne faut pas confondre ces moyens de paiement avec la monnaie.

Il y a un processus de **dématérialisation de la monnaie** au cours du temps : les échanges se font de moins en moins par le recours à de la monnaie fiduciaire (monnaie matérialisée par des pièces et des billets) et de plus en plus par de la monnaie scripturale (monnaie qui n'est pas matérialisée physiquement). La monnaie scripturale représente aujourd'hui plus de 90 % de la monnaie en circulation.

► **Comment la monnaie est-elle créée ?**

Que veut dire créer de la monnaie ?

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que l'épargne des agents en capacité de financement permettait de financer les investissements des agents en besoin de financement. Cependant, si la quantité de monnaie demandée par les agents en besoin de financement est plus importante que la quantité de monnaie détenue par les agents en capacité de financement, alors la quantité de monnaie en circulation est insuffisante pour satisfaire l'ensemble des agents économiques : il faut alors créer de la monnaie. La quantité de monnaie en circulation dans une économie correspond à ce que l'on appelle la **masse monétaire**. Lorsque l'on crée de la monnaie, on augmente cette masse monétaire : on ajoute une quantité de monnaie dans l'économie qui n'existait pas avant.

Comment est créée la monnaie : le processus de création monétaire

Un **crédit** est une mise à disposition d'argent sous forme de prêt, consentie par un **créancier** (prêteur) à un **débiteur** (emprunteur). Pour le créancier, l'opération donne naissance à une créance sur l'emprunteur, en vertu de laquelle il pourra obtenir un remboursement des fonds et un paiement d'une rémunération (intérêt) selon un échéancier prévu.

Pour l'emprunteur, le crédit consacre l'existence d'une dette. Un **dépôt** est un ensemble de fonds confiés à une banque pour être gardés et restitués selon des modalités déterminées (c'est la somme d'argent sur votre compte en banque). Les banques créent de la monnaie scripturale dès qu'elles accordent un crédit aux agents économiques sans qu'il y ait eu épargne préalable. Quand on crée de la monnaie, ce sont les crédits qui font les dépôts et non l'inverse. Le crédit accordé ne s'est pas traduit par une ponction sur les dépôts existants, mais par la création d'une capacité de paiement supplémentaire. La banque n'a utilisé aucune ressource préalable pour effectuer cette opération, elle a créé de la monnaie à partir de rien (en latin « *ex nihilo* »).

Lorsque la banque accorde un crédit, elle crée de la monnaie, donc elle augmente la masse monétaire. Lorsqu'un crédit est remboursé par les agents, la monnaie est détruite, donc la masse monétaire diminue. Si le montant global des crédits augmente plus vite que le montant global des remboursements alors il y a création monétaire nette, la masse monétaire augmente (et inversement).

Mécanisme (avec bilans) :

Bilans : Le bilan d'un agent économique est un document qui résume sa situation financière. Il se présente sous la forme d'un tableau à deux colonnes où sont indiqués le montant de tout ce qu'il possède (son « *actif* ») dans la colonne de gauche et le montant de tout ce qu'il doit (son « *passif* ») dans la colonne de droite. Le passif renseigne sur l'origine des financements qui ont servi à acquérir ce qui figure à l'actif. L'actif est donc toujours égal au passif (car le passif explique comment on finance l'actif).

Astuce élèves : Pour faciliter la compréhension du bilan, n'hésitez pas à mettre un petit + au-dessus de la colonne de gauche et une petit - au-dessus de la colonne de droite.



Que se passe-t-il quand une banque crée de la monnaie ?

- **Éléments en italique :** Lorsque la banque B accorde un crédit à l'agent A, elle fait apparaître 100€ dans l'économie. La banque possède alors une **créance** (ou titre de créance) c'est-à-dire une promesse de remboursement. Comme c'est une somme d'argent qui est due à la banque, on la range dans son actif (car elle possède le droit de récupérer l'argent prêté). De façon parallèle, l'agent A a alors une **dette** envers la banque B, c'est-à-dire une obligation de verser une certaine somme d'argent. Ainsi, on range cette dette dans son passif. En résumé si la banque B accorde à l'agent A un crédit de 100 € : l'actif de la banque et le passif de l'agent augmentent simultanément de 100 €.

- **Éléments soulignés :** Dès lors que la banque émet un crédit (somme d'argent qu'on lui doit), elle augmente son actif. Mais si elle accorde un crédit, elle est dans l'obligation de verser le montant du crédit sur le compte de l'agent A. Comme c'est de l'argent qu'elle doit à l'agent A : elle va le déposer sur son compte (il est libre de retirer l'argent quand il veut), on range la somme d'argent due dans le passif de la banque. Au contraire, cette somme d'argent virée sur le compte de A est une possession, ce qui explique qu'on range le montant de son crédit dans les actifs de l'agent A !



En résumé, le bilan de la banque augmente de 100 € tant à l'actif (car elle possède le droit d'être remboursée) qu'au passif (car parallèlement, elle s'engage à verser 100 € à l'agent A). Le bilan de l'agent A augmente aussi de 100 € tant à l'actif (car il possède 100 € versés par la banque sur son compte) qu'au passif (car ces 100 € devront être remboursés).

Et hop, de la monnaie a été créée ! La banque a en effet viré une somme d'argent sur le compte de l'agent A. Or, cette monnaie ne vient de nulle part ! On dit qu'elle a été créée à partir de rien (« *ex nihilo* » en latin). En effet, au début de l'opération dans les bilans de la banque et de l'agent, il n'y avait rien (0 €), alors que maintenant j'ai 100 €, créés à partir de la simple demande de crédit de l'agent A ! C'est pour cela que l'on résume souvent le mécanisme de création monétaire par le fait que les crédits font les dépôts » : c'est parce que l'agent A fait un crédit qu'un dépôt est apparu sur son compte. La création monétaire est donc une simple écriture comptable. À la suite de cette opération, la masse monétaire a augmenté de 100 € !

► **La création monétaire est encadrée par « la banque des banques », appelée la Banque centrale**

Une création monétaire limitée

Le système bancaire est hiérarchisé. En effet, **les banques de second rang** (comme LCL, le Crédit Agricole, la Société Générale, HSBC, etc.) peuvent créer de la monnaie scripturale. Mais leur pouvoir de création monétaire est encadré et contrôlé par la Banque centrale. La Banque centrale est la supérieure hiérarchique des banques de second rang car c'est elle qui pilote la quantité de monnaie qui circule dans l'économie. C'est pour cela qu'on appelle la Banque centrale **la banque de premier rang**. La zone euro, composée des pays de l'Union Européenne ayant adopté l'euro, dispose de sa propre Banque centrale nommée Banque centrale européenne (BCE). Alors que les banques de second rang disposent du pouvoir de créer de la monnaie scripturale, la banque centrale est la seule à pouvoir émettre sa propre monnaie : la « **monnaie centrale** » ou « **monnaie Banque centrale** ». La monnaie centrale est constituée de toute la monnaie fiduciaire et de la monnaie centrale scripturale. Dans un système bancaire qui est hiérarchisé, les banques de second rang ne peuvent pas émettre de la monnaie centrale, mais vont en avoir besoin pour fonctionner. C'est pour cela que chaque banque de second rang dispose d'un compte à la Banque centrale sur lequel elle dispose d'une somme de monnaie centrale. C'est parce que la Banque centrale fournit les banques en monnaie centrale que l'on appelle la banque centrale la « banque des banques ». Les banques de second rang ont besoin de monnaie centrale pour trois raisons :

- Les banques ont besoin de monnaie centrale pour échanger entre-elles. Chaque banque de second rang émet sa propre monnaie, et cette monnaie ne circule qu'auprès de son propre circuit bancaire (par exemple, entre deux clients de la banque X). Cependant, la monnaie émise par chaque banque n'est pas acceptée par les autres banques ! Dès lors, la monnaie centrale est la seule monnaie acceptée par toutes les banques.
- Les banques ont besoin de monnaie centrale car elles sont obligées d'en détenir une partie sur leur compte à la Banque centrale. **Les réserves obligatoires** représentent la quantité de monnaie centrale que les banques de second rang sont obligées de détenir sur leur compte à la Banque centrale. Dès qu'une banque de second rang crée de la monnaie scripturale, elle doit détenir un certain pourcentage de cette monnaie scripturale en monnaie centrale sur son compte à la banque centrale. Les réserves obligatoires ont à l'origine une fonction prudentielle (elles servent à garantir que les banques disposent d'une quantité de monnaie centrale suffisante pour pouvoir échanger avec les autres banques).
- Les banques ont besoin de monnaie centrale pour faire part à une éventuelle demande de monnaie fiduciaire de la part de leurs clients. En effet, lorsque les banques créent de la monnaie scripturale en accordant un crédit à leurs clients, les clients peuvent utiliser leur crédit comme ils le veulent. Ils peuvent par exemple décider de convertir une partie de l'argent qu'ils détiennent sur leur compte en monnaie fiduciaire (pièces et billets). Ainsi, dès lors que le client effectue une opération de retrait de monnaie fiduciaire via un distributeur automatique, la banque est tenue de convertir une partie de la monnaie scripturale sur le compte du client en monnaie fiduciaire. Or, la monnaie fiduciaire est de la monnaie centrale. Les banques doivent donc disposer de monnaie centrale au cas où leurs clients souhaitent retirer des pièces ou des billets car les banques commerciales ne peuvent émettre de la monnaie fiduciaire (seules les banques centrales le peuvent).

Ainsi, le pouvoir de création de monnaie scripturale des banques n'est pas infini. Même si elles ont le pouvoir de créer de la monnaie scripturale, elles n'ont pas le pouvoir de créer de la monnaie centrale.



Le marché interbancaire et les politiques monétaires : le rôle de la Banque centrale

Chaque banque dispose d'une certaine quantité de monnaie centrale. Mais certaines banques vont avoir besoin de plus de monnaie centrale qu'elles n'en possèdent et d'autres banques vont avoir plus de monnaie centrale en leur possession qu'elles n'en ont besoin. Si les banques qui ont besoin de monnaie centrale n'en trouvent pas, alors elles ne pourront plus créer de la monnaie scripturale. Les banques qui en ont besoin peuvent emprunter de la monnaie Banque centrale aux banques qui ont un excédent de monnaie centrale ou à la banque centrale elle-même. On dit de ces banques qu'elles se **refinancent**. Le **marché monétaire interbancaire** est l'endroit où se rencontrent les banques qui cherchent à emprunter de la monnaie banque centrale et les banques qui veulent en prêter. Son rôle est de permettre aux banques qui n'ont plus de liquidités de venir en rechercher afin de pouvoir effectuer leur activité normalement. Quand une banque se refinance sur le marché monétaire, elle contracte un emprunt. Quand la banque emprunte de la monnaie centrale, elle s'engage à rembourser la somme due à l'autre banque ainsi qu'un intérêt : le taux d'intérêt auquel se prêtent les banques entre elles est donc déterminé sur le marché monétaire. Plus ce taux d'intérêt est important, moins les banques sont incitées à se refinancer et donc moins elles sont incitées à accorder des crédits (et donc à créer de la monnaie). Ainsi le taux d'intérêt auquel les banques empruntent de la monnaie centrale va déterminer les taux d'intérêt des crédits que les banques accordent à leurs clients ! La Banque centrale peut influencer le taux d'intérêt auquel se prêtent les banques par des taux d'intérêts directeurs. En effet, quand il n'y a plus assez de monnaie centrale sur le marché monétaire, les banques vont se tourner et emprunter à la banque centrale elle-même. La Banque centrale leur fait alors crédit d'une quantité de monnaie centrale à un taux d'intérêt qu'elle choisit. Ce taux d'intérêt est appelé « **taux d'intérêt directeur** » car il va influencer par la suite la direction des taux d'intérêt qui se pratiquent sur le marché monétaire entre les banques de second rang : si la Banque centrale accorde de la monnaie centrale aux banques à un taux d'intérêt élevé, les banques qui vont se prêter de la monnaie centrale entre elles le feront aussi à un taux élevé, et inversement.

Remarque : La Banque centrale fait varier ses taux d'intérêt directeurs afin de faire varier la masse monétaire dans le but d'influencer le niveau des prix et l'activité économique : on parle de politique monétaire. Quand elle diminue ses taux d'intérêt directeurs, on dit que la BC pratique une **politique monétaire expansionniste** : la baisse du taux directeur permet d'augmenter la masse monétaire et donc de relancer la consommation et d'accélérer l'inflation grâce à un accès moins onéreux au crédit. Quand elle augmente ses taux d'intérêt, on dit que la BC pratique une **politique monétaire restrictive** : la hausse du taux directeur permet de diminuer la masse monétaire et donc de restreindre la consommation et ralentir l'inflation grâce un accès plus onéreux au crédit. La BC effectue donc un **pilotage** du taux d'intérêt, c'est-à-dire qu'elle l'ajuste en fonction de la situation économique pour contrôler la masse monétaire !

	La politique monétaire restrictive vise à réduire la masse monétaire	La politique monétaire expansionniste vise à augmenter la masse monétaire.
Contexte de mise en œuvre	L'économie connaît une situation d' inflation (augmentation durable du niveau général des prix). (NB : Offre a atteint ses capacités max = prix augmentent.) → Si les salaires n'augmentent pas ou pas assez par rapport aux prix, le pouvoir d'achat des ménages baisse (PA = Salaires / prix). Ils vont donc moins consommer → Trop d'inflation (ou une inflation supérieure à l'augmentation des salaires) est mauvaise pour l'économie.	L'économie connaît une situation dans laquelle les prix baissent ou n'augmentent pas assez (agents économiques consomment et investissent moins donc l'offre baisse ses prix pour stimuler la demande ou les augmente peu). Il y a peu d'inflation voire un risque de déflation (diminution durable du niveau général des prix) qui peut alimenter un cercle vicieux : comme les ménages s'attendent à ce que les prix baissent, ils reportent leurs achats dans le temps et les prix continuent de baisser... et ainsi de suite. À terme, les entreprises voient leurs marges diminuer et peuvent faire faillite.



Objectifs de la politique	Diminuer l'inflation (ne doit pas dépasser 2 % pour l'Union Européenne).	Éviter ou faire s'arrêter le cercle vicieux de diminution des prix - diminution de la consommation.
Mesures mises en place par la BCE	Hausse du taux directeur : - le taux d'intérêt pratiqué sur le marché monétaire augmente. - cela coûte plus cher aux banques d'emprunter de la monnaie centrale.	Baisse du taux directeur : - le taux d'intérêt pratiqué sur le marché monétaire baisse. - cela coûte moins cher aux banques d'emprunter de la monnaie centrale.
Effets	- Les banques empruntent de la monnaie centrale plus cher, elles vont donc accorder des crédits à leurs clients à des taux d'intérêt plus élevés. - Comme le coût du crédit est plus important, les ménages et les entreprises vont moins faire de crédits. Ainsi, il y aura moins de monnaie en circulation dans l'économie, les ménages vont moins consommer et les entreprises moins investir et les prix vont donc diminuer / augmenter moins vite ! L'inflation a donc été freinée, et l'activité économique ralentie.	- Les banques empruntent de la monnaie centrale moins cher, elles vont donc accorder des crédits à leurs clients à des taux d'intérêt moins élevés. - Comme le coût du crédit est plus faible, les ménages et les entreprises vont contracter davantage de crédits. Ainsi, il y aura plus de monnaie en circulation dans l'économie, les ménages vont plus consommer et les entreprises plus investir et les prix vont donc arrêter de diminuer, voire réaugmenter !

J'applique ce que j'ai appris

1 ★ Vrai ou faux ? Justifiez votre choix.

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
La fonction d'unité de compte permet de comparer la valeur de produits pourtant très différents.			
La monnaie fiduciaire a une valeur intrinsèque très importante.			
La masse monétaire représente la quantité de monnaie en circulation dans une économie à un moment donné.			
Si, sur une période, le montant des crédits remboursés est supérieur au montant des crédits accordés alors la masse monétaire augmente.			
Les banques de second rang créent de la monnaie scripturale lorsqu'elles accordent un crédit sans utiliser l'épargne d'un autre agent.			
Seules les Banques centrales peuvent émettre de la monnaie fiduciaire.			
Les banques de second rang peuvent créer autant de monnaie scripturale qu'elles le souhaitent.			

La Banque centrale prête de la monnaie centrale aux banques qui à leur tour peuvent prêter de la monnaie scripturale à leurs clients.	
Lorsque la Banque centrale augmente ses taux d'intérêt directeur, les banques accordent davantage de crédit et la masse monétaire augmente.	
En cas d'inflation, la Banque centrale mène une politique monétaire expansionniste.	

2 ★ **Écritures comptables :** On suppose que nous sommes dans une économie très simplifiée dans laquelle ne circule que de la monnaie scripturale et qui ne possède qu'une seule banque. Il n'existe que trois agents économiques A, B et C. Au départ, tous les agents disposent d'un compte vide à la banque.

Actif	Passif
	Compte de A : 0 €
	Compte de B : 0 €
	Compte de C : 0 €

La banque accorde un crédit de 1 000 € à l'agent A. Par quoi se traduit cette opération dans le bilan de la banque ?

Actif	Passif

3 ★ **Regardez la vidéo et répondez aux questions suivantes.**
<https://www.youtube.com/watch?v=9cSujzEo4A8&t=21s>



1. À partir de quoi la banque IZ accorde-t-elle un crédit à l'agent ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2. Pourquoi l'euro est-il nécessaire pour que les individus puissent échanger ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....



3. Pourquoi dit-on que la BC est la « banque des banques » ?

.....

.....

.....

.....

.....

4. Pourquoi les banques ne peuvent-elles pas accorder des crédits de façon illimitée ?

.....

.....

.....

.....

.....

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : les politiques monétaires et le rôle de la BCE, le concept de taux d'intérêt.

Bien exploiter un document statistique : Un document statistique peut être un tableau, un graphique ou une carte. Il est très important de bien savoir l'analyser pour la partie 2 de l'épreuve composée ! Les premières choses à faire face à un document statistique est d'identifier de quel type de document il s'agit, quelle est la période étudiée et quelle est la source (est-ce une source officielle comme l'INSEE ou l'OCDE ?). Ensuite, il faut dégager les informations principales du document et les utiliser pour répondre à la question posée. Il est important de bien citer les chiffres du document dans son argumentaire. N'hésitez pas à faire des petits calculs pour montrer que vous maîtrisez bien le taux de variation et le coefficient multiplicateur (compétences officiellement attendues, voir partie 4 du chapitre 12). Lorsque vous rédigez votre réponse, tous ces éléments d'analyse doivent apparaître !

Exercice : À l'aide du document et de vos connaissances, expliquez le concept de dématérialisation de la monnaie.

%	1960	1970	1980	1990	2000	2007
Pièces	1,2	1,1	1,2	1,0	0,8	-
Billets	41,0	31,6	20,0	14,0	11,8	10,0 ¹
Dépôts à vue	57,8	67,3	78,8	85,0	87,4	<u>90,0</u>
Total	100	100	100	100	100	100

1. Les pièces et les billets sont confondus à partir de 2004

Banque de France

.....

.....

.....

.....

.....

Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ?

Je retiens l'essentiel

► Comment les individus intériorisent-ils des manières de penser, d'agir et d'anticiper l'avenir ?

Le but de la sociologie est d'étudier nos sociétés. Ce chapitre vise à étudier la façon dont se construisent les comportements des individus, car nos façons d'agir ou de penser, que nous pourrions juger naturelles, n'ont en fait rien d'inné : elles sont socialement construites. Pour comprendre cette construction sociale, les sociologues étudient les normes et les valeurs. Une **valeur**, c'est un idéal collectif propre à un groupe donné. Il s'agit de buts communs à atteindre.

Exemple : Les valeurs de la République française (liberté, égalité, fraternité).

Les **normes** sont des règles de comportements qui prescrivent au sein d'un groupe donné ce qui est acceptable ou non et qui sont assorties de sanctions en cas de non-respect.

Exemple : Les règles du droit (dont l'infraction est juridiquement punie) ou la façon de s'habiller au sein d'un groupe d'amis / d'une famille.

La **socialisation** est le processus par lequel les individus intériorisent des normes, des valeurs et par conséquent des manières d'agir, de penser et d'anticiper l'avenir. C'est la façon dont la société forme et transforme les individus. La socialisation commence dès l'enfance (socialisation primaire) et se poursuit à l'âge adulte (socialisation secondaire). Durant sa socialisation primaire, l'enfant intègre des manières d'agir, de penser et d'anticiper l'avenir à travers différents processus que sont l'expérimentation (les normes, les valeurs sont acquises à travers l'expérience), l'intériorisation (les normes, les valeurs sont intégrées dans les esprits ou dans le corps inconsciemment), et l'éducation (les normes et les valeurs sont transmises de manière explicite). Cependant, ces façons d'agir, de penser et d'anticiper l'avenir que les individus intériorisent ne sont pas les mêmes chez tout le monde : elles sont socialement situées. Les individus ne sont en effet pas socialisés de la même façon selon leur sexe : garçons et filles sont amenés à se construire des identités différenciées. Alors que le sexe d'une personne renvoie à des composantes biologiques, le genre renvoie à la dimension sociale des rôles associés aux individus de sexe féminin et masculin. De fait, au-delà des différences biologiques, les comportements distinguant les hommes des femmes ne sont donc pas naturels mais socialement construits. Dès l'enfance, les filles vont être orientées vers les tâches ménagères et tout ce qui touche à l'intérieur du foyer (elles sont plus sollicitées à la maison, les jouets les orientent vers la maternité et le ménage), le contrôle de leur corps est très fort (tiens-toi droite, sois jolie, etc.). De l'autre côté, la socialisation des garçons est orientée vers l'extérieur (jouets qui poussent à la créativité, jeux de guerre, etc), il y a un fort contrôle des sentiments (ne pleure pas etc.), on les pousse à développer des qualités comme le goût de la compétition, l'autonomie, le goût des activités physiques et on les oriente plus vers des matières scientifiques et des filières plus sélectives.

Ainsi, les individus intègrent des façons d'agir (pleurer, ne pas pleurer), de penser (se considérer fort ou faible en mathématiques) et d'anticiper l'avenir différentes selon leur genre, qui entraînent à leur tour des différences de comportements (docilité, ambition), de préférences (affinité avec les matières scientifiques ou littéraires) et d'aspirations (volonté de privilégier la vie de famille / volonté de privilégier la carrière).

Les individus ne sont pas non plus socialisés de la même façon selon leur milieu social d'appartenance : ils n'acquièrent pas les mêmes codes. Un **milieu social** est un groupe social à l'intérieur duquel les individus partagent des caractéristiques similaires telles que le niveau de rémunération, le niveau de diplôme, les habitudes et les pratiques.

On en distingue en général trois :

- les catégories aisées (les cadres et patrons d'entreprises de plus de 10 salariés) ;
- les catégories moyennes (les professions intermédiaires, les artisans et les agriculteurs possédant de grandes exploitations) ;

- les catégories populaires (ouvriers, employés, agriculteurs aux petites exploitations).

En fonction de leur milieu social, les individus ne vont pas avoir le même langage, le même type de sorties culturelles, de voyages, d'activités pratiquées en famille, etc.

► Quels sont les effets des configurations familiales sur la socialisation des enfants et des adolescents ?

Les **configurations familiales** renvoient aux différents éléments qui marquent le contexte familial comme la structure familiale dans laquelle l'individu se situe (famille recomposée, monoparentale, etc.), le rôle de la fratrie et la place de l'individu dans celle-ci ou la diversité des diplômés au sein de la famille. Ces différents types de configurations vont modifier l'environnement dans lequel l'enfant va connaître le processus de socialisation, ce qui peut avoir un impact sur sa réussite scolaire et son parcours social (quel que soit son genre ou son milieu social).

On distingue ainsi quatre grands types de structures familiales (composition des familles) :

- les familles composées d'un couple avec enfant(s) ;
- les familles monoparentales ;
- les familles recomposées ;
- les familles nombreuses.

Dans le cadre des familles monoparentales, on observe un lien entre séparation du couple et réussite scolaire des enfants. En effet, les enfants issus d'une famille monoparentale connaissent des conditions de socialisation moins avantageuses pour leur réussite scolaire : niveau de vie plus faible, difficile coordination des parents, ou encore présence parentale plus faible. Le rôle de la fratrie et la position de l'individu dans la fratrie modifient aussi les conditions de socialisation des enfants. Les aînés ont en général un taux de réussite scolaire plus élevé que celui des autres membres de la fratrie car ils ont vocation à satisfaire davantage les aspirations scolaires et sociales que le reste de la fratrie. Les aînés de fratrie de classe supérieure ont la pression de l'héritage parental tandis que les aînés de fratrie de classe populaire ont la pression de tracer un bon sillon scolaire, favorable à tous les membres de la fratrie. Le dernier élément que l'on rattache à la configuration familiale des individus et qui est susceptible d'influencer les conditions de socialisation des enfants et adolescents est celui du niveau de diplôme des membres de la famille et en particulier des parents. Les trajectoires scolaires des enfants (et donc ultérieurement sociales) diffèrent selon que leurs parents (et même plus largement leurs frères et sœurs) sont diplômés ou non, et selon leur niveau de diplôme. Les parents ayant un niveau de diplôme élevé transmettent en effet à leurs enfants des dispositions qui facilitent leur réussite scolaire. À l'inverse, les parents qui n'ont pas de diplôme n'ont pas de dispositions scolaires à transmettre à leurs enfants qui sont souvent confrontés à des codes scolaires éloignés des codes familiaux.

► De la socialisation primaire aux socialisations secondaires

Si l'enfance constitue un moment privilégié d'expérimentation et d'intériorisation de façons d'agir et de penser, ces processus se poursuivent tout au long de la vie adulte. La socialisation est donc un processus continu, qui dure toute la vie et qui ne s'achève qu'à la mort. Alors que la **socialisation primaire** désigne le processus de socialisation qui se déroule durant la période de l'enfance et de l'adolescence, la **socialisation secondaire** désigne le processus de socialisation qui se déroule durant l'âge adulte. Ces deux socialisations entretiennent un lien étroit. La socialisation secondaire est en partie déterminée par la socialisation primaire. En effet, les dispositions acquises lors du processus de socialisation primaire sont fortement ancrées dans l'individu, intériorisées et incorporées : elles ont nécessairement des effets sur la socialisation secondaire. Néanmoins, la socialisation primaire ne détermine pas complètement la socialisation secondaire de l'individu, et ce parce que cette dernière se déroule au contact de nombreuses instances de socialisation.

Ainsi l'individu se forme et se transforme encore durant l'âge adulte. On distingue généralement **la socialisation professionnelle, la socialisation conjugale et la socialisation politique**. La formation et l'exercice d'une activité professionnelle amène les individus à intégrer des normes, valeurs et comportements propres à la profession exercée.

L'activité professionnelle et ses codes contribuent donc à la formation (ou la modification) de l'identité sociale des individus, et encore plus fortement chez ceux ayant une activité nécessitant un important investissement. Les socialisations primaires antérieures peuvent constituer, selon les cas, des exigences indispensables ou des freins à la socialisation professionnelle. On observe que les choix professionnels ne sont souvent pas sans lien avec la socialisation primaire : les hommes se destinent par exemple plus que les femmes à la chirurgie du fait des qualités requises, socialement considérées comme masculines et développées pendant l'enfance (assurance, faible implication relationnelle, pratique sportive, etc). La socialisation secondaire passe aussi souvent par une **socialisation conjugale** : la vie de couple amène les conjoints à élaborer et intégrer des normes, habitudes, modes de fonctionnement qui leur sont propres et modèlent leur identité sociale. La vie conjugale est donc un espace de transformations et d'ajustements des individus entre eux. Mais la socialisation conjugale n'implique pas pour autant une négation des socialisations primaires. À l'inverse, on peut considérer qu'elle s'opère avec d'autant plus de force que le couple rassemble le plus souvent des personnes socialement proches dont les dispositions se confortent plus qu'elles ne s'opposent. Enfin, la **socialisation politique** (ensemble des processus contribuant à la formation des représentations, des choix et des comportements politiques) qui intervient souvent dès l'enfance via la famille (socialisation primaire), se poursuit à l'âge adulte (socialisation secondaire). On constate que les transmissions intrafamiliales sont déterminantes dans la construction de l'identité politique des individus ; néanmoins, la socialisation politique est aussi le fruit de l'ensemble des expériences socialisatrices que l'individu va connaître au cours de sa vie d'adulte et de ses interactions avec le groupe professionnel, le conjoint, le groupe de pairs, les associations... Il existe donc une pluralité de socialisations secondaires à la suite de la socialisation primaire. Ces socialisations secondaires peuvent être en adéquation avec la socialisation primaire : on parlera de **socialisation de renforcement**. Mais elles peuvent être aussi en rupture avec la socialisation primaire : on parlera de **socialisation de conversion**.

► Comment expliquer les trajectoires individuelles improbables ?

Les **trajectoires individuelles sont qualifiées d'improbables** lorsqu'elles s'éloignent des trajectoires les plus fréquentes statistiquement. Par exemple, les femmes qui deviennent chirurgiennes en général, chirurgiennes orthopédiques, en particulier, ont connu une trajectoire individuelle improbable car elles représentent 8 % des chirurgiens orthopédiques en France. Les femmes qui réussissent dans ce milieu n'ont pas reçu une socialisation primaire genrée typique : elles ont connu un discours prônant le fort investissement dans la vie professionnelle, elles considèrent avoir été élevés comme des garçons, elles se qualifient de « garçon manqué » pour désigner leur caractère. Cependant, cette socialisation primaire ne suffit pas : elles doivent adopter les normes et valeurs jugées masculines pour pouvoir correspondre aux attentes de ce milieu et faire oublier qu'elles sont des femmes en mettant l'accent sur un comportement masculin pour ne pas être discréditées par leurs collègues. De la même façon, un homme infirmier, sage-femme, puéricultrice, assistant maternel, etc. connaît une trajectoire individuelle improbable car statistiquement peu courante.

Un autre exemple de trajectoire improbable peut s'illustrer à travers l'échec scolaire des enfants de catégorie supérieure, qui usuellement réussissent mieux (statistiquement) que les autres du fait du haut niveau de diplôme des parents et l'attention portée à l'école au sein de la famille. Leur socialisation familiale leur permet d'intégrer des manières de penser, d'agir et de se comporter conformes à ce qui est attendu à l'école, ainsi que des connaissances et dispositions culturelles valorisées scolairement : tout les prédestine à réussir à l'école. Cependant, l'échec scolaire des enfants de catégories aisées peut s'expliquer par le fait qu'un seul parent est diplômé (ce qui n'est pas suffisant pour aider l'enfant à l'école), le fait que bien que diplômés, les parents ont un souvenir douloureux de l'école et qu'ils transmettent un rapport négatif à l'institution à leurs enfants, et le fait que certains parents ne soient pas impliqués dans la scolarité de leurs enfants, parfois subie du fait d'emploi du temps très chargé lié à leur profession.

La socialisation n'est donc pas un conditionnement, elle ne détermine pas tous nos faits et gestes. Elle constitue une base pour la vie en société, une identité sociale, mais l'individu conserve une liberté et une singularité qui peut être à l'origine de trajectoires jugées improbables. Ainsi, même si les individus sont semblables, chaque individu est unique car il est le produit d'expériences socialisatrices qui lui sont propres : il a une histoire personnelle, ce qui rend possibles les trajectoires improbables, c'est-à-dire qui s'écartent des régularités statistiques.

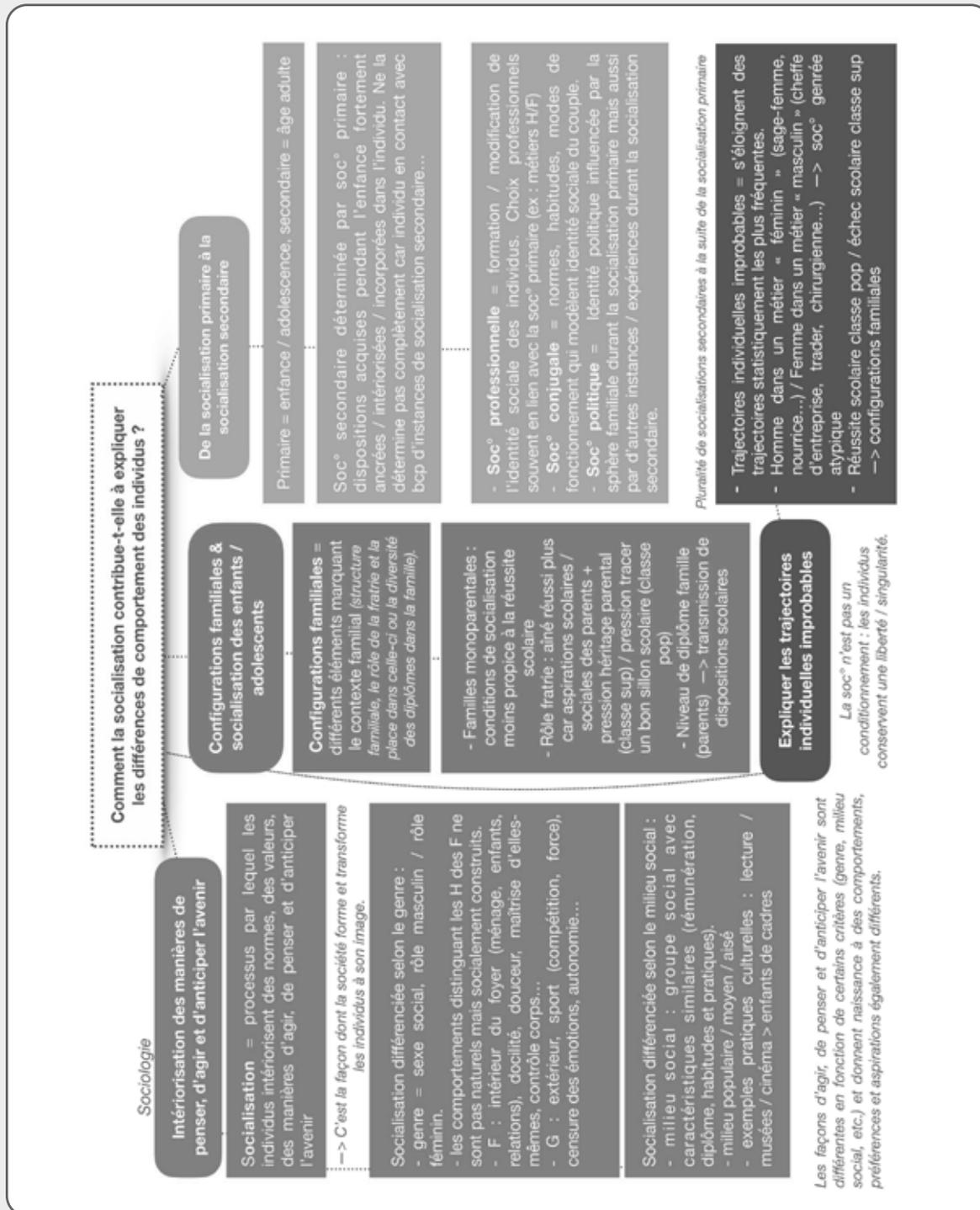


Compétence : Je calcule une part !

Le jour du bac, vous pouvez être amené à calculer et/ou interpréter une part. Une part permet d'exprimer la proportion d'une donnée dans une série statistique. Pour la calculer, on utilise la formule suivante : **Donnée étudiée / Population totale x 100 %**.

Attention ! Il faut bien multiplier par 100 % et non par 100 sinon le calcul est faux ! En effet, multiplier par 100% revient à multiplier par 1 : $1 = 100/100 = 100 \%$. Ainsi dire qu'une part est égale à 0,2 est la même chose que dire qu'un part est égale à 20 % : $0,2 = 0,2 \times 1 = 0,2 \times 100/100 = 20/100 = 20 \%$ ou $0,2 = 0,2 \times 1 = 0,2 \times 100/100 = 0,2 \times 100 \% = 20 \%$. Une fois la part calculée il faut toujours faire une phrase pour l'interpréter.

J'applique de nouveau la méthode des fiches du chapitre 1 :



J'applique ce que j'ai appris

- 1 ★ Précisez si les affirmations sont vraies ou fausses, puis justifiez votre choix.

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
La socialisation est un processus qui dure toute la vie d'un individu.			
Les façons d'agir, de penser et d'anticiper l'avenir sont les mêmes chez tous les individus.			
Des individus issus d'un même milieu social connaîtront une socialisation identique.			
La socialisation secondaire est totalement conditionnée par la socialisation primaire.			
Les enfants, une fois adultes, font tous les mêmes choix politiques que ceux de leurs parents.			
La socialisation secondaire peut être en rupture avec la socialisation primaire.			
Une trajectoire est qualifiée d'improbable quand elle ne correspond pas aux régularités statistiques.			

En route vers le bac !

- 2 ★★ Je travaille mes savoir-faire : Nombre d'élèves dans quelques filières de baccalauréat professionnel en 2017-2018.

	Effectif total	Nombre de filles	Part des filles (en %)
Travail du bois et de l'ameublement	12 689		9,9
Habillement	10 035	9 253	92,9
Électricité, électronique	69 831	1 257	
Commerce, vente	111 718	59 434	53,2
Spécialités sanitaires et sociales	66 765	60 689	90,9

Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, *Repères et références statistiques*, 2018.

1. Comment la donnée en gras du tableau a-t-elle été calculée ?

.....

.....



2. Parmi les différentes interprétations de la donnée en gras, laquelle ou lesquelles sont correctes ?
- Sur 100 étudiants inscrits dans la filière commerce/vente 53,2 sont des filles.
 - Il y a 53,2 filles sur les 111 718 étudiants que compte la filière commerce/vente.
 - 53,2 % des étudiants en commerce/vente, sont des étudiantes.
 - Le nombre de filles en commerce/vente est plus important que le nombre de garçons.

3. Faites les calculs nécessaires pour compléter les données manquantes dans le tableau.

.....

.....

4. Parmi ces quatre parcours différents, lequel ou lesquels pourraient illustrer une trajectoire improbable pour une étudiante ?

.....

.....

.....

.....



Pour la terminale, je retiens bien : la socialisation selon le genre et le milieu social, les différences de réussite scolaire en fonction de l'origine sociale.

Je retiens l'essentiel

Introduction : Qu'est-ce que le lien social ?

Le **lien social** désigne l'ensemble des appartenances, des affiliations et des relations directes (conjugales, familiales, amicales, de voisinage) ou indirectes (monde professionnel, associations, syndicats, partis) qui lient les individus ou les groupes sociaux entre eux. Un **groupe social** désigne un collectif d'individus liés les uns aux autres et se reconnaissant mutuellement comme tels. L'ensemble des liens sociaux permettent de « faire société », ils sont le fondement de la cohésion sociale.

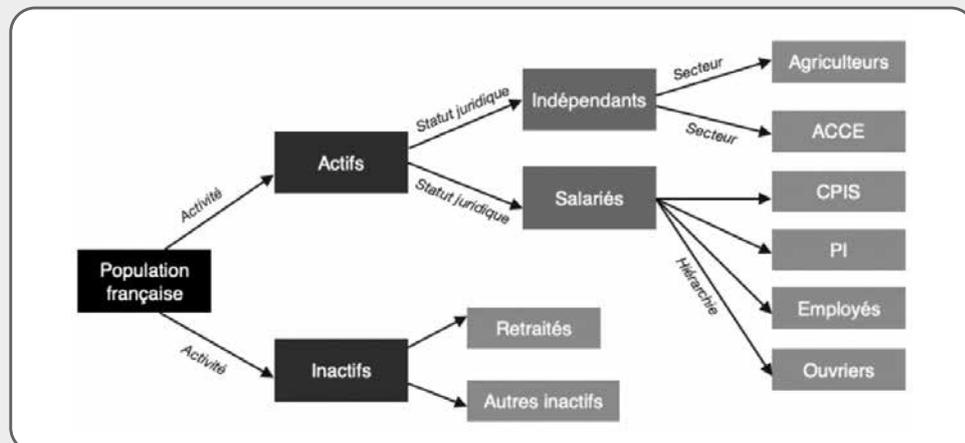
► Les individus sont imbriqués dans différents types de liens sociaux

Les individus évoluent au sein de différents groupes sociaux

Les individus appartiennent à des groupes sociaux divers. On peut distinguer les groupes primaires et les groupes secondaires. Un **groupe primaire** est un groupe social de petite taille, ayant un degré d'intimité élevé, des relations proches et directes (par exemple une famille ou un groupe d'amis). Un **groupe secondaire** est un groupe de taille moyenne à importante, avec un degré d'intimité moyen ou faible, et des relations irrégulières (par exemple une grande entreprise, la Nation, les groupes religieux, un syndicat, etc.). Comme les individus appartiennent à des groupes sociaux divers, ils sont rattachés par des liens divers. Ainsi, on peut retenir une typologie de quatre grands types de liens sociaux selon les formes de protection et de reconnaissances qu'ils offrent aux individus : les liens de citoyenneté (liens politiques), les liens de participation organique (liens professionnels), les liens de participation élective (liens amicaux), et les liens de filiation (liens familiaux).

Les individus appartiennent aussi à des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS)

En France, la nomenclature la plus utilisée est celle des **Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS)** qui classe les individus en fonction de différents critères socioéconomiques : leur niveau de diplôme, leur niveau hiérarchique, leur secteur d'activité, leur statut juridique. Les PCS sont donc des regroupements statistiques d'individus à partir de critères objectifs. Les individus ne se sentent pas nécessairement appartenir à ces catégories. On distingue huit grandes PCS : les agriculteurs, les artisans commerçants et chefs d'entreprise (ACCE), les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS), les professions intermédiaires (PI), les employés, les ouvriers, les retraités et les autres personnes sans activité professionnelle. On peut donc résumer les critères économiques de construction des PCS par le schéma suivant :



La nomenclature des PCS n'est pas simplement un outil servant aux statisticiens à classer la population dans différentes catégories. Certaines PCS peuvent être considérées comme de véritables groupes sociaux (les ouvriers, les agriculteurs) quand d'autres – principalement quand elles agrègent des professions très différentes – restent de simples classes statistiques, peu appropriées par les individus eux-mêmes et ne créant aucun sentiment d'appartenance (les professions intermédiaires par exemple). Ce classement est très utilisé en sociologie mais aussi par les médias. Il permet de comprendre comment la société française est composée, mais aussi de nombreux phénomènes économiques et sociaux comme les pratiques culturelles, le pouvoir d'achat, les inégalités, la mobilité sociale...

► L'évolution du lien social

L'évolution des formes de solidarité et le processus d'individualisation

Les liens sociaux ont connu une évolution dans le temps long : on constate un phénomène d'individualisation depuis le Moyen-Âge jusqu'à l'époque contemporaine. Au début du XX^e siècle, le sociologue Emile Durkheim distingue les sociétés où la solidarité mécanique domine et les sociétés où la solidarité organique domine.

La **solidarité mécanique** est une forme de lien social et un principe d'organisation de la société basés sur la similitude des membres du groupe. Les individus sont liés par leurs ressemblances. Elle caractérise les sociétés préindustrielles (sociétés traditionnelles) où la division du travail est peu développée. Les individus y sont semblables : ils ont les mêmes représentations, les mêmes valeurs, la même culture et pratiquent les mêmes activités. Dans ces sociétés, la conscience collective domine avec force les consciences individuelles.

La **solidarité organique** est une forme de lien social et un principe d'organisation de la société basés sur la différenciation et la complémentarité des membres du groupe. Elle caractérise les sociétés modernes où la division du travail est très développée. Les individus sont tous différents puisqu'ils pratiquent tous des activités professionnelles différentes, ils ont des représentations et des aspirations multiples. La solidarité ne se base plus sur les similitudes mais les différences, les individus sont liés par leur complémentarité et leur interdépendance. Par exemple, le médecin a besoin de l'ouvrier pour produire ses biens de consommation et l'ouvrier a besoin du médecin pour qu'il le soigne.

Notez bien : On parle de solidarité « organique » en référence au corps. Les individus sont comparés à des organes et la société au corps humain : si l'un des organes dysfonctionne, c'est tout le corps qui est malade !

Le passage des sociétés où la solidarité mécanique domine aux sociétés où la solidarité organique domine s'explique par la division sociale du travail : c'est quand les individus commencent à occuper des professions différentes qu'ils deviennent différents les uns des autres. Les individus sont plus autonomes tout en étant plus interdépendants. Ce passage d'un type de solidarité à l'autre s'appelle le **processus d'individualisation (ou « d'individuation » pour E. Durkheim)**, c'est-à-dire le processus au cours duquel l'individu s'affranchit de plus en plus des règles et des valeurs issues de la conscience collective.



ATTENTION :

Il ne faut pas confondre « l'individualisme » en sociologie qui n'a rien de péjoratif et « l'individualisme » au sens commun qui signifie l'égoïsme.

Les nouvelles sociabilités numériques contribuent au lien social

L'essor des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) s'accompagne d'un renouvellement des moyens que les individus utilisent pour créer ou entretenir des liens sociaux. Un regard sociologique nous permet de comprendre quels sont les usages sociaux de ces outils numériques, mais également dans quelle mesure ils permettent de développer la sociabilité des individus. Les sociologues remarquent tout d'abord que les relations virtuelles ne remplacent pas les relations en face en face : elles les prolongent ; plus on fréquente une personne, plus il y a de chance d'être en contact avec elle via les réseaux sociaux numériques.

Ils permettent donc de renforcer encore plus les relations sociales, mais peuvent aussi servir à pallier un éloignement géographique ou permettre de recontacter d'anciennes connaissances. Au niveau collectif, les réseaux numériques permettent aussi la mobilisation sociale (gilets jaunes, #metoo, mouvement *Black Lives Matter*, etc.) et peuvent aussi inscrire les individus dans des communautés (gamers, blogger, etc.). Dans cette optique-là, les réseaux numériques peuvent alors aboutir à de nouvelles rencontres physiques (comme dans les manifestations) et donc l'établissement de nouveaux liens sociaux. Les sociologues établissent également que les réseaux numériques n'effacent pas les différences sociales (genre, âge, etc.) et les frontières sociales.

Sur internet comme dans la réalité, les individus s'orientent vers ceux qui ont les mêmes normes et valeurs que les leurs : par exemple, on parle d'homogamie pour qualifier le choix d'un conjoint dans notre groupe social d'appartenance. On peut penser aux sites de rencontres conçus pour les CPIS (Elite rencontre) ou pour les pratiquants d'une même religion (*Mektoube, Jdream, etc.*). De plus, dans le monde physique, les individus les plus dotés culturellement et linguistiquement ont plus de facilités à développer leur identité numérique et à en retirer une valorisation sociale. Ces derniers vont donc avoir plus de facilités à développer leur capital social, c'est-à-dire l'ensemble des ressources provenant d'un réseau de relations que peuvent mobiliser des individus. Le numérique peut ici être envisagé comme un nouveau support de reproduction des inégalités sociales. In fine, les réseaux en ligne et hors-ligne se recoupent : ils ont les mêmes normes et codes sociaux et le numérique permet de prolonger les relations du réel.

► Le processus d'affaiblissement et/ou de rupture des liens sociaux

Dans nos sociétés contemporaines, on constate que les individus sont exposés à un affaiblissement ou à une rupture de leurs liens sociaux, ces derniers ne parvenant plus, ou alors moins bien, à leur apporter protection et reconnaissance. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cet affaiblissement ou de cette rupture. Ainsi la précarité, les ruptures familiales, l'isolement ou encore les ségrégations vont avoir un impact sur liens sociaux, amenant les individus à connaître des déficits de protection et de reconnaissance.

- **La précarité** : La multiplication des situations de chômage et des formes d'emploi instable (CDD, intérim, stage, travail saisonnier) menace les liens de participation organique. Autrement dit, lorsque l'intégration professionnelle des individus est incertaine (instabilité de l'emploi et satisfaction au travail), laborieuse (stabilité de l'emploi et insatisfaction au travail) ou disqualifiante (instabilité de l'emploi et insatisfaction au travail), le lien de participation organique s'affaiblit et / ou se rompt. La précarité fragilise donc les liens professionnels et procure chez les individus des déficits de protection (vulnérabilité face à l'avenir) et de reconnaissance (travail qui ne satisfait pas les individus).
- **Les ruptures familiales** contribuent à affaiblir les liens de filiation. En effet, des individus connaissant une rupture familiale vont subir un déficit de protection et de reconnaissance. Lorsque des enfants subissent de mauvais traitements, lorsque la situation économique au sein de la famille est très compliquée ou encore dans certains divorces, le lien de filiation peut s'affaiblir ou se rompre, amenant parents et enfants à ne plus attendre mutuellement une protection (les membres de la famille considèrent qu'ils ne peuvent plus compter les uns sur les autres) et une reconnaissance (chaque membre de la famille a le sentiment de ne plus compter pour les autres).
- **Les ségrégations** : La ségrégation est une inégale distribution spatiale des populations et de leur concentration selon des critères économiques, sociaux, ethniques ou encore religieux. Elle est problématique pour le lien social car elle se caractérise par des frontières étanches limitant les relations sociales entre les différents groupes. Elles peuvent éloigner les individus de certaines ressources et certains droits nécessaires à la vie sociale : accès au logement ou à un logement décent, aux services publics, à des équipements de santé, à des formations scolaires adaptées et de qualité. Les ségrégations peuvent affaiblir ou rompre les liens de citoyenneté causant chez les individus concernés des déficits de protection (les individus vont être éloignés des circuits administratifs et donc vulnérables à l'égard des institutions) et de reconnaissance (les ségrégations vont amener les individus à se sentir détachés de la société dans laquelle ils vivent).
- **L'isolement** est une situation dans laquelle un individu se retrouve isolé de ses relations sociales.



Cela peut être la conséquence d'un délitement des différents liens sociaux existants : par exemple, des amitiés peuvent se défaire du fait d'un éloignement géographique, une rupture conjugale peut aussi conduire à l'affaiblissement du réseau social de l'individu.

Dans ce cas, la rupture du lien conjugal a conduit à l'affaiblissement voire à la rupture des autres liens de participation élective. L'affaiblissement et / ou la rupture du lien de participation organique peut aussi conduire les individus à ne plus attendre protection et reconnaissance de leurs relations amicales et / ou conjugale. L'isolement est donc expliqué par un délitement des différents liens sociaux et peut alimenter un cercle vicieux dans lequel les individus isolés vont considérer qu'ils ne peuvent compter sur personne (déficit de protection) et qu'ils ne comptent pour personne (déficit de reconnaissance), ce qui va les conduire à s'isoler davantage. Ces ruptures des liens sociaux peuvent donc être cumulatives.

On parle de désaffiliation sociale pour qualifier le processus qui conduit progressivement à la rupture des liens sociaux. La disqualification sociale est un processus qui conduit à l'exclusion progressive couplée à une stigmatisation des pauvres.

J'applique ce que j'ai appris

1 ★ Vrai ou faux ?

Affirmations	Vrai	Faux
Un groupe primaire est un groupe de taille moyenne à importante, avec un degré d'intimité moyen ou faible, et des relations irrégulières.		
Les ouvriers ont le même niveau hiérarchique que celui des cadres.		
La solidarité mécanique est une forme de lien social et un principe d'organisation de la société basés sur la similitude des membres du groupe.		
Le processus d'individualisation est un processus d'émancipation et d'autonomisation qui pousse les individus à l'égoïsme.		
Les réseaux numériques n'effacent pas les différences sociales (genre, âge, etc.) et les frontières sociales.		
La montée de la précarité affaiblit voire rompt les liens de participations organiques.		
Les ruptures des différents liens sociaux peuvent être cumulatives.		

2 ★★ Texte à trous !

D'après Durkheim, les sociétés traditionnelles se caractérisaient par une solidarité, où les individus sont Cependant, la rend les individus de plus en plus différents au cours du temps : comme ils se spécialisent, les individus n'effectuent plus les mêmes activités, ils n'ont plus nécessairement les mêmes et préoccupations. Dans les sociétés modernes, la solidarité qui domine est donc : la société est faite d'individus, ils ont besoin les uns des autres. La solidarité n'est plus à chercher dans les similitudes mais dans les

..... La société est ici comparée à un et les individus à ses
 : si l'un d'eux dysfonctionne alors le
 est malade. Paradoxalement, les individus sont donc de plus en plus dépendants les uns des
 autres mais aussi autonomes : c'est le processus

3 ★★ Associez chacune de ces notions à sa définition.

Solidarité organique	collectif d'individus liés les uns aux autres et se reconnaissant mutuellement comme tels.
PCS	groupe social de petite taille, ayant un degré d'intimité élevé, des relations proches et directes.
Solidarité mécanique	groupe de taille moyenne à importante, avec un degré d'intimité moyen ou faible, et des relations irrégulières.
Groupe secondaire	nomenclature qui classe les individus en fonction de différents critères socioéconomiques : leur niveau de diplôme, leur niveau hiérarchique, leur secteur d'activité, leur statut juridique.
Processus d'individualisation	processus au cours duquel l'individu s'affranchit de plus en plus des règles et des valeurs issues de la conscience collective.
Groupe social	forme de lien social et principe d'organisation de la société basés sur la similitude des membres du groupe.
Groupe primaire	forme de lien social et principe d'organisation de la société basés sur la différenciation et la complémentarité des membres du groupe.

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : la socialisation selon le genre et le milieu social, les différences de réussite scolaire en fonction de l'origine sociale.

J'apprends à présenter, analyser et exploiter un document texte !

- 1 « Dans nos sociétés, l'intégration professionnelle assure aux individus la reconnaissance de leur travail, au sens de contribution à l'œuvre productive, mais aussi, en même temps, la reconnaissance des droits sociaux qui en dérivent. (...) L'emploi peut être stable et assurer dans ce cas un statut social valorisé au-delà du monde du travail, mais il peut être instable ce qui expose les salariés à l'insécurité sociale. L'expression « avoir un travail » signifie pour les salariés la possibilité de l'épanouissement dans une activité productive et, en même temps, l'assurance de garanties face à l'avenir.
- 5

- On peut donc définir le modèle de l'intégration professionnelle comme la double assurance de la reconnaissance matérielle et symbolique du travail et de la protection qui découle de l'emploi. On peut estimer que la première condition est remplie lorsque les salariés disent qu'ils éprouvent des satisfactions au travail (...). La deuxième condition sera remplie si l'emploi exercé permet au salarié de planifier son avenir. Ce modèle qui conjugue satisfaction dans le travail et stabilité de l'emploi peut être qualifié d'intégration assurée. Dans ce cas, les salariés peuvent élaborer des projets de carrière et s'investir dans le travail pour le réaliser. Les satisfactions qu'ils en retirent sont l'expression d'une intégration réussie dans l'entreprise (...). C'est à partir de ce modèle d'intégration professionnelle qu'il est possible d'étudier ses déviations, lesquelles constitueront autant de sources possibles d'insatisfactions pour les salariés.
- 10
- 15

On peut distinguer trois types de déviation par rapport à l'intégration assurée : l'intégration incertaine (satisfaction au travail et instabilité de l'emploi) ; l'intégration laborieuse (insatisfaction au travail et stabilité de

20 l'emploi) et l'intégration disqualifiante (insatisfaction au travail et instabilité de l'emploi). (...). Pour les salariés proches de l'intégration incertaine, l'impossibilité de stabiliser leur situation professionnelle équivaut à la privation d'un avenir. Pour les salariés proches de l'intégration laborieuse, la souffrance au travail est souvent l'expression d'une faible considération pour ce qu'ils sont et ce qu'ils apportent à l'entreprise. Enfin pour les salariés proches de l'intégration disqualifiante le cumul d'un travail sans âme et d'un avenir incertain est source de désespoir et d'humiliation. »

Source : « *Le lien social* », S. Paugam, PUF, QSJ, 2010, p73-74/ p92

Voici différentes étapes à suivre pour vous aider dans cet exercice de présentation et d'analyse. Complétez les cases à partir du texte :

Étape 1 : Présenter le document

J'identifie la nature du texte (est-ce un article de presse, un extrait d'ouvrage, etc.).	
Je repère le thème abordé.	
Je cherche un contexte temporel et spatial (où et quand).	
Je fais une phrase pour présenter le document.	
<i>NB : Il est important de se questionner sur la source : qui a rédigé ? D'où provient le texte ? Est-ce un texte scientifique ? Grand public ? Etc.</i>	

Étape 2 : Analyser le document

Je repère les paragraphes.	
Je surligne les termes importants.	
Je dégage les idées abordées dans chaque paragraphe.	

Étape 3 : Exploiter le document

Je réponds à la question ou aux questions en me servant des données du document.	
--	--

Je retiens l'essentiel

► Normes et contrôle social

On distingue différentes normes

Une **norme** est une règle de conduite qu'il convient de suivre dans un groupe social. On distingue les normes sociales inscrites dans le droit, que l'on appelle **normes juridiques** (règles formelles explicitées dans des textes officiels comme le Code de la route, le Code civil) des **normes sociales** non inscrites dans le droit qui sont des règles informelles comme par exemple, être poli, ne pas s'habiller comme au XV^e siècle.

On distingue différentes formes de contrôle social

Pour faire respecter ces normes, la société institue des sanctions négatives ou positives. Les acteurs qui appliquent ces sanctions participent au **contrôle social**, c'est-à-dire l'ensemble des pressions directes ou indirectes visant à assurer la conformité du comportement des individus aux normes prescrites par la société. Dans le cas des normes juridiques, les sanctions sont codifiées, c'est-à-dire qu'elles préexistent aux infractions (amendes, prison, etc.). Ce sont des groupes sociaux et des institutions spécialisées (police, gendarmerie, justice...) qui se chargent de faire respecter la norme juridique. On parle alors de **contrôle social formel**. Le plus souvent, ce type de contrôle social s'effectue au sein des groupes secondaires. Dans le cas des normes sociales non juridiques, les sanctions ne sont pas codifiées : il peut s'agir de réprimandes ou de mise à l'écart (sanctions négatives), de compliments ou de popularité (sanctions positives). Ces sanctions se font généralement au sein des groupes primaires. Par exemple, une famille qui apprend la politesse à un enfant, des amis qui critiquent votre tenue vestimentaire, etc. Ces groupes ne sont pas spécialisés dans le contrôle et la sanction des comportements non conformes aux règles, on parle alors de **contrôle social informel** pour qualifier ce contrôle qui s'exerce de manière continue au cours des interactions sociales de la vie quotidienne.

► Déviance et processus menant à la déviance

Qu'est-ce que la déviance ?

La **déviance** renvoie au fait d'adopter un comportement jugé non conforme aux normes sociales (qu'elles soient ou non inscrites dans le droit) en vigueur dans un groupe social. La déviance prend des formes variées (de l'impolitesse au crime) et donc des sanctions tout aussi variées. Cependant, un même acte peut être considéré comme déviant ou conforme (non déviant) en fonction du groupe social auquel on appartient, de l'époque à laquelle on appartient ou de notre lieu de vie. Par exemple, porter des collants est un acte déviant lorsque l'on est un garçon mais pas quand on est une fille ; porter des collants n'est pas un acte déviant pour un homme du XVII^e siècle mais c'en est un pour un homme d'aujourd'hui, etc.

Quels processus sociaux mènent à la déviance ?

La déviance peut être analysée comme étant le résultat des interactions sociales, c'est-à-dire que c'est au cours des interactions que se construit la déviance.

La déviance comme résultat d'un étiquetage (Howard Becker)

Pour le sociologue américain Howard Becker, la déviance est le résultat d'un **processus d'étiquetage**, c'est-à-dire d'un processus qui consiste à désigner, à tort ou à raison, un individu comme déviant. Par exemple, si la société considère que fumer de la marijuana est un acte déviant, alors tout fumeur de marijuana sera considéré comme un déviant. Pour Howard Becker, la déviance se construit à travers le modèle séquentiel suivant :



- La transgression d'une norme :

Exemple : commettre un vol

- L'étiquetage : il est étiqueté comme déviant par les autres, on lui attribue une « étiquette » de déviant.

Exemple : aller en prison.

- Deux choix s'offrent à l'individu : stopper sa transgression, la déviante s'arrête dès qu'il est étiqueté. Ou poursuivre son comportement déviant : l'individu poursuit une carrière déviante, c'est-à-dire qu'il se consacre entièrement à des activités déviantes.

Carrière déviante : processus qui décrit les différentes étapes dans le parcours déviant. Elle débute avec la transgression d'une norme conduisant à un étiquetage d'abord par les proches puis par les instances du contrôle social, puis l'entrée dans un groupe déviant organisé qui va cristalliser l'identité déviante. Ainsi, un acte n'est donc pas déviant par nature, il le devient dès lors que la société le considère comme non conforme aux normes sociales. Tout est donc dans l'étiquetage : un individu devient déviant s'il est étiqueté comme tel, mais il se peut qu'il soit étiqueté par erreur, ou bien qu'il soit réellement déviant mais non étiqueté (car pas encore découvert).

La déviance comme le résultat d'un processus de stigmatisation (Goffman)

La déviance peut aussi naître d'un processus de **stigmatisation**. Lors des interactions sociales, les individus peuvent décider à un moment donné de discréditer un individu en raison d'attributs qu'il possède. On appelle ces attributs des stigmates (il peut s'agir d'un attribut physique ou encore moral). Ainsi on appelle stigmatisation le processus de construction sociale du stigmaté lors des relations entre les individus porteurs de cet attribut et les autres.

Exemple : Un garçon qui fait de la danse classique peut être stigmatisé par les autres garçons qui considèrent que c'est un sport de fille. Il sera donc discrédité par ses camarades qui vont identifier ce garçon comme déviant (faire de la danse classique est vu comme un écart à la norme sociale. Cette stigmatisation va entraîner le garçon lui-même à se sentir déviant.

Conclusion : C'est le regard des autres qui jette le discrédit sur le « stigmatisé », qui identifie un individu comme déviant et le fait se sentir déviant.

► La délinquance : une forme particulière de la déviance

Qu'est-ce que la délinquance ?

La délinquance est l'ensemble des actes qui peuvent être punis par la loi, commis dans un pays donné pendant une période déterminée. Il s'agit d'une transgression de norme juridique. Ainsi la déviance renvoie à un écart à la norme sociale, tandis que la délinquance est un écart à la norme juridique. Tous les actes délinquants ne sont pas des actes déviants et tous les actes déviants ne sont pas des actes de délinquance (exemple : ne pas être poli). La délinquance est donc une forme particulière de la déviance, même si elle n'est pas toujours considérée comme de la déviance en fonction du groupe social auquel on appartient (consommer de la marijuana est un délit en France, mais ce n'est pas forcément considéré comme un comportement déviant en fonction du groupe social auquel on appartient). On distingue plusieurs types d'actes délinquants, par ordre croissant de gravité : les contraventions (excès de vitesse), les délits (vol), les crimes (meurtre, viol...). Plus l'acte est grave et plus les sanctions sont lourdes (amende vs prison à perpétuité).

Peut-on mesurer la délinquance ?

Mesurer la délinquance revient à compter le nombre d'actes délinquants, réunis par catégories : nombre de contraventions, de délits, etc. Les statistiques de la délinquance proviennent de deux sources : les statistiques officielles (composées des statistiques judiciaires et policières) et les enquêtes de victimation. Les **statistiques judiciaires** regroupent les condamnations prononcées et les personnes incarcérées, les **statistiques policières** recensent les plaintes enregistrées ainsi que les interpellations effectuées.

Les **enquêtes de « victimation »** sont des enquêtes construites sur la base d'un échantillon et visent à mesurer la délinquance subie indépendamment des déclarations officielles.

Pour ce faire, ces enquêtes consistent à interroger directement les individus sur les infractions dont ils se sentent avoir été les victimes. Ces indicateurs sont cependant imparfaits.

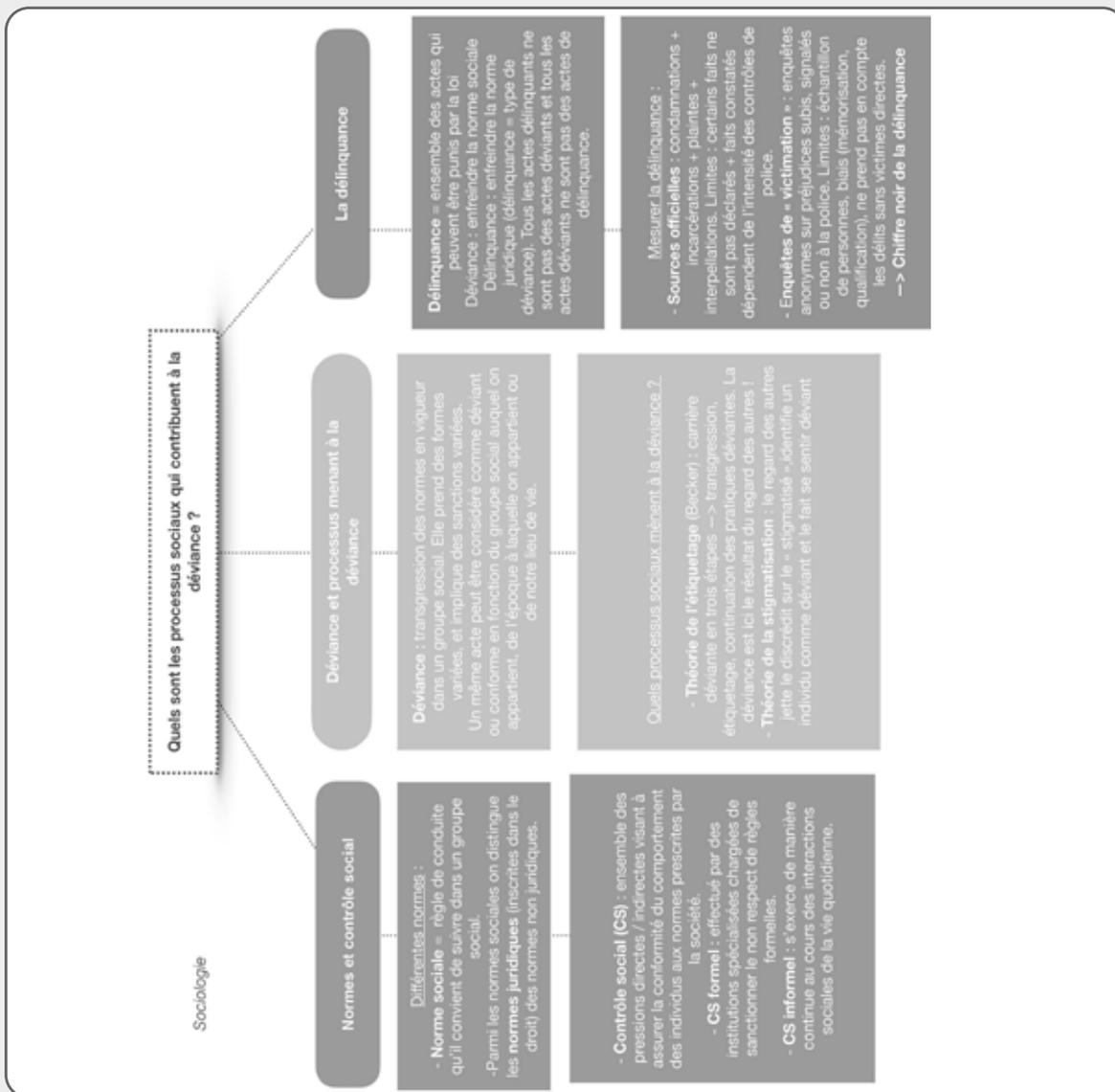


Les statistiques officielles n'enregistrent que les « faits constatés ». Or, certains faits ne sont pas déclarés : les victimes ne portent pas toujours plainte. De plus, les statistiques officielles de la délinquance dépendent également de l'intensité du contrôle policier : plus les services de police et de gendarmerie effectuent de contrôles, et plus ils ont de chances de détecter des actes délinquants. De leur côté, les enquêtes de « victimation » portent sur des échantillons d'individus et non sur la population totale. De plus, ces enquêtes peuvent engendrer des biais : erreurs de mémorisation des victimes interrogées, difficultés de qualification des actes dont une personne a été victime, sans oublier que ces enquêtes ne peuvent pas prendre en compte les infractions sans victimes directes (fraude fiscale par exemple).

Une partie de la délinquance est donc inconnue. C'est ce que l'on appelle le « **chiffre noir** » de la **délinquance** : la différence entre la délinquance réelle (ou totale) et la délinquance apparente (ou enregistrée).

J'applique la méthodologie

J'applique de nouveau la méthode des fiches du chapitre 1 :



J'applique ce que j'ai appris

- 1 ★ Précisez si les affirmations sont vraies ou fausses, puis justifiez votre choix.

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
Le contrôle social formel s'effectue très souvent au sein des groupes sociaux primaires.			
La déviance est une transgression des normes en vigueur dans un groupe social.			
Il y a autant de déviances qu'il y a de normes sociales : la déviance dépend du groupe social auquel on appartient.			
Ne pas dire bonjour à un individu quand on le voit pour la première fois est un acte déviant.			
Lorsque la déviance se construit dans la stigmatisation, elle n'est pas le produit des interactions sociales.			
Pour Becker, la déviance est le produit de la réaction des autres : ce n'est pas le fait d'enfreindre une règle qui fait de nous un déviant, c'est le fait d'être étiqueté comme déviant par les autres.			
La délinquance est toujours une forme de déviance.			
Les enquêtes de victimation sont l'instrument parfait pour calculer le chiffre noir de la délinquance.			

Pour la terminale je retiens bien : le concept de norme, de contrôle social et de groupe social.

- 2 ★ ★ À partir du texte ci-dessous, faites un schéma distinguant les trois étapes de la carrière déviante de l'individu étudié.

Les débuts d'une carrière délinquante

« Plus d'école, la merde à la maison, la galère, l'ennui, la solitude. J'ai commencé à traîner avec des gens un peu comme moi, un peu rebelles, qui m'ont emmené vers les chemins que j'ai pris par la suite. J'ai commencé à traîner avec un copain, Jeff. C'est lui qui m'a fait changer de style de vêtements. [...] J'ai changé pour être comme tout le monde, jeans, bandana, paire de Creeks, petit blouson à carreaux, Vans et compagnie, style plutôt agressif pour l'époque. C'était la mode. Ensuite, j'ai fait comme tout le monde : pour en avoir, j'ai volé. [...]

La prison, ça n'a jamais eu pour effet de me faire revenir du bon côté. À cause de ma réputation, les gens me faisaient confiance et me proposaient des affaires. Plus tard, je devais avoir 18 ans quand j'ai rencontré en prison un grand frère qui avait 10 ans de plus que moi. Il m'a invité dans sa cellule, on a beaucoup discuté. Quand il est sorti, il s'est occupé de moi, il m'a envoyé des mandats, de la sape. Il a été l'ami que tout le monde rêve d'avoir en prison. Quand je suis sorti, il m'a retrouvé à Corbeil. Il avait un plan, on a discuté, il m'a proposé de le faire avec lui, j'ai accepté. On a braqué un grossiste vendeur de drogue ; c'est la première fois que je gagnais une aussi grosse somme d'argent : 77 000 francs. Ensuite, il a fait appel à moi régulièrement. C'est à partir de là que les choses ont changé dans mon esprit, que j'ai commencé à braquer et faire des trafics. »

■ Lamence Madzou, *J'étais un chef de gang*, © Éditions La Découverte Poche, 2009.

3 ★★ J'apprends à analyser un sujet type bac pour éviter les hors-sujets !

Consigne : À l'aide des consignes ci-dessous, analysez le sujet de dissertation qui suit.

Sujet : Expliquez quels sont les processus sociaux qui peuvent pousser les individus à la déviance ?

	Explication des étapes	À vous de jouer
Cibler le thème du sujet	Quel est / quels sont les chapitres que je dois mobiliser ? Est-ce de la sociologie, de l'économie, de la science politique ou un regard croisé ?	
Définir les mots clés du sujet	Il s'agit d'identifier les termes économiques et sociaux importants du sujet et de les définir.	
Analyser la consigne et le type de sujet	La formulation du sujet est importante car elle vous indique ce que l'on attend de vous : 1. Dans quelle mesure/Peut-on dire que/Faut-il/Vous vous demanderez si/Vous vous interrogerez sur → sujet qui demande de débattre une affirmation. 2. Comment/En quoi/Expliquez/Montrez que/ Analysez/Quels sont les liens entre → sujet qui demande une analyse, on ne vous demande pas tant de débattre d'une affirmation que de démontrer des mécanismes ou processus.	
Délimiter un cadre spatio-temporel	Où et quand ? Si le cadre n'est pas fixé avec précision dans le sujet, c'est à vous de le faire, notamment en vous aidant des périodes couvertes par les documents.	
Questionner le sujet lui-même	Est-il d'actualité ? Soulève-t-il des paradoxes ?	

Je retiens l'essentiel

► La formation de l'opinion publique : d'une opinion de catégories éclairées à l'émergence de l'opinion publique

Du XVII^e au début du XIX^e siècle, l'opinion publique est d'abord considérée comme l'opinion d'une élite « éclairée » mue par la raison, celle de la bourgeoisie, qui porte un regard critique sur le pouvoir. Mais cette conception élitiste de l'opinion publique s'accorde difficilement avec les principes démocratiques qui se mettent progressivement en place au XIX^e siècle : avec la naissance du suffrage universel masculin en 1848, le citoyen est jugé apte à se forger sa propre opinion et chaque voix se vaut. Le vote est ainsi vu comme un processus démocratique capable de faire émerger l'opinion publique lors du scrutin. Le pouvoir démocratique, au sein d'une démocratie représentative, tire sa légitimité du peuple et doit s'appuyer sur l'opinion du plus grand nombre pour améliorer son action politique : dès lors l'opinion publique devient un objet que l'on cherche à mesurer, en particulier en ayant recours à des sondages. **L'opinion publique** peut donc être définie comme « un ensemble de jugements sur les problèmes actuels auxquels adhère une grande partie des membres d'une société ».

► Sondages et mesure de l'opinion publique

Qu'est-ce qu'un sondage ?

Il existe deux méthodes pour faire des sondages : **la méthode des quotas** et **la méthode aléatoire**.

Définition du sondage	Enquête statistique visant à donner une indication quantitative, à une date déterminée, des opinions, souhaits, attitudes ou comportements d'une population par l'interrogation d'un échantillon.
Méthode des quotas	<u>Principe</u> : à partir de critères considérés comme pertinents, on construit l'échantillon jugé représentatif de la population totale, création d'une « population en miniature » : les personnes interrogées doivent se répartir selon les mêmes caractéristiques sociales (sexe, âge, profession, niveau de diplôme, etc.) et les mêmes proportions que la population à étudier. <u>Avantages</u> : peu coûteux. <u>Limites</u> : marge d'erreur plus importante que l'autre méthode.
Méthode aléatoire	<u>Principe</u> : tirage au sort dans la population totale de suffisamment d'individus pour que l'échantillon reproduise les caractéristiques principales de l'ensemble. <u>Avantages</u> : plus fiable que la méthode des quotas. <u>Limites</u> : plus coûteux que la méthode des quotas.

Les sondages peuvent-ils refléter l'opinion publique ?

L'attention portée à l'opinion publique et aux sondages d'opinion dans les démocraties contemporaines est paradoxale : l'opinion publique, sans cesse estimée par des sondages, est devenue un élément essentiel de la vie politique, mais de nombreux débats portent sur la capacité des sondages à mesurer réellement l'opinion publique. Pour Pierre Bourdieu, l'opinion publique n'existe pas car elle est créée de toute pièce par les sondages eux-mêmes. Pour que les sondages parviennent à capter réellement l'opinion publique, il faudrait que tout le monde puisse avoir une opinion, que toutes les opinions se valent et qu'il existe un consensus sur les questions qui méritent d'être posées ; or Bourdieu ne dit qu'aucun de ces postulats n'est vérifié.

Tout le monde n'a pas une opinion : il existe un pourcentage important de sondés qui refusent de répondre, ils sont statistiquement issus des catégories populaires et cumulent faible capital culturel, faible compétence politique et faible intérêt politique. Toutes les opinions ne se valent pas : elles n'ont pas toute la même force (certaines personnes sont plus informées ou plus mobilisées que d'autres). Enfin, les questions posées par les enquêtes ne sont pas des questions que se posent réellement toutes les personnes interrogées. Autre limite, il peut y avoir « un biais » dans les questions, la réponse des sondés dépend pour une large part de la manière dont sont formulées les questions et les réponses. Modifier la formulation d'une question peut alors en changer la réponse et donc modifier l'opinion publique mesurée. Pour toutes ces raisons, les sondages ne seraient pas capables de capter l'opinion publique. Néanmoins, plusieurs chercheurs nuancent le débat et réaffirment le caractère foncièrement démocratique des sondages car ils reposent sur la même logique que le suffrage universel : ils comptabilisent un ensemble de voix qui ont la même valeur. Il s'agit donc d'un mode d'expression égalitaire qui met en avant les préférences des citoyens qui ne s'expriment pas traditionnellement sur la scène publique. Ainsi, les sondages permettent aux gouvernants d'avoir accès à l'opinion des citoyens sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour légitimer leur action politique et répondre à leurs attentes. Il faut également nuancer le résultat des sondages. Une enquête d'opinion n'est qu'une photographie des opinions à un instant précis et ne peut pas prétendre être une prédiction toujours vérifiée des résultats du scrutin.

► L'impact des sondages : vers une démocratie d'opinion ?

Sondages et démocratie d'opinion

Outre les débats portant sur la capacité des sondages à refléter *a priori* l'opinion publique, il est indéniable que ces mêmes sondages vont avoir un effet rétroactif sur cette opinion publique. Les instituts de sondages ont en effet légitimé la scientificité de leurs résultats aux yeux de la population ce qui fait que, dès lors que les chiffres d'un sondage sont publiés, ils sont d'emblée vus comme l'expression d'une opinion majoritaire. Les sondages favoriseraient donc le consensus et un certain conformisme conduisant ceux qui ont une opinion divergente à se taire.

Exemple : Si les sondages évoquent qu'une majorité de la population est contre la mise en place d'une politique donnée, l'important n'est pas tellement de savoir si cette opinion publique existe, mais d'étudier les effets de ce sondage sur l'opinion publique. Les résultats étant considérés comme scientifiques, il y aura consensus sur le fait que la majorité est contre, conduisant les individus qui pensent le contraire à se taire.

L'importance des sondages dans nos démocraties est telle qu'ils contribuent à dicter l'agenda médiatique et à structurer les débats autour des questions et résultats des sondages dernièrement publiés. Aujourd'hui, les médias et le recours fréquent aux sondages d'opinion contribuent à modifier l'exercice de la démocratie. On parle de **démocratie d'opinion** pour qualifier une démocratie au sein de laquelle l'opinion publique occupe une place centrale, en participant à la sélection et au contrôle des gouvernants. On dit que la démocratie d'opinion est une remise en question de la démocratie représentative car elle instaure un lien direct entre les gouvernants et le peuple. Cependant la démocratie d'opinion est aussi souvent dénoncée pour son risque de dérive populiste : les gouvernants se contenteraient de suivre l'opinion majoritaire et abandonneraient ainsi leur faculté de gouverner, de mener un projet politique réfléchi et cohérent.

Les recours aux sondages modifient la vie politique

Les sondages auraient des effets sur le fonctionnement de la vie politique, notamment en ce qui concerne le contrôle des gouvernants, la communication politique, la participation et le comportement électoral.

- Le contrôle des gouvernants : Les gouvernants sont poussés à tenir compte de ce que disent les sondages afin d'éviter de prendre des mesures trop impopulaires. Les sondages permettraient alors aux électeurs de s'exprimer entre deux élections.
- La participation électorale et le comportement électoral : Les sondages modifieraient le comportement des électeurs lors du vote. Tout d'abord, l'électeur peut être tenté de détourner son vote vers le « vainqueur annoncé » pour consolider sa victoire (on parle **d'effet bandwagon**), ou au contraire se mettre à soutenir les « outsiders » (on parle **d'effet underdog**) où l'électeur se remobilise alors pour sauver un candidat en perte de vitesse. De plus, l'électeur peut avoir une attitude de « **vote utile** », c'est-à-dire qu'il soutient un parti qui n'est pas son premier choix pour empêcher l'élection d'un autre parti.

Par ailleurs, le niveau **d'abstention** (nombre d'électeurs qui ne se rendent pas au bureau de vote pour voter) subit l'influence des prévisions de vote : un scrutin dont le résultat semble acquis, avec une marge importante entre les candidats peut détourner des urnes une partie des électeurs estimant que « les jeux sont faits ». À l'inverse, un scrutin que les sondages annoncent serré peut avoir des **effets de mobilisation** et encourager les électeurs à aller voter.

- La communication politique : Les sondages imposent un effort de transparence et de pédagogie aux gouvernants. Étant soumis au contrôle de l'opinion, ils doivent justifier leurs décisions qui ne peuvent plus être discrétionnaires. Ils peuvent aussi être utilisés par les gouvernants pour modifier la forme sans modifier les politiques menées. Les sondages peuvent en effet être utilisés par les gouvernants comme instrument de communication, pour travailler sur la présentation et la justification des décisions prises.

J'applique ce que j'ai appris

1 ★ Vrai ou Faux ? Justifiez.

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
Les sondages sont des outils qui servent à mesurer l'opinion publique.			
Les sondages utilisant la méthode des quotas sont plus fiables scientifiquement.			
Tout le monde a une opinion sur tout.			
Les sondages ont un effet rétroactif sur l'opinion publique.			
L'usage des sondages ne modifie pas la vie politique.			
On parle d'effet bandwagon quand les citoyens décident de sauver l'outsider dans les sondages.			

2 ★ Les effets des sondages d'opinion sur les élections

« Depuis bien longtemps, l'interrogation suivante – "le sondage fait-il l'élection ?" – surgit à chaque cours dans les amphithéâtres d'études politiques. [...] Combien, lors d'entretiens dans des travaux de type qualitatif, affirment calculer leur vote au regard du second tour : "Les sondages disent que c'est face à Emmanuel Macron que Le Pen est la plus faible, alors je vais voter Macron, même si au départ je voulais voter pour Hamon." (Entretien, étudiant, 23 ans, 26 février, Paris). Le sondage crée ce vote dit "utile" dès le premier tour, il l'amplifie considérablement, il le consolide ; il empêche presque de faire de la politique, de faire campagne tant il enlève aux militants et sympathisants l'espoir dans une bataille à livrer. Nous retrouvons donc ici l'effet "bandwagon" par la stimulation d'un comportement grégaire des individus qui fait converger les électeurs vers le candidat en tête. Face à cet effet *bandwagon*, il y a son pendant nommé "l'effet *underdog*" : lui, consiste à secourir le perdant, il pousse les électeurs à se mobiliser pour le candidat à la traîne dans les sondages. Cet effet peut bien sûr stimuler les électeurs d'une Marine Le Pen, qui sera probablement au second tour et faire pression pour faire mentir les sondages ; ce ne serait pas la première fois. [...] Quoi qu'il en soit, cet effet qui bénéficie pour l'instant à Emmanuel Macron est, lui, le reflet quasi exclusif d'une dynamique médiatico-sondagière. »

■ Virginie Martin, « Emmanuel Macron ou l'effet *Bandwagon* », *The Conversation*, 5 mars 2017.

1. Rappelez en quoi consiste ce que l'on appelle l'effet « bandwagon » et l'effet « underdog ».

.....

.....

.....

.....

2. D'après l'auteur du document, quels sont les deux candidats à qui l'on pourrait rattacher ces deux effets ? Vous justifierez votre réponse.

.....

.....

.....

.....

3. Selon vous, pourquoi le résultat des sondages d'opinion pourrait encourager l'abstention ?

.....

.....

.....

.....

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : le concept de compétence politique, le concept de sondage et d'expression de l'opinion publique.

**Exercice : Type bac ! (correspond à la première partie de l'épreuve composée au bac)
Répondez aux questions suivantes.**

1) Comment le concept d'opinion publique a-t-il évolué au cours du temps ?

.....

.....

.....

.....

.....

2) Les sondages sont-ils fiables ?

.....

.....

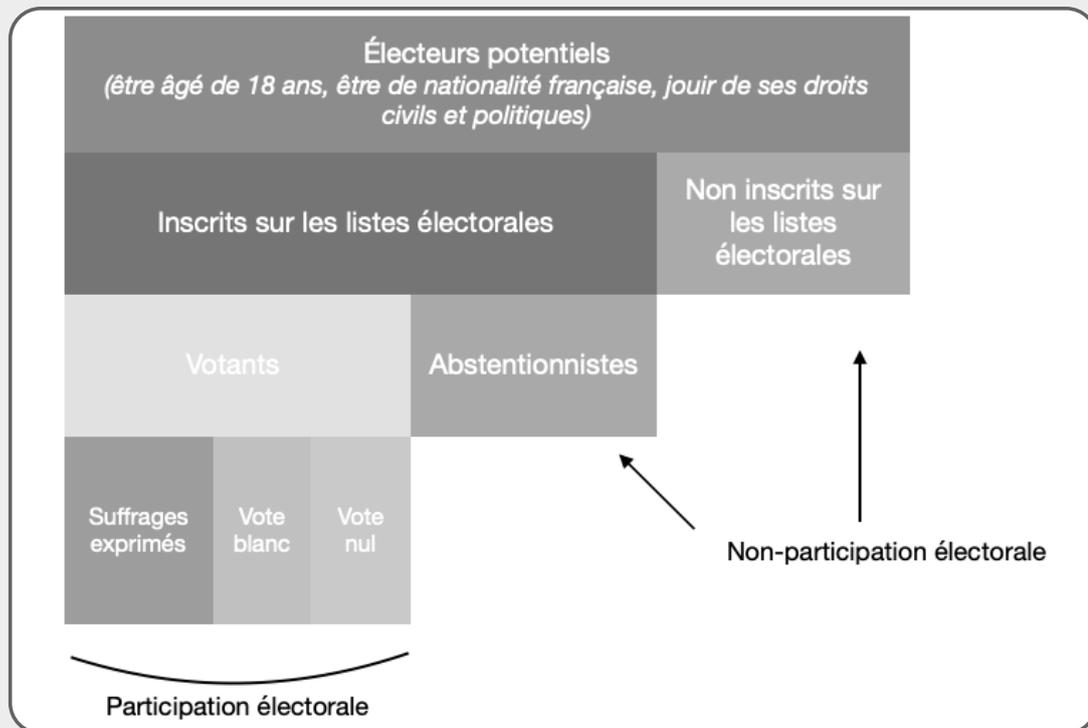
.....

.....

.....

Je retiens l'essentiel

Introduction : Participation électorale, de quoi parle-t-on ?

**Vocabulaire :**

Vote : procédure formelle destinée à dégager un choix collectif par le décompte de choix individuels.

Suffrage exprimé : l'électeur choisit de voter pour un candidat (ou une liste de candidats).

Taux d'inscription : ensemble des électeurs inscrits sur les listes électorales / population en droit de voter.

Abstention : comportement consistant, pour un individu inscrit sur les listes électorales, à ne pas participer à l'acte de vote lors d'une élection.

**ATTENTION :**

Le taux d'abstention ne prend pas en compte la population non inscrite sur les listes électorales.

Vote blanc : l'électeur décide de ne pas accorder son suffrage à un candidat (ou une liste de candidats).

Vote nul : le vote d'un électeur n'est pas recevable (dessin ou inscription sur le bulletin de vote, etc.).

Participation électorale : comportement consistant, pour un individu inscrit sur les listes électorales, à participer à l'acte de vote lors d'une élection.

Non-participation électorale : fait de ne pas avoir participé à l'élection en apportant sa voix. Elle se traduit à la fois par l'abstention et la non-inscription.

Exemple : Si l'on ne regarde que les résultats selon les suffrages exprimés, au deuxième tour des présidentielles de 2017, 66,1 % des électeurs ont voté pour Emmanuel Macron et 33,9 % pour Marine Le Pen. Si l'on regarde les résultats selon les électeurs inscrits, 43,61 % des électeurs ont voté pour Emmanuel Macron et 22,36 % pour Marine Le Pen, 25,44 % des électeurs se sont abstenus de voter, 6,35 % ont voté blanc et 2,24 % ont voté nul.



► Les facteurs explicatifs de la participation électorale

Les déterminants sociaux de la participation électorale

Qui sont les non-inscrits sur les listes électorales ?

Deux variables influencent le taux d'inscription sur les listes électorales : le nombre d'années d'étude ainsi que le pays de naissance. D'après l'INSEE*, en 2012, alors que 15 % des électeurs potentiels n'ayant aucun diplôme ne sont pas inscrits sur les listes électorales, c'est le cas de seulement 4 % des diplômés du supérieur. De même, alors que 94 % des électeurs potentiels nés français en France sont inscrits sur les listes, c'est seulement le cas de 67 % des immigrés (nés étrangers à l'étranger). On peut donc dire que, statistiquement, le taux de non-inscription sur les listes est plus important chez les non-diplômés et chez les immigrés.

* Insee, enquête Participation électorale 2012

Qui s'abstient ?

Il est possible d'isoler plusieurs facteurs chez les abstentionnistes tels que l'âge, le niveau de diplôme, la PCS ainsi que le niveau de revenu. Statistiquement, les jeunes s'abstiennent plus que les plus vieux, les ouvriers et employés (classe populaire) s'abstiennent plus que les cadres (classe supérieure), les moins riches s'abstiennent plus que les plus riches.

Exemple : Selon l'institut IPSOS, au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, 30 % des électeurs de moins de 35 ans se sont abstenus alors que c'est le cas de seulement 12 % des électeurs âgés de plus de 70 ans ; 21% des cadres se sont abstenus contre 29 % chez les employés et ouvriers ; 30% des électeurs dont le revenu du foyer est inférieur à 1 250 € par mois ne sont pas allés voter contre 16 % des électeurs dont le revenu mensuel du foyer est supérieur à 3 000 €.

Comment expliquer la non-participation ?

Pour commencer, l'abstention peut être vue comme un défaut d'intégration sociale. Un individu **intégré** est un individu rattaché à une collectivité. L'intégration sociale peut se traduire par une intégration au niveau des structures familiales, professionnelles ou par l'intermédiaire du tissu associatif. Plus les individus sont isolés, moins ils participent au vote. Le milieu professionnel favorise la participation politique par la voix de la syndicalisation et par le sentiment d'appartenir à un collectif dont on veut défendre les intérêts. Ceci est d'autant plus vrai que le diplôme est important et l'insertion professionnelle durable. Par contraste, les personnes au chômage ou occupant un emploi précaire disposent d'un degré d'intégration moins élevé et peuvent se sentir moins préoccupées par le fait d'aller voter et moins concernées par les enjeux électoraux. De plus, on vote plus si on est en couple que célibataire : on est moins incité à voter si on est seul que si l'un des deux entraîne l'autre. La participation électorale est donc corrélée au degré d'intégration sociale, les individus intégrés au sein de la société bénéficient d'un effet d'entraînement : voir ses collègues, ses amis ou sa famille aller voter nous entraîne à le faire également. Mais l'intégration sociale alimente aussi chez les individus le sentiment d'être utile et de se sentir concerné par la collectivité, ce qui pousse les individus à se rendre aux urnes.

L'abstention dépend aussi du niveau de sentiment de compétences politiques et d'intérêt politique. On appelle **compétences politiques** l'ensemble des connaissances du monde politique ainsi que la maîtrise des enjeux politiques et du langage spécifique qui y est associé.

Exemple : connaître la signification du clivage gauche/droite, le nom et le positionnement des principaux partis ainsi que le fonctionnement général du système politique.

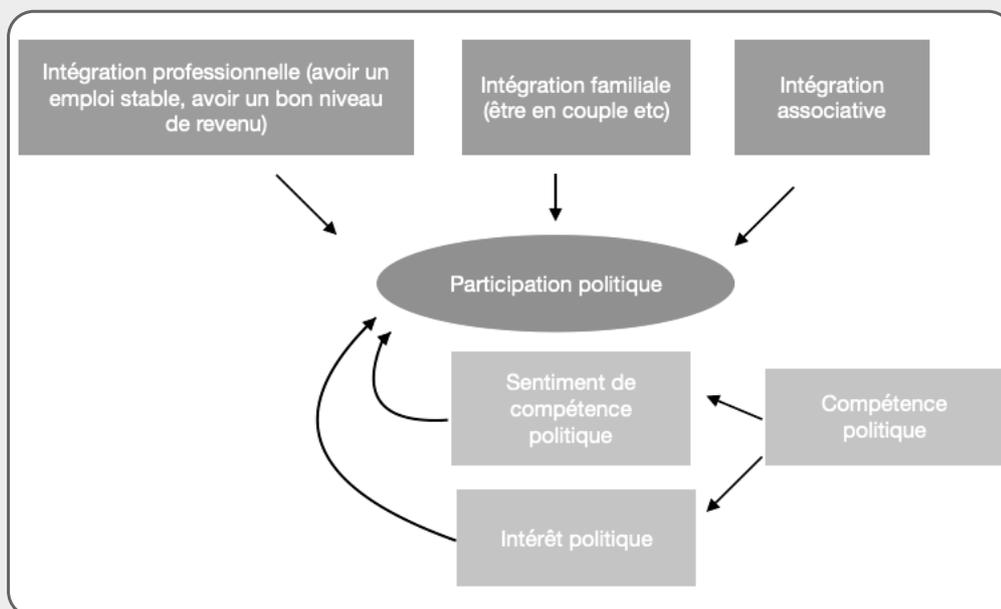
Le sentiment de compétence politique, lui, est lié à la perception d'un individu sur sa propre capacité à comprendre le monde politique.

En général, les deux vont de pair : plus la compétence politique d'un individu est élevée plus son sentiment de compétence politique est grand. **L'intérêt politique** représente l'intérêt que porte un individu sur le monde politique de son pays. Cela peut se traduire par le fait de militer, de voter, de regarder des émissions politiques ou des débats, voire même de se présenter à une élection ! L'intérêt politique est lié à la compétence politique car on ne s'intéresse au monde politique que si on dispose des clés, des codes, pour le comprendre. Plus un individu se pense compétent en politique, plus il se sentira légitime à produire un avis politique, à s'investir dans le monde politique et donc à voter.

Tandis qu'à l'inverse, ne pas se sentir compétent renvoie à s'auto-exclure du jeu politique, à considérer qu'il est trop complexe et qu'il n'est donc pas légitime et utile d'aller voter. Le sentiment de compétence politique détermine donc l'intérêt politique. Le sentiment de compétence politique dépend essentiellement du niveau de diplôme et de la catégorie sociale occupée.

En effet, plus le niveau de diplôme et la catégorie sociale sont élevés, plus les individus disposent d'une grande connaissance du système politique et plus ils se sentent légitimes à donner ou produire un jugement et une opinion politique. Les catégories sociales les plus favorisées disposent d'un important capital culturel, d'un grand niveau de diplôme et sont donc celles ayant le sentiment de compétence politique le plus grand. À l'inverse, les individus des catégories les plus défavorisées disposent d'un capital culturel plus faible. Ils vont se sentir éloignés des enjeux politiques et ni compétents ni légitimes pour produire un avis politique. De fait, ils ne s'intéresseront pas ou peu à la politique, et vont donc potentiellement moins se rendre aux urnes.

Une faible intégration sociale peut être positivement corrélée à un faible sentiment de compétence politique et donc à un faible intérêt politique.



Remarque : Les abstentionnistes ne sont pas toujours les moins intégrés socialement et les moins politisés. Il existe en fait deux types d'abstention : l'**abstention « hors jeu »** et l'**abstention « dans le jeu »**.

- Les abstentionnistes hors du jeu politique sont caractérisés par une indifférence au monde politique liée au fait qu'ils ne se reconnaissent pas dans le jeu politique. Ils ont aussi un fort sentiment d'incompétence. Leur condition sociale, globalement défavorisée, est le reflet d'une faible intégration sociale qui conduit ces individus à se refermer sur eux-mêmes et à rejeter toute forme d'action collective dont le vote fait partie. Ces abstentionnistes refusent globalement le système politique et social dans lequel ils évoluent. Le profil des abstentionnistes évoqué ci-dessus correspond aux abstentionnistes « hors jeu ».

Exemple de discours : « La politique, ce n'est pas pour moi, je n'y connais rien à la gauche à la droite et puis voter ne changera rien à ma condition. »

- Les abstentionnistes dans le jeu politique sont des abstentionnistes qui n'ont pas de désaffection politique. Ils cessent de voter parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans l'offre électorale qui leur est proposée. Il s'agit donc d'une abstention intermittente (fait de voter à une élection puis de s'abstenir par la suite). Ils sont souvent jeunes, diplômés, et issus de milieux favorisés. Contrairement au premier type d'abstentionnistes, ceux-ci sont pleinement intégrés à la collectivité. Ils ne sont pas en adéquation avec l'offre politique proposée ou veulent sanctionner les dirigeants sortants (c'est-à-dire les dirigeants qui quittent le pouvoir).



Les variables contextuelles de la participation électorale

De plus, la participation électorale dépend également de variables contextuelles. Ainsi, elle n'est pas la même selon le type d'élections. L'abstention est moins forte pour les élections présidentielles et plus forte pour les législatives et européennes. En effet, les électeurs votent plus massivement pour les élections perçues comme ayant un fort enjeu (présidentielles), où ils connaissent les candidats (municipales) et dont le résultat est perçu comme incertain (d'où forte abstention aux législatives qui apparaissent comme la confirmation de l'élection présidentielle donc jouées à l'avance). Le taux d'abstention élevé aux européennes s'explique par le sentiment de complexité des élections mais aussi parce que la majorité des électeurs ne comprend pas le rôle, les compétences et la composition du parlement européen. Les enjeux de ces élections sont donc difficiles à déterminer. Or, les citoyens se rendent aux urnes s'ils comprennent clairement les enjeux de l'élection. De plus, les citoyens se sentent moins concernés par les élections européennes que par les élections qui se jouent au niveau local et national. Le taux d'abstention aux législatives augmente depuis 2000 car depuis la loi constitutionnelle du 02 octobre 2000, les élections législatives arrivent juste derrière les élections présidentielles. En effet, avant les années 2000, le président avait un mandat de 7 ans, et les députés de 5 ans. Il y avait alors un décalage de deux ans entre les deux types d'élections : l'issue des deux élections avait alors une plus grande probabilité d'être différente. Or après la loi de 2000, la durée du mandat du président fut calquée sur celle des députés (5 ans). Cela favorise ainsi la stabilité présidentielle car il est fort probable que le parti du président fraîchement élu soit le même que le parti de la majorité des députés.

Remarque : Le concept d'abstention recouvre plusieurs réalités. On parle **d'abstention systématique** pour qualifier le comportement qui consiste à ne pas voter à toutes les élections. On la distingue de **l'abstention intermittente** qui consiste pour un électeur à ne pas voter à certaines élections mais à voter à d'autres. Si l'abstention est en hausse, globalement, pour les élections législatives et présidentielles, la très grande majorité de la population continue à participer aux élections, mais de manière intermittente.

Par exemple, près de 90 % des inscrits se sont déplacés au moins une fois lors des scrutins présidentiels et législatifs de 2017.

► **Les facteurs explicatifs du vote : un acte individuel ou collectif ?**

Pour commencer : Qu'est-ce que « la gauche » et « la droite » ?

	Valeurs	Partis politiques
Extrême gauche	Prône l'égalité de manière plus prononcée que la gauche traditionnelle. Volonté de mettre en place une société égalitaire. Certains partis prônent la fin du capitalisme et l'avènement du communisme (volonté de supprimer la propriété privée).	La France insoumise, Parti Communiste Français, NPA.
Gauche	La gauche prône l'égalité : - volonté de réduire les inégalités ; - haut niveau de service public pour tous ; - volonté de gommer les différences entre les classes sociales ; - redistribution des richesses et suppression de l'élitisme.	PS, Europe Écologie Les Verts.
Centre	Certains idéaux de droite et certains idéaux de gauche en fonction des domaines. Idée de mêler liberté et égalité.	La République en Marche !, Mouvement Démocrate, Mouvement radical, UDI.

Droite	La droite prône la liberté. Système libéral : le gouvernement encourage les individus à innover, créer de la richesse et donc de l'emploi. L'État intervient peu dans l'économie. Société fondée sur la méritocratie.	Les Républicains, Agir.
Extrême droite	Prône des valeurs telles que le patriotisme (amour de la patrie), le nationalisme (mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation), et parfois le traditionalisme (attachement aux valeurs, aux croyances du passé transmises par la tradition).	Rassemblement National, Debout la France ! Les patriotes.

Synthèse : On retient généralement deux dimensions du clivage gauche-droite (*un « clivage » est une séparation*) : le libéralisme économique et le libéralisme culturel.

- Les valeurs de droite sont favorables au **libéralisme économique** (laisser faire les mécanismes du marché, enrichissement personnel, liberté des entreprises...) quand la gauche y est hostile (intervention de l'État pour réguler le marché et réduire les inégalités).
- Les valeurs de gauche sont favorables au **libéralisme culturel** (acceptation du changement, les individus décident de leurs mœurs, d'où acceptation de l'homosexualité, de l'euthanasie...) quand la droite y est hostile (respect des traditions, influencées par la religion, faible tolérance vis-à-vis des migrations...).
- Les extrêmes de droite et de gauche sont davantage des partis « antisystème » qui rejettent la fonction actuelle du système politique, économique et social.

Remarque : Depuis des années, l'opposition entre la gauche et la droite structure la vie politique française : on parle de **clivage gauche - droite**. La gauche et la droite s'alternent au pouvoir, on parle d'alternance politique. Cependant, certains parlent aujourd'hui « d'une atténuation du clivage gauche-droite » pour qualifier le fait que les programmes politiques se ressemblent de plus en plus, et que l'on a parfois du mal à qualifier une femme ou un homme politique comme « de gauche » ou « de droite » ; ou une politique comme « de gauche » ou « de droite ».

Le vote : un acte collectif qui s'explique par des dynamiques sociales

Remarque : Lors de l'instauration du suffrage universel masculin (1848), le vote était d'abord une démarche collective : on allait voter par groupes (village, paroisse, usine...), sous les yeux des autres électeurs et des membres du bureau de vote. Ce n'est que progressivement que l'acte électoral va s'individualiser et être construit comme l'expression d'une opinion personnelle : le vote secret n'est instauré qu'en 1913 (instauration isoloir). Il permet de garantir le secret du vote, donc qu'il s'agisse bien d'un vote individuel, sans pression collective.

NB : Le suffrage universel (incluant les femmes) a été mis en place en 1944.

Le vote s'inscrit dans des dynamiques sociales et peut, en ce sens, être vu comme un acte collectif. En effet, on observe certaines régularités statistiques dans le choix électoral des individus en fonction de certaines caractéristiques communes (âge, niveau de diplôme, PCS, etc.). Ainsi, nos caractéristiques sociales influencent notre vote. D'où la notion de variables lourdes du comportement électoral, les variables sociologiques influencent le comportement électoral.

Ainsi, on peut mettre en évidence quelques régularités statistiques :

- le genre n'influence pas le choix électoral, même si l'on peut remarquer que les femmes ont moins tendance à voter pour les extrêmes que les hommes ;
- statistiquement, plus on est âgé, plus on a tendance à voter à droite et rejeter les « extrêmes » ;
- statistiquement, plus on est diplômé, moins on vote pour l'extrême droite ;
- statistiquement, plus on est riche, plus on vote à droite ; plus on est pauvre, plus on vote pour les partis « extrêmes » ;
- statistiquement, plus les individus possèdent de patrimoine (livrets d'épargne, logement, actions...), plus ils votent à droite ;



- les PCS populaires (employés et ouvriers) ayant un niveau de diplôme et de revenu peu élevés votent davantage pour les partis « extrémistes », « antisystème ». Les cadres votent davantage pour les candidats des partis « pro-système » ;
- les catholiques votent majoritairement à droite, surtout quand ils sont pratiquants, et votent moins pour les extrêmes. Les autres religions (notamment musulmans) ont plus tendance à voter à gauche, de même que les personnes sans religion.

Le vote est aussi un acte individuel

L'acte de vote n'est pas seulement un acte collectif, il peut aussi être vu comme un acte individuel. En effet, selon le concept de **l'électeur rationnel**. Le vote des citoyens n'est pas déterminé par leur position sociale ou leur identification partisane, mais par les calculs qu'ils sont capables d'effectuer sur ce que leur « rapporterait » l'élection de tel ou tel candidat. Chaque citoyen va chercher à maximiser ses gains : il va faire une comparaison des coûts et des avantages que chaque candidat pourrait lui rapporter. Ainsi l'électeur est vu comme un consommateur qui chercherait à disposer d'un produit au meilleur coût. Dans la même logique, le concept du **vote sur enjeu** met en évidence le fait que le choix électoral des électeurs peut être déterminé par les prises de position qu'ont les électeurs sur des enjeux déterminés. Le vote sur enjeu permet d'expliquer pourquoi certains électeurs votent pour des partis différents d'une élection à l'autre. Les enjeux ne sont pas les mêmes selon la situation économique du pays, selon la situation géopolitique ou selon les questions de sécurité. Ainsi le vote serait vu comme un acte individuel car il ne serait pas l'expression d'appartenances sociales mais l'expression de préférences en fonction d'un contexte et d'une offre électorale.

Conclusion : Le vote n'est donc ni purement un choix collectif (car les électeurs ne sont pas insensibles aux enjeux du moment, au contexte électoral et à l'offre électorale) ni un choix purement individuel car les électeurs sont influencés (consciemment ou inconsciemment) par des variables sociales telles que l'âge, le niveau de diplôme ou encore le niveau de revenu. Le vote est donc un acte individuel et collectif : l'électeur n'est ni totalement libre ni totalement déterminé, le vote et la participation électorale s'expliquent à la fois par des ressorts individuels et des dynamiques sociales.

► **Comment expliquer la volatilité électorale ?**

Qu'est-ce que la volatilité électorale ?

La **volatilité électorale** est le fait que les électeurs changent de choix entre deux élections. Elle revêt différentes formes :

- Elle peut s'expliquer par l'intermittence du vote, c'est-à-dire par le fait de voter à une élection et de s'abstenir à une autre et inversement.
- Elle peut s'expliquer aussi par un changement des préférences électorales, c'est-à-dire par le fait de changer de choix de vote entre deux élections. Les électeurs peuvent décider d'accorder leur vote à un autre parti issu du même camp politique (volatilité intra-partisane) ou à un parti politique appartenant au camp politique opposé (volatilité inter-partisane, elle est plus rare).

Comment expliquer la volatilité électorale ?

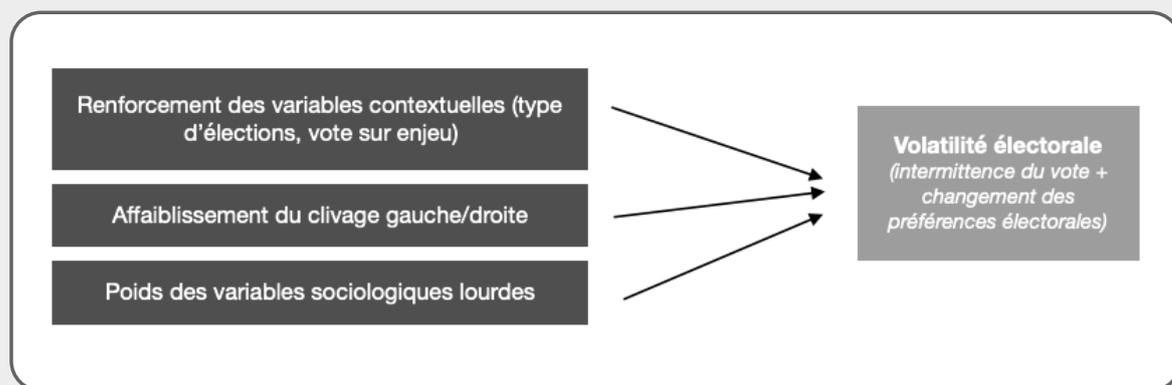
Nous pouvons avancer plusieurs raisons qui permettent d'expliquer la volatilité électorale.

Premièrement, la volatilité électorale serait le fait du renforcement du poids des variables contextuelles. En effet, selon la théorie du vote sur enjeu, le choix électoral est déterminé par les prises de position qu'ont les électeurs sur des enjeux déterminés. La volatilité électorale serait alors le signe que les électeurs accordent davantage d'importance au contexte d'une élection car si les enjeux changent d'une élection à l'autre, cela peut se traduire par un choix politique différent entre deux élections. Ainsi, on peut analyser la volatilité électorale comme étant le fruit du comportement d'électeurs qui seraient rationnels et qui prendraient en compte le contexte de chaque élection pour effectuer le choix de vote. Cependant, cette explication est à nuancer.

La volatilité électorale peut aussi être expliquée par le comportement d'électeurs au profil opposé cumulant faible intérêt politique et faible compétence politique. Ces électeurs rencontrent des difficultés pour s'orienter dans l'espace politique. Leur faible compétence politique explique leur comportement de vote instable et indécis.

Cette instabilité électorale est d'autant plus accentuée par l'affaiblissement du clivage gauche-droite : les électeurs les moins compétents politiquement peuvent vite perdre le peu de repères qu'ils ont lorsque les offres politiques auxquelles ils sont confrontés sont plus difficiles à distinguer en termes de clivage gauche-droite. Lorsqu'on a plus de mal à se repérer dans l'espace politique, les intentions de vote sont plus instables. En effet, les électeurs volatiles entre la gauche et la droite ne sont pas plus rationnels ou compétents que les autres électeurs. Ils apparaissent au contraire comme plus incompetents et ont du mal à se repérer dans l'univers politique : leur volatilité ne peut donc pas s'expliquer par des calculs rationnels ou des votes en fonction des enjeux. Elle traduit davantage leur difficulté à se repérer dans l'univers politique.

Conclusion : La volatilité électorale s'explique donc à la fois par le comportement d'électeurs rationnels prenant en compte le contexte et l'enjeu de chaque élection et par le comportement d'électeurs au profil opposé dont le faible intérêt et la faible compétence politique les amènent à effectuer des choix de vote plus instables et donc plus mobiles.



J'applique ce que j'ai appris

1 ★ **Vrai ou Faux ? Justifiez.**

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
La non-participation électorale se limite à l'abstention.			
Le taux d'abstention ne prend pas en compte la non-inscription sur les listes électorales.			
Les non diplômés ont tendance à moins voter et moins s'inscrire sur les listes électorales que le reste de la population.			
L'abstention n'est pas toujours une affaire de compétences politiques.			
Les individus isolés n'ont pas une probabilité plus faible de voter que celle des autres.			
Les électeurs votent moins aux présidentielles qu'aux législatives.			
Les électeurs votent moins aux européennes car ils n'en comprennent pas tous les enjeux et qu'ils se sentent plus concernés par les enjeux de proximité.			

Les caractéristiques sociales des individus déterminent totalement leur vote et leur participation électorale.

Les caractéristiques sociales des individus n'ont aucune incidence sur leur vote et leur participation électorale.

2 ★ Je m'entraîne à étudier un document statistique.

Stabilité et mobilité électorale entre les élections de 1995 et de 1997 (en %)

Stabilité	53
- de gauche	17
- de droite	23
- abstention	13
Mobilité	48
- intra gauche	6
- intra droite	3
- d'abstention à vote	8
- de vote à abstention	19
- de gauche à droite	2
- de droite à gauche	5

Nonna Mayer, Daniel Boy, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue Française de science politique*, 2000

Contexte politique : on s'intéresse ici aux élections présidentielles de 1995 et aux élections législatives de 1997, et l'on analyse si les électeurs ont voté de la même façon au premier tour de ces deux scrutins.

1. Entre 1995 et 1997, quelle est la proportion d'électeurs qui gardent le même vote ?

.....

.....

.....

.....

2. À l'aide du tableau, essayez d'expliquer ce qu'est la volatilité électorale. Quel chiffre permet d'illustrer cette volatilité ?

.....

.....

.....

.....

3. Décrivez la volatilité électorale des électeurs entre 1995 et 1997 : parmi ceux qui ont changé de choix, quel « trajet » est majoritairement effectué ?

.....

.....

.....

.....

Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques dans les sociétés développées ?

Je retiens l'essentiel

► Différents types de risques et différents comportements face au risque

Des risques économiques et sociaux

Un **risque** est la probabilité d'occurrence d'un événement considéré comme un mal ou un dommage. On définit le **risque économique** comme la perte du capital engagé dans une opération commerciale. Ils concernent les produits dans lesquels les agents économiques ont placé leur argent (des biens comme le logement, l'automobile mais aussi des placements financiers comme des actions ou des obligations). Le **risque social** correspond à un événement (heureux ou malheureux) qui compromet la capacité des individus à assurer eux-mêmes leur indépendance sociale. La maladie, la vieillesse, les accidents du travail, la maternité (fait d'avoir un enfant) ou encore la perte d'un emploi sont des exemples de risques sociaux. En somme, il s'agit d'événements pouvant advenir à tout individu et entraîner pour lui des dépenses importantes, ou se traduire par une dégradation sensible de ses revenus et/ou ses conditions d'existence.

Exemple : avoir des enfants est certes un événement heureux mais peut compromettre certains individus à assurer leur indépendance car un enfant occasionne des dépenses supplémentaires.

Une exposition et une attitude face au risque différentes selon les individus

Regard économique : les agents sont plus ou moins averses au risque

La science économique met en évidence le fait que face à un risque économique, les agents économiques ont des réactions différentes. Certains ont une **appétence pour le risque**, c'est-à-dire qu'ils sont prêts à risquer un certain de niveau de capital pour atteindre certains objectifs financiers. Cependant, la plupart des agents sont **averses au risque** : ils éprouvent une forte aversion à la perte de capital, ce qui les amène à ne pas privilégier les configurations présentant un risque économique.

Regard sociologique : l'exposition et le comportement face au risque sont socialement situés

La sociologie met en évidence le fait que les attitudes et les expositions face au risque sont socialement situées. L'attitude face au risque (perception du risque, aversion au risque, conduites à risque) diffèrent selon les individus, les groupes sociaux et les sociétés. Au niveau collectif, on remarque que les sociétés développées ont tendance à être de plus en plus averses au risque.

Exemple : Aujourd'hui en France, les ouvriers dans les fonderies sont protégés pour éviter le risque social d'accident du travail (se bruler), mais ce n'était ni le cas en France en 1920 ni en Inde aujourd'hui.

De plus, la perception du risque et les conduites à risque varient en fonction du genre. Le genre étant une construction sociale, la personnalité des individus n'est pas façonnée de la même façon par la société selon qu'ils soient nés homme ou femme. De fait, le rôle masculin et le rôle féminin vont impliquer une perception du risque différente et donc une conduite plus ou moins à risque. Les hommes ont tendance à prendre plus de risques, par exemple en termes de conduite routière mais aussi de consommation de tabac et d'alcool (risquée pour la santé) tandis que l'on apprend plus aux filles à se conformer aux règles, ce qui réduit leurs conduites à risque. En outre, la perception du risque varie en fonction du milieu social : les milieux sociaux les plus aisés vont par exemple plus pratiquer de sports à risque (risque social d'accident), mais les milieux populaires vont manger moins sainement et consommer plus de tabac et d'alcool (risque social de maladie). La socialisation différenciée selon le milieu social façonne aussi la perception du risque. En plus de la perception du risque, l'exposition aux risques sociaux n'est pas la même selon les groupes sociaux.

Exemple : En France, les cadres sont bien moins touchés par le risque de chômage que les ouvriers ; ils sont également beaucoup moins touchés par le risque d'accident du travail ou de maladies professionnelles que les ouvriers.



► Les principes du partage des risques

Comment prendre en charge le risque à l'échelle collective ?

Les sociétés modernes mettent en place des moyens pour gérer collectivement le risque. Cela passe par trois principes.

- **La prévention des risques** repose sur la sensibilisation des individus contre un risque en les informant de manière à les inciter à modifier leur comportement risqué. Elle ne permet donc pas de réparer les dommages créés par un événement, mais de l'anticiper pour diminuer sa probabilité de survenue. La prévention passe aussi par des réglementations qui permettent de réduire l'occurrence des risques. Selon ce principe, on considère que prévenir les risques de chacun permet de prévenir le risque au niveau collectif.

Exemples : prévention contre les accidents de la route, pour les gestes barrière du coronavirus, contre les différents types de cancer, contre le harcèlement de rue, etc.

- **La mutualisation des risques** permet de transformer des risques individuels en risques collectifs en garantissant le paiement d'une somme en cas de réalisation d'un risque à ceux qui ont souscrit un contrat et versé préalablement une prime ou cotisation. La mutualisation permet donc la gestion collective des risques et la répartition d'un risque de façon solidaire au sein d'un groupe ou d'une société. Sans cela, les individus ne pourraient pas faire face à certains risques individuellement (trop coûteux) ; la mutualisation permet donc, en gérant collectivement les risques, de faire face à un risque survenant chez l'un des assurés. On peut illustrer cette mutualisation par le principe de l'assurance : tous les mois, les agents versent une somme d'argent (appelée prime d'assurance ou cotisation) à une assurance qui leur donne le droit d'être remboursé le jour où un risque pour lequel ils sont assurés leur arrive. Par exemple, si leur maison brûle, leur voiture se fait voler, etc. Les mois où les agents ne subissent pas de risque, cette cotisation sert à d'autres personnes assurées qui elles subissent un risque. S'assurer, c'est payer pour les autres en sachant qu'un jour ce sera peut-être pour soi-même.

- **La diversification des risques** permet de réduire un risque lié à une activité ou à un placement en le répartissant sur plusieurs domaines en partie indépendants. La diversification, c'est l'idée de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier : si je fais tomber mon panier avec tous mes œufs dedans, je perds tout. Mais si j'ai mis un œuf par panier et que je fais tomber un panier, je ne perds pas la totalité de mes œufs.

Exemple 1 : Si l'on décide d'investir sur les marchés financiers, on peut décider d'acheter des obligations risquées mais qui rapporteront plus et des obligations moins risquées mais qui rapporteront moins. On dilue le risque en achetant plusieurs obligations aux niveaux de risques différents.

Exemple 2 : Pour pallier le risque social de la perte d'emploi, les couples peuvent décider qu'un membre du couple travaillera dans le privé et l'autre dans le public. De cette façon, si le salarié dans le privé perd son emploi, il ne voit pas son ménage complètement privé de ressources !

Pourquoi prendre en charge le risque à l'échelle collective ?

Le partage collectif du risque présente des aspects négatifs...

Le fait que le risque ne pèse plus sur les individus de façon individuelle mais collective peut avoir des conséquences négatives sur l'économie. Se sachant prémunis contre un risque, les individus auront tendance à modifier leur comportement. C'est l'**aléa moral** (modification du comportement d'un agent signataire d'un contrat, du fait du manque d'information pour l'autre agent signataire).

Exemple : Si l'intervention des pompiers est financée par la collectivité, les individus peuvent être incités à prendre plus de risques (se perdre en mer, en montagne). Ou encore, les individus ayant une assurance maladie peuvent prendre plus de risques de tomber malade (en fumant, en ne se couvrant pas en hiver), ou consommer plus de médicaments que nécessaire une fois malades, puisqu'ils savent qu'ils seront remboursés.

... mais aussi des aspects positifs

Cependant, si le risque est partagé, c'est bien parce cela apporte des effets bénéfiques. La prise en charge des risques sociaux a un effet positif sur le bien-être des individus concernés : cela permet de leur garantir des « filets de sécurité » en cas de risque social subi, et donc de réduire les incertitudes et conséquences liées à ces risques.



La prise en charge collective des risques permet d'améliorer leurs revenus et/ou de bénéficier de prestations en cas de survenance d'un risque social et donc d'améliorer leur bien-être : santé, perte d'emploi, pauvreté, famille, vieillesse, handicap.

Exemple : Si un individu perd un emploi ou est atteint d'une maladie grave et gère ce risque au niveau individuel, il subira une perte de revenu non compensée (cas de la perte d'emploi) ou bien des dépenses importantes pour se soigner. Partager le risque, c'est permettre à l'individu de faire face à ces différents risques grâce au versement de prestations financées par tous.

La prise de risque des entrepreneurs peut se traduire par une amélioration du bien-être des consommateurs, qui accèderont à davantage de biens et services ou bénéficieront de nouveaux produits (innovation). Ainsi partager les risques peut inciter les agents économiques à l'innovation (l'application réussie d'une invention dans le domaine économique et commercial). En effet, innover occasionne des risques (innovation trop chère et longue pour une seule entreprise, risque que cela ne fonctionne pas, etc.). Plusieurs solutions permettent de partager ces risques. Par exemple, le statut des sociétés qui permet de limiter les pertes au seul patrimoine professionnel du chef d'entreprise, ou de les partager entre les différents apporteurs de capitaux, a joué un rôle essentiel dans l'essor économique des sociétés développées. Les entreprises peuvent également s'associer pour la recherche et développement (R&D), créer des filiales de R&D ou la faire faire par les fournisseurs. Cela permet aux entreprises de diminuer le risque qu'elles encourent.

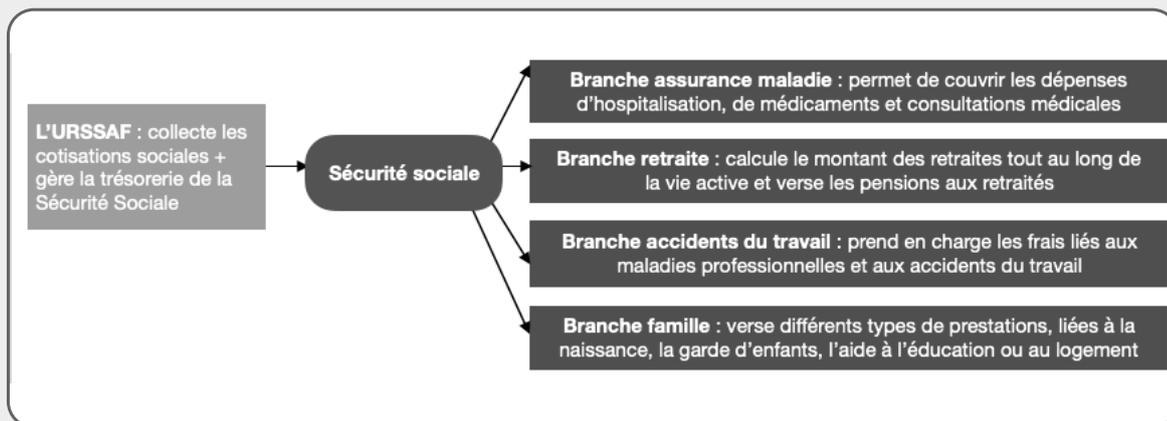
► **Qui gère le risque ? Et selon quelles logiques ?**

Les institutions face au risque

Rappel : Une institution est un groupement d'individus qui partagent des valeurs et normes communes et dont les relations sont organisées et structurées de façon stable.

Les institutions publiques

Les **pouvoirs publics** jouent un rôle central dans la gestion des risques. Tout d'abord, les pouvoirs publics élaborent la réglementation relative au risque (*exemple : code de la route, code des assurances, etc.*). Ces lois permettent de limiter la prise de risques par les individus mais aussi d'encadrer les entreprises qui prennent en charge les risques. Les pouvoirs publics prennent également en charge les risques. En France, l'institution qui gère les risques sociaux est la **Sécurité sociale**. Créée en 1945, elle permet de mettre en place la **protection sociale**. Son but est de protéger les individus face aux risques sociaux qui surviennent tout au long de leur vie. Elle se constitue de plusieurs branches qui couvrent des risques sociaux différents.



Le système de protection sociale publique ne repose donc pas exclusivement sur la Sécurité sociale. Ainsi L'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) gère le régime d'assurance-chômage. Cependant, tous les risques ne sont pas couverts par les pouvoirs publics (automobile, logement), et les risques sociaux ne sont généralement pas pris en charge intégralement (remboursement partiel des soins, allocations retraites faibles...). Il existe donc des institutions privées qui gèrent une partie des risques.

Les institutions privées

Les assurances et mutuelles permettent de gérer les risques. Les **sociétés d'assurance** sont des entreprises privées. Elles vendent un service marchand d'assurance contre les risques et recherchent généralement le profit (*exemple : les assurances protégeant le logement, les voitures, etc.*). Les **mutuelles** sont aussi des entreprises privées. Elles vendent un service marchand d'assurance mais ne recherchent pas le profit (*exemple : les mutuelles pour la santé, complémentaire retraite, etc.*). Cependant, malgré le développement de la protection sociale, la famille reste une institution privée centrale dans la gestion des risques (**la famille** est un groupe social composé de deux personnes au moins, ayant une résidence commune et unies par des liens juridiques de parenté). C'est particulièrement le cas lorsque la protection sociale ne prend pas en charge certains risques. Par exemple, la famille aide financièrement les jeunes au chômage. Dans les sociétés contemporaines, la solidarité familiale existe encore, entre parents et enfants, entre frères et sœurs et entre grands-parents et petits enfants que ce soit sous forme de services (garde d'enfants, courses, etc.) ou sous forme monétaire.

Deux versions de la solidarité collective : la logique d'assistance et la logique d'assurance

La protection sociale désigne l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui permettent aux individus de faire face financièrement aux conséquences des risques sociaux. La protection sociale se base sur le **principe de solidarité collective**, c'est-à-dire sur des dispositifs d'entraide au sein d'une collectivité vis-à-vis des individus ne pouvant subvenir à leurs besoins ou étant victimes de risques divers. Ce principe repose sur l'idée que tous les individus peuvent être touchés par un risque social. Il existe deux logiques au service de la solidarité collective, soit deux grands modèles de protection sociale :

- **Le modèle d'assurance** repose sur les cotisations sociales. Pour bénéficier de la protection il faut avoir cotisé au préalable. C'est un système de redistribution horizontale, il ne s'agit pas forcément de lutter contre la pauvreté ou de diminuer les inégalités mais de transférer des ressources des cotisants vers ceux qui sont victimes de risques sociaux, proportionnellement aux cotisations versées (par exemple des actifs vers les retraités).
- **Le modèle d'assistance** permet d'aider les plus défavorisés sans cotisations préalables. Il s'agit de lutter contre la pauvreté et les inégalités dans une logique de redistribution verticale (des plus riches vers les plus pauvres). Le modèle se finance grâce aux taxes et impôts. La France a un système de protection sociale mixte avec à la fois une logique d'assurance (santé, retraite, chômage) et à la fois d'assistance (RSA, CMU, etc.).

J'applique ce que j'ai appris

1 ★ Indiquez si les exemples suivants sont des risques économiques ou des risques sociaux.

Exemples	Risque économique	Risque social
Le prix de votre maison sur le marché immobilier s'effondre.		
Vous tombez malade.		
Vous perdez votre emploi.		
La société dans laquelle vous avez investi fait faillite.		



Vous allez devenir parent.	
Vous allez devenir retraité.	
Une crise financière occasionne une perte de la valeur de toutes vos actions.	
Vous avez un accident dans une attraction à sensations.	

2 ★ Remplissez le tableau suivant.

	Logique d'assurance	Logique d'assistance
Objectif		
Qui en bénéficie ?		
Financement		
Exemples		

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : le concept de protection sociale et ses modalités, le concept de risques économiques et sociaux

Compétences : Le taux de variation et le coefficient multiplicateur !

Le jour du bac, il est possible que l'on exige de vous le calcul et/ou l'interprétation d'un taux de variation ou d'un coefficient multiplicateur.

Le taux de variation permet d'exprimer une variation en pourcentage, il répond à la question « Quel est le pourcentage de la variation de la donnée sur la période ? ». La formule est : **TV = (Valeur d'arrivée - Valeur de départ) / Valeur de départ x 100 %**. Attention, on multiplie bien par 100 % et pas par 100, sinon le calcul n'est plus juste ! Si le TV est négatif, alors il y a eu une diminution de x % et s'il est positif, alors il y a eu une augmentation de x %. Lorsque que l'on a calculé un taux de variation, on écrit toujours une phrase d'interprétation du type « On remarque que la donnée étudiée a augmenté / diminué de x % ».

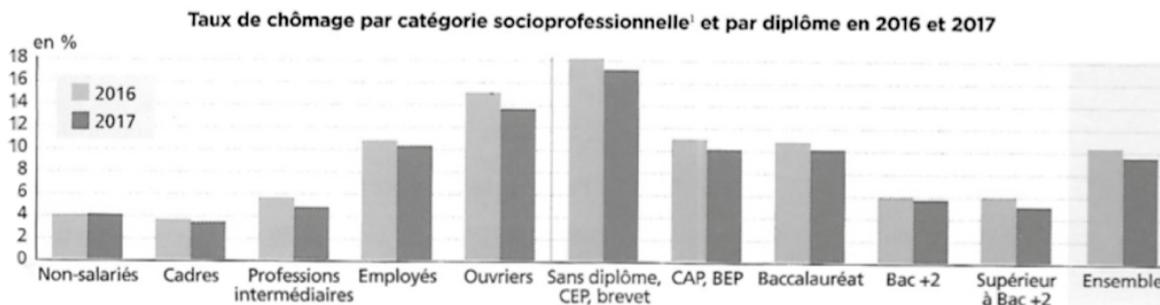
Le coefficient multiplicateur est le nombre par lequel la donnée a été multipliée. Il répond à la question « par combien la donnée a-t-elle été multipliée sur la période ? ». La formule est : **CM = Valeur d'arrivée / Valeur de départ**. Attention, ce n'est pas un pourcentage mais un coefficient, on ne multiplie pas par 100 % ! Si le CM est inférieur à 1 alors il y a eu une diminution et s'il est supérieur à 1 alors il y a eu une augmentation. Lorsque que l'on a calculé un coefficient multiplicateur, on écrit toujours une phrase d'interprétation du type « On remarque que la donnée étudiée a été multipliée par x ».

On peut passer de l'un à l'autre grâce aux formules suivantes :

$$TV = VA / VD - 1 \text{ et } CM = VA / VD$$

$$\text{Donc } TV = CM - 1 \text{ et } CM = TV + 1.$$

Exercice : Je m'entraîne pour la partie 2 de l'épreuve composée (voir la méthode du chapitre 5).



1. Pour les chômeurs il s'agit de la dernière catégorie socioprofessionnelle du dernier emploi occupé.
 Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

Source : « Une photographie du marché du travail en 2017 », *Insee première*, n°1694, 18 avril 2018

Rappel : La partie 2 de l'épreuve composée est une étude de document. Il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant leurs connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

1. Comparez le taux de chômage des cadres et des professions intermédiaires avec celui des employés et des ouvriers en 2017.

.....

.....

.....

.....

2. Comparez le taux de chômage des « sans diplôme, CEP, brevet » avec celui des « bac +2 » et « supérieur à bac +2 » en 2017.

.....

.....

.....

.....

3. Calculez le taux de variation et le coefficient multiplicateur du taux de chômage des ouvriers entre 2016 et 2017.

NB : Le jour du bac, vous n'avez pas de calculatrice, essayez de faire les calculs de tête !

.....

.....

.....

.....

4. Concluez : le risque de perte d'emploi est-il le même pour tous ?

.....

.....

.....

.....

Je retiens l'essentiel

Une **entreprise** est une unité économique dotée d'une autonomie juridique qui combine des facteurs de production pour produire des biens et/ou des services marchands.

► L'entreprise dans le temps

L'entreprise à sa création : le rôle de l'entrepreneur

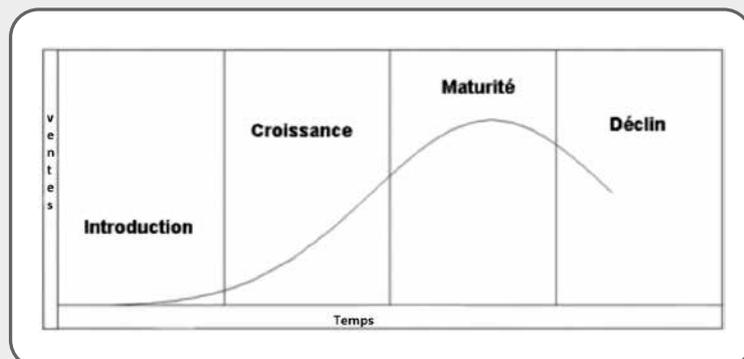
Un **entrepreneur** est un agent économique qui est le fondateur ou le propriétaire-dirigeant d'une entreprise. Il est qualifié comme prenant des risques. Lorsqu'un entrepreneur lance son entreprise, il faut choisir un statut juridique. Le **statut juridique** est l'ensemble des textes juridiques qui déterminent les règles de fonctionnement de l'entreprise ainsi que les droits et obligations des personnes qui la composent. L'entrepreneur peut opter pour différents statuts juridiques. Il peut choisir le statut **d'entrepreneur-individuel**, il n'y a alors pas de distinction entre la personne qui crée l'entreprise (une personne physique, qui a un corps humain) et l'entreprise (une personne morale). L'entreprise et l'entrepreneur sont alors la même personne. Cela lui permet d'avoir accès à une comptabilité simplifiée. Avec ce statut, si l'entreprise fait faillite, les biens personnels de l'entrepreneur(e) peuvent être saisis puisqu'il s'agit de la même personne ! Si l'entrepreneur souhaite embaucher des salariés (moins de 10), alors son statut est celui de **micro-entrepreneur**. Lorsque le chiffre d'affaires de l'entreprise dépasse un certain seuil, l'auto-entrepreneur est obligé de changer de statut juridique : son entreprise devient une société. Ainsi, si la société fait faillite, ses biens personnels ne pourront être saisis ! En créant une société, l'entrepreneur devient **chef d'entreprise**, c'est-à-dire une personne physique qui est à la tête d'une société.

La diversité des figures de l'entrepreneur peut aussi être analysée par sa position et sa fonction économique. L'entrepreneur peut être vu comme celui qui innove et donc qui brise la routine de la vie économique : il est alors **entrepreneur-innovateur**. L'entrepreneur peut aussi apporter du capital et être l'un des propriétaires de l'entreprise, il est alors **actionnaire**. Enfin, l'entrepreneur peut avoir comme fonction d'optimiser les ressources qui lui sont confiées. Il a alors en charge la gestion de l'entreprise. On le qualifie de **manager**. Ces trois fonctions peuvent être occupées par une seule et même personne (par exemple Jeff Bezos chez Amazon) ou par des personnes différentes (par exemple chez L'Oréal).

Le cycle de vie des entreprises

Le cycle de vie d'une entreprise connaît plusieurs étapes :

- **création** : passage d'une idée à un projet d'entreprise (nom de l'entreprise, statut juridique, etc.) ainsi qu'à l'identification, l'achat et l'organisation des facteurs de production (travail et capital). Les ventes démarrent progressivement ;
- **croissance** : accroissement exponentiel des ventes et formation d'un bénéfice qui peut être réinvesti pour continuer son expansion ;
- **maturité** : phase plus ou moins longue de stabilisation de l'activité. L'entreprise possède un chiffre d'affaires solide et fait du profit. Elle a fait ses preuves ;
- **disparition** : déclin des ventes et défaillance de l'entreprise (état de cessation de paiement) entraînant la cessation d'activité.



Le cycle de vie de l'entreprise s'accompagne de changements de statuts juridiques de l'entreprise. Ces derniers dépendent de la volonté de s'associer ou non de l'entrepreneur du besoin de l'entreprise en capitaux, et de la responsabilité financière que souhaitent prendre les propriétaires.

- **EURL** (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) : L'entrepreneur continue son business seul. La différence avec le statut d'entreprise individuelle est que le patrimoine de l'entrepreneur est protégé en cas de faillite : la responsabilité est dite « limitée ».
- **SARL** (société à responsabilité limitée) : L'entrepreneur s'associe avec plusieurs personnes (100 maximum). Les règles de fonctionnement sont fixées par la loi (par exemple la majorité des associés doit donner son accord pour qu'un nouvel associé entre dans l'entreprise).
- **SAS** (société par actions simplifiées) : L'entrepreneur s'associe avec plusieurs personnes (la SAS doit avoir au moins deux associés). Les règles de fonctionnement ne sont pas fixées par la loi. Cela permet de faciliter l'entrée d'investisseurs extérieurs dans l'entreprise et donc de faire rentrer des fonds dans l'entreprise.
- **SA** (société anonyme) : Si le CA de l'entrepreneur dépasse un certain seuil, alors il peut créer une SA. Il s'agit d'une société de capitaux dont les propriétaires sont des actionnaires. Elle doit être composée d'au moins 7 actionnaires si elle est cotée en bourse et d'au moins 2 sinon.

► Comment une entreprise est-elle gouvernée ?

La gouvernance : entre autorité et décentralisation des décisions

Une entreprise est une organisation fondée sur une coordination hiérarchique des actions : elle est traversée par des relations d'autorité. **L'autorité** désigne la capacité à donner des directives et à les faire appliquer. Cependant, la nature des relations d'autorité n'est pas la même selon les choix des entreprises. Elle dépend en effet de la **gouvernance d'entreprise** : l'ensemble des règles qui répartit le pouvoir entre les différents acteurs de l'entreprise. Le mode de gouvernance est plus ou moins **centralisé** (centralisation : les décisions sont prises par un faible nombre de personnes). Plus la gouvernance est centralisée, plus la direction (directeurs/directrices et managers) prend les décisions, ce qui permet un meilleur contrôle et une meilleure coordination des activités. Plus la gouvernance est **décentralisée**, plus les salariés sont libres de prendre des décisions pour leur propre activité, ce qui leur permet de mieux se réaliser dans leur travail.

L'entreprise est aussi un lieu de relations sociales

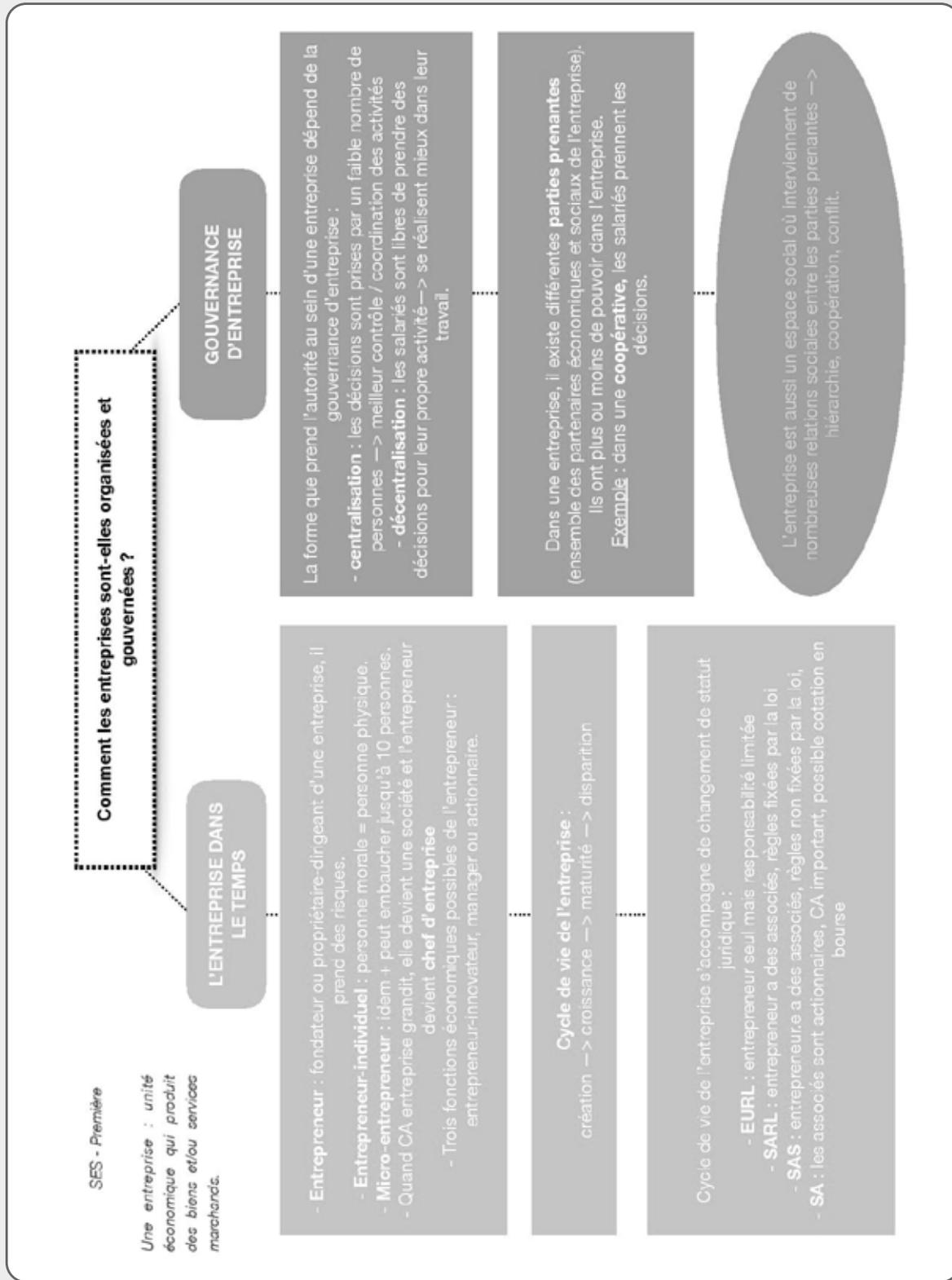
Une entreprise est un lieu de relations sociales entre différentes parties prenantes. **Les parties prenantes** représentent l'ensemble des partenaires économiques et sociaux de l'entreprise. Elles se constituent des fournisseurs (vendent leur produit à l'entreprise), des actionnaires (apportent les fonds nécessaires au développement de l'entreprise et touchent en échange des dividendes), des pouvoirs publics (reçoivent des taxes et des impôts), des syndicats (défendent les intérêts des salariés ou du patronat), des ONG (défendent l'intérêt général : environnement, pauvreté, égalité, etc.), des clients (veulent acheter un produit au meilleur rapport qualité/prix), des riverains (veulent avoir le moins de nuisances sonores, visuelles, etc.) et des salariés (recherchent une rémunération et une reconnaissance professionnelle). En fonction de l'organisation économique de l'entreprise, ces parties prenantes n'ont pas la même importance : dans une entreprise traditionnelle, les décisions sont plutôt prises par la direction, mais il existe des entreprises particulières, les **coopératives**, où les décisions sont prises par les salariés. Dans une coopérative, les salariés sont la force de travail de l'entreprise, mais ils en sont aussi les partenaires privilégiés.

L'entreprise est donc un espace social où interviennent de nombreuses relations sociales entre ses parties prenantes. Ces relations peuvent revêtir plusieurs formes :

- la **hiérarchie** : relation sociale où une inégalité de statut donne de l'autorité à certains sur les autres ;
- la **coopération** : comportement où chacun poursuit ses intérêts en prenant en compte ceux des autres, ou agit au nom d'intérêts communs pour agir ensemble ;
- le **conflit** : discord, affrontement entre groupes sociaux opposés par leurs intérêts, leur position ou leurs idées.

Les relations sociales au sein de l'entreprise sont donc variées et concernent divers acteurs sociaux.

J'applique de nouveau la méthode des fiches du chapitre 1 :



J'applique ce que j'ai appris

1 ★ Vrai ou Faux ? Justifiez.

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
Un individu à la tête d'une entreprise individuelle est qualifié de chef d'entreprise.			
Dans le cycle de vie d'une entreprise, la phase de la maturité correspond à une phase de fragilité de l'entreprise.			
Une EURL peut vendre des actions en bourse.			
Un mode de gouvernance centralisé correspond au fait que les décisions sont prises par un faible nombre de personnes à la direction.			
Les parties prenantes représentent tous les agents qui possèdent l'entreprise.			

2 ★ Pour chaque exemple, expliquer de quel type de relation sociale il s'agit : coopération, hiérarchie ou conflit ?

Une ONG s'associe à une entreprise privée pour l'aider à instaurer une égalité salariale entre les hommes et les femmes.	
Greenpeace bloque l'accès d'une centrale nucléaire, empêchant les salariés et les fournisseurs d'entrer.	
Des salariés séquestrent leur patron pour obtenir de meilleures conditions de travail.	
Des salariés obéissent aux nouvelles directives de la direction : le tri obligatoire des déchets.	
Les clients font remonter des bugs concernant un appareil pas encore sur le marché.	
Un assistant prend un rendez-vous professionnel pour sa patronne.	
Tous les salariés se voient proposer des stock-options par les actionnaires.	
Dans les entreprises de grande taille, ayant le statut de SA, les propriétaires (actionnaires) et les managers sont deux groupes distincts. Pour s'assurer que les managers prennent des décisions avantageant les actionnaires, ils ont recours à des incitations comme une prime selon la valeur boursière, des stock-options (<i>prix préférentiel sur les actions de l'entreprise pour les dirigeants, cela permet de transformer les dirigeants en actionnaires et de modifier leurs intérêts dans l'entreprise</i>), etc.	

En route vers le bac !

Pour la terminale, je retiens bien : les différentes formes que peuvent prendre la hiérarchie au sein d'une entreprise, le cycle de vie d'une entreprise, les différents statuts juridiques.





Exercice : Voici un exercice qui correspond à la partie 2 de l'épreuve d'E3C de première. Pour vous préparer à la méthode de la dissertation et à la réalisation d'un plan (épreuve de terminale) il vous est demandé, à l'aide des documents, de répondre à la question en respectant quelques consignes en plus.

Point méthode :

Étape 1 : Rédigez une petite phrase d'introduction.

Étape 2 : Organisez votre réponse en deux ou trois paragraphes. Attention : chaque paragraphe devra être nommé par une phrase qui en résume l'idée principale, et chaque paragraphe devra être organisé sous le format AEI.

Étape 3 : Rédigez une petite phrase de conclusion.

Ainsi, le format attendu est le suivant :

Phrase d'introduction

I - Titre paragraphe 1

Paragraphe 1 sous forme AEI

II- Titre paragraphe 2

Paragraphe 2 sous forme AEI

Phrase de conclusion

Sujet : À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que les entreprises suivent un cycle de vie qui diffère en fonction du contexte et de leurs caractéristiques.

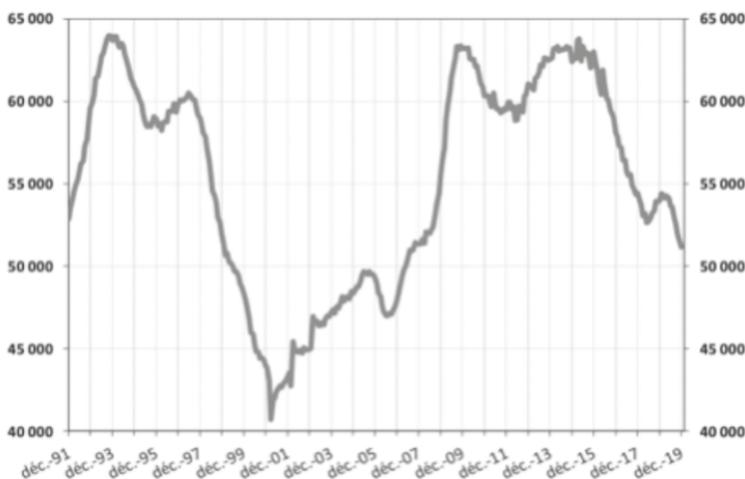
DOCUMENT 1 :

Parmi les 138 000 entreprises immatriculées au premier semestre 2010, hors régime de l'auto-entrepreneur, 60 % sont encore actives après cinq ans, soit 8 points de plus que pour la cohorte de 2006. Cet écart s'explique en partie par une proportion plus importante de créations de sociétés en 2010, plus durables que les entreprises individuelles, et par une conjoncture plus favorable que pour la génération 2006. Si le statut juridique est prépondérant pour la pérennité des entreprises, l'importance du secteur d'activité reste notable. Dans le secteur de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale, 75 % des projets débutés sont encore actifs cinq ans plus tard ; ils sont 71 % dans les activités financières et d'assurance. La pérennité demeure plus faible dans le commerce (52 %) et la construction (55 %). Elle est d'autant plus élevée que le montant investi à la création est important. De même, elle continue de croître avec l'expérience professionnelle du créateur.

Le développement des unités pérennes génère plus de 56 000 emplois sur cinq ans, tandis que la disparition des entreprises non pérennes en détruit près de 76 000.

Source : « Les entreprises créées en 2010 plus pérennes que celles créées en 2006 touchées par la crise », Jocelyne Béziau et Nicolas Bignon, Insee Première, 2017.

DOCUMENT 2 : Nombre d'entreprises s'étant déclarées en faillite



Source : Banque de France : « Les défaillances d'entreprises - France - Janvier 2020 »

À faire sur feuille.

1^{re}

Corrections des exercices de SES

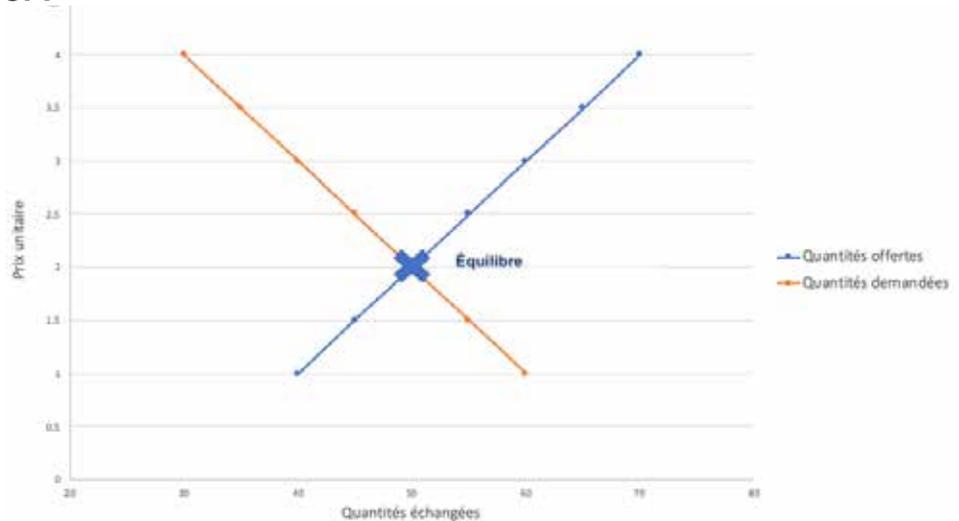
1

Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

1

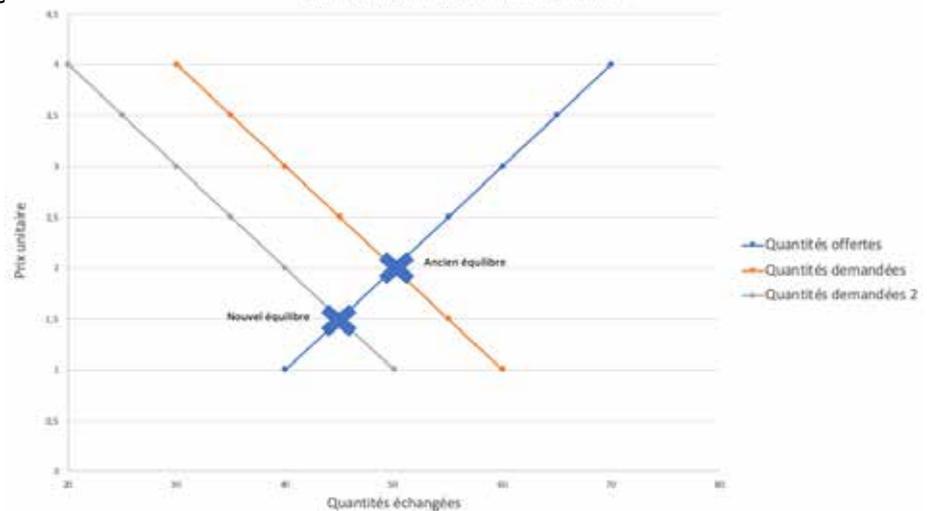
L'équilibre en CPP

1/



L'équilibre est atteint lorsque le prix d'équilibre est de 2 € le kg et que la quantité offerte et demandée est de 50 tonnes de fraises

2/



Il s'agit d'un choc de demande négatif : pour un même prix, la quantité demandée est inférieure. Il y a donc un déplacement de la courbe de demande vers la gauche. Ainsi, l'équilibre se déplace vers le bas (et la gauche) : il y a une diminution des quantités demandées et du prix !

2

Déplacement le long de la courbe ou déplacement de la courbe ?

Une augmentation du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande
Une forte diminution du prix des œufs en chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande
Une diminution du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande
L'arrivée prochaine d'une super semaine de promotion sur les tablettes de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande
Une augmentation du revenu de tous les amateurs de tablettes de chocolat.	Déplacement le long de la courbe de demande / Déplacement de la courbe de demande

Une augmentation du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe d'offre/ Déplacement de la courbe d'offre-
Une diminution du prix du cacao.	Déplacement le long de la courbe d'offre/ Déplacement de la courbe d'offre
Une diminution du prix unitaire de la tablette de chocolat.	Déplacement le long de la courbe d'offre/ Déplacement de la courbe d'offre-
Une augmentation du coût des emballages de tablettes de chocolat.	Déplacement le long de la courbe d'offre/ Déplacement de la courbe d'offre
L'instauration d'une taxe forfaitaire sur chaque tablette produite.	Déplacement le long de la courbe d'offre/ Déplacement de la courbe d'offre

2 Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?

1 Vrai ou faux ?

	Vrai ou faux ?
L'oligopole est une situation dans laquelle il y a une seule entreprise sur un marché.	FAUX → Il y a peu d'entreprises et une multitude de demandeurs.
Le pouvoir de marché est plus important en oligopole qu'en CPP.	VRAI → Moins il y a d'offeurs, plus le pouvoir de marché (capacité à influencer les prix) est important.
La guerre des prix est un engrenage : l'entreprise qui est parvenue à fixer un prix plus faible se voit copiée par les autres (et ainsi de suite).	VRAI → Elles se copient pour ne pas perdre leurs clients respectifs.
La guerre des prix est sans risque.	FAUX → À force de rogner leurs marges, les entreprises peuvent faire faillite !
La guerre des prix a pour but d'éliminer les concurrents.	VRAI → Le but est de gagner des consommateurs et de prendre des parts de marché sur les concurrents afin de les faire disparaître du marché.
L'entente est plus avantageuse que la guerre des prix car elle permet à toutes les entreprises qui y participent de faire plus de profit.	VRAI → En effet, elles fixent un prix supérieur à celui de la CPP.
Le dilemme du prisonnier montre que les entreprises ont intérêt à former des ententes.	VRAI → Pour les entreprises, l'entente est plus profitable que l'engagement d'une guerre des prix.
Le dilemme du prisonnier montre que les entreprises agissent rationnellement en fonction de leur intérêt individuel mais pas de l'intérêt collectif.	VRAI → D'un point de vue collectif, elles ont tout intérêt à faire des ententes, mais à l'échelle individuelle, elles ont intérêt à « tricher », c'est-à-dire à faire une guerre des prix.
Le dilemme du prisonnier montre que les entreprises ont intérêt à faire une guerre des prix.	FAUX → Il montre l'inverse, mais explique pourquoi elles font une guerre des prix (poursuite des intérêts individuels et non collectifs).

2

1) Déterminez l'équilibre du marché français des fraises à partir d'une représentation graphique. Marge = recettes - charge = 300 000 - 200 000 = 100 000. La marge réalisée par la SNCF est donc 100 000 €.

2) Représentez graphiquement le nouvel équilibre. Que remarquez-vous ?

Pour la SNCF : Marge = recettes - charges = 150 000 - 200 000 = - 50 000

Pour Poudlard Express : Marge = recettes - charges = 150 000 - 200 000 = - 50 000

La SNCF ne réalise pas de marge, mais une perte de 50 000 euros tout comme le Poudlard express. Comparé à la situation numéro 1, au lieu de réaliser un gain de 100 000 à l'échelle de la société, on réalise globalement une perte de 100 000. On peut en conclure que dans une situation avec de forts coûts fixes, il est plus rentable pour l'ensemble de la société qu'une seule entreprise produise, sinon elles doivent toutes supporter les coûts fixes et leur activité risque alors de ne plus être rentable, comme dans le cas de l'exercice. La production du service de voyage ferroviaire risque alors de disparaître, empêchant ainsi la production d'un service essentiel à la société.

3

Les ententes

1) Supposons que X diminue son prix à 15 euros, que devraient faire Y, Z et A ?

Si X diminue son prix à 15 euros, alors Y, Z et A devront faire de même s'ils ne veulent pas voir tous leurs clients partir pour l'entreprise X.

2) Est-ce intéressant pour l'entreprise X de baisser son prix à 15 euros ? Expliquez votre réponse.

Si X diminue son prix à 15 euros, alors elle va réaliser un profit de 10 euros. C'est moins que la situation d'avant où elle vendait son produit 20 euros et réalisait un profit de 15 euros. De plus si toutes les entreprises baissent leur prix pour imiter X, alors X ne parviendra même pas à obtenir plus de clients. Le seul résultat qu'elle obtiendra sera une baisse de son profit.

3) Afin de maintenir le prix de 20 euros et leur part de marché, que peuvent avoir intérêt à faire ses producteurs ?

Ils peuvent décider de s'entendre, de réaliser ce que l'on appelle une entente. Secrètement ils peuvent donc convenir d'un prix à pratiquer en commun. Ils s'accordent sur le fait qu'ils ne se livreront pas concurrence pour faire baisser leurs prix. Chacun continue à vendre à 20 euros et détiendra toujours 25 % du marché. Ils pourraient même envisager de monter le prix à 30 euros ! (NB : Les ententes sont bien sûr illégales !)

3

Quelles sont les principales défaillances de marché ?

1

<p>1) Les défaillances de marché se caractérisent par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une imperfection de la concurrence. - Un fonctionnement des mécanismes du marché inefficace ou inadéquat. - Un petit nombre d'offreurs et une multitude de demandeurs. - Une loi de l'offre et de la demande qui ne parvient pas à fonctionner. 	<p>2) Une externalité, c'est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une conséquence positive ou négative d'une activité économique qui n'est pas prise en compte dans le prix du marché. - Une conséquence positive ou négative d'une activité économique qui est prise en compte dans le prix du marché. - Une défaillance de marché. - Une imperfection de la concurrence.
<p>3) Un bien collectif, c'est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un bien correspondant au critère de non-exclusion et de non-rivalité. - Un bien correspondant au critère de non-exclusion et de rivalité. - Un bien correspondant au critère d'exclusion et de rivalité. - Un bien correspondant au critère d'exclusion et de non-rivalité. 	<p>4) Le marché est défaillant en présence de biens communs car :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ce sont des biens n'ayant pas de prix et que le marché ne sait pas prendre en compte. - Ce sont des biens qui sont plus exploités qu'ils ne devraient l'être. - Ce sont des biens dont le prix n'est pas assez élevé. - Ce sont des biens qui n'existent pas.

5) L'asymétrie d'information peut prendre la forme... :

- ... de comportement de sélection adverse ou d'anti-sélection.
- ... de comportement d'aléa moral.
- ~~... de comportement de sélection adverse : après la signature d'un contrat, l'un des deux contractants a plus d'informations que l'autre.~~
- ... de comportement de sélection adverse : avant la signature d'un contrat, l'un des deux contractants a plus d'informations que l'autre.

6) Le comportement d'anti-sélection entraîne une défaillance de marché car :

- ~~il y a un manque d'information chez les acheteurs qui ne connaissent pas l'existence du marché.~~
- En l'absence de garantie d'informations fiables, les agents économiques préfèrent se retirer du marché : les offreurs et les demandeurs disparaissent.
- Le marché n'est pas capable d'intégrer toutes les informations possibles afin que l'échange se réalise de manière optimale.

REMARQUES :

- Question 1 : Confondre imperfection de marché et défaillance de marché est une grosse erreur. En cas d'imperfection de marché, les mécanismes de l'offre et de la demande fonctionnent, mais moins bien car au moins l'une des conditions de la CPP n'est pas remplie. En cas de défaillance, les mécanismes du marché ne parviennent pas à fonctionner de manière adéquate : le marché ne peut pas répartir les ressources de manière optimale et cela n'a rien à voir avec le degré de concurrence.

- Question 2 : Les externalités mettent le marché en défaillance : elles n'ont donc rien à voir avec la concurrence. Le marché ne parvient pas à gérer les effets externes car il ne parvient pas à intégrer ses effets externes dans le prix du marché : cela conduit à une sous-production des biens ou services générant des externalités positives et à une surproduction des biens et des services générant des externalités négatives.

- Question 4 : Les biens communs sont des biens qui n'ont pas de prix (non exclusion) mais qui remplissent le critère de rivalité. Or, le marché ne prend en charge que les biens ou les services ayant un prix, un bien sans prix ne peut être pris en charge par le marché. Les biens communs sont donc souvent surexploités car les forces du marché ne peuvent réguler leur exploitation.

- Question 5 : Les asymétries d'informations peuvent occasionner deux types de comportement : la sélection adverse et l'aléa moral. Cependant, ces comportements n'interviennent pas au même moment : la sélection adverse a lieu avant la signature du contrat, l'aléa moral après.

- Question 6 : Les comportements d'anti-sélection proviennent du fait que, par manque d'information et de transparence, les demandeurs ne font pas confiance dans le produit présenté par les offreurs. De fait, les acheteurs exigent des prix trop faibles aux yeux des vendeurs. Les vendeurs honnêtes et détenteurs de produits de qualité quittent le marché. Il ne reste alors que les vendeurs détenteurs de produits médiocres. La confiance des acheteurs s'érode alors, ils quittent le marché. Il n'y a donc plus d'acheteurs et de vendeurs et donc plus d'échange. Donc le marché disparaît.

2 La valeur des externalités

Externalité négative = coût social - cout privé = 12 000 - 10 000 = 2 000 euros par voiture. Le prix est trop bas car il n'intègre pas les coûts de dépollution. Ainsi, puisque le prix est trop bas, les agents économiques vont trop consommer ce bien polluant par rapport à ce qui est optimal pour la société. Si le prix était de 12 000 €, alors les agents consommeraient moins (puisque c'est plus cher), ainsi il y aurait moins de production de voitures et donc moins de pollution et on arriverait à une situation optimale.

2. Pourquoi le marché est-il défaillant en présence de biens communs ?

Argument → Le marché est défaillant en présence de biens communs puisque ce sont des biens sans prix, ce qui empêche les mécanismes du marché d'atteindre une situation optimale pour tout le monde.

Explications → Les biens communs sont des biens rivaux (ma consommation empêche celle d'un autre) mais non exclusifs : ils ne nécessitent pas de payer un prix pour y avoir accès. Or sans prix, le marché n'est pas capable de répartir les biens communs étant donné que le prix est l'élément qui permet de faire fonctionner les mécanismes de l'offre et de la demande. Cela conduit donc à une surexploitation des biens communs : puisque personne n'en paye le prix, les consommateurs en utilisent plus que ce qui serait optimal pour la société !

Illustration → Par exemple, les réserves halieutiques sont des biens communs. Il y a une surexploitation de ces ressources naturelles puisque personne n'en paye le prix ! Si je pêche un poisson, ma consommation empêche celle d'un autre, mais comme je n'en paie pas le prix alors rien ne m'empêche de pêcher tous les poissons du lac.

4 Comment les agents économiques se financent-ils ?

1. **Quel est le chiffre d'affaire de votre start-up ce mois-ci ?** $CA = 500 \times 10 = 5\,000 \text{ €}$

2. **Quelle est la valeur des consommations intermédiaires ?** $CI = \text{quantités achetées} \times \text{prix d'achat} = 500 \times 2 = 1\,000 \text{ €}$

Attention : les consommations intermédiaires comprennent **EXCLUSIVEMENT** les biens et services immatériels détruits au cours du processus de production ! C'est un piège ! Un salarié est un facteur de production durable.

3. **À combien s'élève la valeur ajoutée ?**

$VA = CA - CI = 4\,000 \text{ €}$. On ne compte pas les CI dans la valeur ajoutée car c'est une richesse produite par une autre entreprise !

4. **À combien s'élève le profit ?** $\text{Profit} = VA - \text{salaires} - \text{impôts sur la production} = 4\,000 - 1\,000 - 500 = 2\,500 \text{ €}$

5. **À combien s'élève le bénéfice ?** $\text{Bénéfice} = \text{Profit} - \text{dividendes et intérêts versés} - \text{IS} = 2\,500 - 1\,000 - 500 = 1\,000 \text{ €}$

6. **Vous voulez investir dans un nouveau camion à pizzas. Il coûte 2 000 €. Comment le financez-vous ?** Vous utilisez les 1 000 € d'épargne brute pour financer une partie de l'investissement : on parle d'autofinancement (ou financement interne). Pour financer les 1 000 € restants vous pouvez contracter un crédit bancaire (financement externe indirect) ou avoir recours au marché financier (financement externe direct) en émettant des actions ou des obligations (emprunt obligataire).

2. **1. Calculez le montant mensuel des revenus primaires du ménage.**

Les revenus primaires sont les revenus perçus par les ménages en contrepartie de leur apport en travail, en capital ou les deux (revenus mixtes). Ici, le ménage perçoit des revenus en contrepartie de leur apport en travail : 2 650 € pour Camille et 3 000 € pour Jessica, mais aussi en contrepartie de leur apport en capital (elles possèdent un appartement qu'elles louent pour 650 €). Le montant mensuel total des revenus primaires du ménage est donc de $2\,650 + 3\,000 + 650 = 6\,300 \text{ €}$.

2. **Calculez le montant mensuel des prélèvements obligatoires du ménage.**

Les prélèvements obligatoires correspondent aux versements que les agents économiques doivent verser aux administrations publiques. Ici Camille verse 530 € de cotisations sociales et Jessica 600 €. De plus, le ménage paye 1 000 € d'impôts sur le revenu par mois. Au total, le montant mensuel total des PO est de $530 + 600 + 1\,000 = 2\,130 \text{ €}$.

3. Calculez le montant mensuel des prestations sociales du ménage.

Chaque mois, le ménage perçoit 131 € d'allocations familiales.

4. Pour finir, calculez le montant mensuel du revenu disponible du ménage.

Le revenu disponible mensuel du ménage correspond donc aux revenus primaires, diminués des prélèvements obligatoires et majorés des prestations sociales : $6\,300 - 2\,130 + 131 = 4\,301$ € par mois. Le ménage possède donc 4 301 € par mois pour consommer et épargner.

3 Vrai ou faux ?

1. FAUX. C'est l'inverse. On est en capacité de financement quand notre épargne est supérieure à nos investissements.
2. FAUX. Le revenu primaire ne peut être utilisé tel quel car il subit des transformations (PO et PS). C'est le revenu disponible que le ménage peut utiliser pour consommer et épargner.
3. FAUX. Il ne faut pas confondre EBE et VA. Une partie de la VA permet de rémunérer les salaires, l'EBE est ce qu'il reste une fois les impôts sur la production et les salaires payés.
4. VRAI. L'autofinancement représente la capacité d'une entreprise à financer elle-même ses investissements.
5. FAUX. Le système financier permet de mettre en relation les agents en capacité et en besoin de financement afin que l'épargne des uns puisse financer l'investissement des autres.
6. FAUX. Lorsqu'un agent se finance en contractant un crédit auprès d'une banque, on parle de financement indirect car il est intermédié.
7. FAUX. Les ménages ne peuvent pas émettre d'actions et d'obligations.
8. VRAI. En effet, placer son épargne donne le droit de percevoir un intérêt (pour récompenser la privation temporaire de consommation) et emprunter donne l'obligation de payer un intérêt (car on peut disposer de son financement tout de suite).
9. VRAI. Les entreprises ont le choix dans la façon dont elles se financent !
10. FAUX. Il représente la différence entre les recettes et les dépenses, et non l'inverse.
11. FAUX. On parle de déficit budgétaire quand le solde budgétaire est négatif et que l'État dégage un besoin de financement.
12. VRAI. La politique budgétaire vise à influencer la demande globale en modifiant le niveau des recettes et/ou des dépenses effectuées par l'État.

	Politique budgétaire de relance	Politique budgétaire de rigueur (ou d'austérité)
Contexte de mise en œuvre de la politique	Faible croissance voire crise économique. Taux de chômage élevé.	Croissance trop rapide, plein emploi. Risque d'inflation (l'Offre Globale est sous pression).
Objectifs de la politique	Augmenter la demande des consommateurs (consommation) et des entreprises (investissements).	Diminuer la demande globale (car l'offre est saturée).
Mesures mises en place par l'État	- Augmentation de la dépense publique (augmentation des revenus, subvention d'entreprise, financement des travaux publics). - Diminution des recettes (diminution des impôts).	- Diminution des dépenses publiques (pas de subvention d'entreprise, pas de financement des travaux publics, etc.). - Augmentation des recettes (les impôts).
Effets positifs	Augmentation de la demande globale (consommation et investissement) et de la production. Diminution du chômage.	Baisse de la demande et baisse de l'inflation.
Effets négatifs	Augmentation de la dette et inflation.	Risque de chômage.

5 Qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ?

1

Affirmations	Vrai ou faux ?	Justifications
La fonction d'unité de compte permet de comparer la valeur de produits pourtant très différents.	Vrai	La monnaie permet de comparer la valeur des produits car ils ont tous un prix exprimé en une unité commune, par exemple l'euro.
La monnaie fiduciaire a une valeur intrinsèque très importante.	Faux	La monnaie fiduciaire a une valeur faciale complètement déconnectée de sa valeur intrinsèque : un billet de 100 euros ne coûte que quelques centimes à produire.
La masse monétaire représente la quantité de monnaie en circulation dans une économie à un moment donné.	Vrai	La masse monétaire correspond à la quantité de monnaie en circulation.
Si, sur une période, le montant des crédits remboursés est supérieur au montant des crédits accordés alors la masse monétaire augmente.	Faux	Rembourser un crédit alimente le processus de destruction monétaire : si le montant des crédits remboursés est supérieur au montant des crédits accordés, alors il y a une plus grande quantité de monnaie détruite que de monnaie créée.
Les banques de second rang créent de la monnaie scripturale lorsqu'elles accordent un crédit sans utiliser l'épargne d'un autre agent.	Vrai	Le financement peut être non monétaire : les dépôts des uns font les crédits des autres. Mais le financement peut se faire par création monétaire : dans ce cas, la banque accorde un crédit sans épargne préalable, elle crée de la monnaie à partir de rien.
Seules les banques centrales peuvent émettre de la monnaie fiduciaire.	Vrai	Les banques centrales ont le monopole de l'émission de monnaie centrale (monnaie fiduciaire + monnaie scripturale centrale).
Les banques de second rang peuvent créer autant de monnaie scripturale qu'elles le souhaitent.	Faux	La création de monnaie scripturale est liée à la monnaie centrale (voir les trois raisons évoquées dans le cours). Une banque ne peut donc pas créer de la monnaie de manière illimitée car elle est limitée par la quantité de monnaie centrale à détenir.

La Banque centrale prête de la monnaie centrale aux banques qui à leur tour peuvent prêter de la monnaie scripturale à leurs clients.	Vrai	La Banque centrale (banque des banques) prête de la monnaie centrale aux banques. Cette monnaie est nécessaire à leur activité.
Lorsque la Banque centrale augmente ses taux d'intérêt directeurs, les banques accordent davantage de crédit et la masse monétaire augmente.	Faux	Si la BC augmente le TID, alors la monnaie centrale coûte plus cher, donc les banques vont augmenter le coût des crédits qu'elles accordent : il y aura moins d'emprunteurs, donc moins de création monétaire, donc une masse monétaire moins importante.
En cas d'inflation, la Banque centrale mène une politique monétaire expansionniste.	Faux	En cas d'inflation, la BC mène une politique monétaire restrictive : elle cherche à réduire la quantité de monnaie en circulation afin de ralentir la demande pour ralentir l'inflation.

2

Actif (+)	Passif (-)
Créance = 1 000 €	Compte de A : 1 000 € Compte de B : 0 € Compte de C : 0 €



Création monétaire

3

1. À partir de quoi la banque IZ accorde-t-elle un crédit à l'agent ? À partir de rien. En effet, dans le processus de création monétaire, ce sont les crédits qui font les dépôts, la monnaie est créée à partir de rien (ex nihilo).

2. Pourquoi l'euro est-il nécessaire pour que les individus puissent échanger ? Avec deux monnaies différentes, la monnaie IZ et la monnaie AL par exemple, seuls les agents de la même banque peuvent échanger. Chaque monnaie est utilisable au sein du circuit bancaire de la banque qui en est l'émettrice. Mais si deux individus venant d'une banque différente souhaitent échanger, alors la banque doit transposer sa monnaie en euro afin de la donner à l'autre banque.

NB : Ici l'euro correspond à ce que l'on appelle la monnaie centrale ! C'est une image qui a été utilisée dans la vidéo pour simplifier et faire comprendre qu'il faut convertir la monnaie des banques commerciales en monnaie acceptée par toutes les banques (la monnaie centrale).

3. Pourquoi dit-on que la BC est la « banque des banques » ? Les banques commerciales sont obligées d'avoir un compte à la Banque centrale. Ce compte est rempli de monnaie centrale, qui est utilisée pour permettre aux banques d'échanger des liquidités entre elles. Si les banques n'ont pas assez de monnaie centrale pour rembourser leurs dettes, elles empruntent directement à la BC.

4. Pourquoi les banques ne peuvent-elles pas accorder des crédits de façon illimitée ? Les banques doivent répondre aux exigences en liquidité de leurs clients, c'est-à-dire les demandes de pièces et de billets mais doivent aussi détenir suffisamment de monnaie centrale pour échanger avec les autres banques. Ainsi le pouvoir de création monétaire est limité par les besoins en monnaie centrale.

Bien exploiter un document statistique :

Un document statistique peut être un tableau, un graphique ou une carte. Il est très important de bien savoir l'analyser pour la partie 2 de l'épreuve composée ! Les premières choses à faire face à un document statistique est d'identifier de quel type de document il s'agit, quelle est la période étudiée et quelle est la source (est-ce une source officielle comme l'INSEE ou l'OCDE ?). Ensuite, il faut dégager les informations principales du document et les utiliser pour répondre à la question posée. Il est important de bien citer les chiffres du document dans son argumentaire. N'hésitez pas à faire des petits calculs pour montrer que vous maîtrisez bien le taux de variation et le coefficient multiplicateur (compétences officiellement attendues, voir partie 4 du chapitre 12). Lorsque vous rédigez votre réponse, tous ces éléments d'analyse doivent apparaître !

Exemple de partie 2 d'épreuve composée : A l'aide du document et de vos connaissances, expliquez le concept de dématérialisation de la monnaie.

%	1960	1970	1980	1990	2000	2007
Pièces	1,2	1,1	1,2	1,0	0,8	-
Billets	41,0	31,6	20,0	14,0	11,8	10,0 ¹
Dépôts à vue	57,8	67,3	78,8	85,0	87,4	<u>90,0</u>
Total	100	100	100	100	100	100

1. Les pièces et les billets sont confondus à partir de 2004

Banque de France

Réponse possible : La dématérialisation de la monnaie est le processus caractérisant le fait qu'au cours de l'Histoire la monnaie est de moins en moins matérielle : si dans un premier temps la monnaie avait une valeur intrinsèque (monnaie marchandise et métallique) elle prend progressivement la forme d'une monnaie à la valeur faciale (monnaie fiduciaire et scripturale). Puis, la dématérialisation de la monnaie s'est traduite par le fait que la monnaie scripturale remplace progressivement la monnaie fiduciaire : la monnaie est de plus en plus virtuelle, de moins en moins physique. Le **tableau statistique** ci-dessus, produit par la **Banque de France après 2007** illustre très bien ce phénomène. Il permet de voir qu'un cours du temps la **proportion de pièces et de billets dans la monnaie totale en circulation diminue en France, tandis que la part des dépôts à vue est de plus en plus importante dans la masse monétaire**. Entre 1960 et 2007 on peut en effet voir que la part des billets dans la masse monétaire française est **environ quatre fois moins importante** tandis que la part de dépôts à vue a **augmenté de plus de 30 points de pourcentage** ! Ainsi, le processus de dématérialisation de la monnaie se traduit par le fait que de nos jours la masse monétaire française est constituée à **90 % de monnaie scripturale et de 10 % de monnaie fiduciaire**.

6 Comment la socialisation contribue-t-elle à expliquer les différences de comportement des individus ?

1

Affirmations	vrai	faux	Justifications
La socialisation est un processus qui dure toute la vie d'un individu.	X		La socialisation commence dès la naissance et s'achève à la mort de l'individu. La socialisation primaire concerne le processus de socialisation que connaît l'individu durant l'enfance et l'adolescence, la socialisation secondaire concerne le processus de socialisation que connaît l'individu de l'âge adulte jusqu'à la fin de sa vie.

Les façons d'agir, de penser et d'anticiper l'avenir sont les mêmes chez tous les individus.	x	On observe certaines grandes régularités statistiques qui illustrent le fait que les façons d'agir, de penser et d'anticiper l'avenir diffèrent en fonction de certains grands critères comme le genre ou encore le milieu social.
Des individus issus d'un même milieu social connaîtront une socialisation identique.	x	Bien qu'au sein d'un même milieu social, les façons d'agir, de penser et d'anticiper l'avenir soient similaires, il faut aussi prendre en compte les configurations familiales car elles influencent les conditions de socialisation des individus. Cela peut expliquer que deux individus connaissent une réussite scolaire différente, malgré le fait qu'ils appartiennent au même milieu social. Ainsi, même si la socialisation est, de manière globale, différenciée en fonction du genre ou du milieu social, il y a aussi des variables « internes » à prendre en compte.
La socialisation secondaire est totalement conditionnée par la socialisation primaire.	x	Il y a certes un lien étroit entre socialisation primaire et secondaire. Le fait que la socialisation primaire intervienne durant l'enfance et dans un climat d'affection et d'amour lui donne un caractère plus fort, plus prégnant. Mais cela ne veut pas dire que tout se joue dans la socialisation primaire. La socialisation primaire laisse des traces indélébiles ou quasi indélébiles, mais elle ne détermine pas totalement les socialisations secondaires. Ces socialisations secondaires peuvent être soit en adéquation avec la socialisation primaire : on parlera de socialisation de renforcement ; en rupture avec la socialisation primaire : on parlera de socialisation de reconversion .
Les enfants, une fois adultes, font tous les mêmes choix politiques que leurs parents.	x	La socialisation primaire peut affecter de façon importante le choix politique des individus. Mais la socialisation politique se poursuit à l'âge adulte au contact des groupes de pairs, du milieu professionnel, conjugal, associatif. L'individu rencontre donc de nombreuses instances qui peuvent également façonner ses habitudes politiques.
La socialisation secondaire peut être en rupture avec la socialisation primaire.	x	On parle de socialisation de reconversion pour évoquer la situation d'un individu qui connaît une socialisation secondaire aux antipodes de sa socialisation primaire. Par exemple une femme qui devient chirurgienne va connaître une socialisation secondaire en accord avec une socialisation primaire typiquement masculine.
Une trajectoire est qualifiée d'improbable quand elle ne correspond pas aux régularités statistiques.	x	On qualifie d'improbable la trajectoire d'un individu lorsque cette dernière ne correspond pas aux régularités statistiques. Par exemple si 2,71 % des sages-femmes sont des hommes, devenir sage-femme est une trajectoire improbable pour un homme.

2) $1) 59\,434 / 111\,718 = 0,532 \Rightarrow 53,2 \%$

2) Sur 100 étudiants inscrits dans la filière commerce/vente 53,2 sont des filles.

~~Il y a 53,2 filles sur les 111 718 étudiants que compte la filière commerce/vente.~~

53,2 % des étudiants en commerce/vente sont des étudiantes.

Le nombre de filles en commerce/vente est plus important que le nombre de garçons.

3) $x/12\,689 = 0,099$

$x = 0,099 \times 12\,689$

$x = 1\,256,211 \Rightarrow$ on arrondit = 1 256

$1257/69831 = 0,018 \Rightarrow 1,8 \%$

4) On peut qualifier de trajectoire improbable la trajectoire d'une fille qui devient étudiante dans la filière travail du bois et de l'ameublement ou dans la filière électricité, électronique car la part des filles représente respectivement 9,9 % et 1,8 % des élèves dans ces filières. Il s'agit donc d'une trajectoire improbable car la probabilité d'être étudiant dans la filière du travail du bois et de l'ameublement ou de l'électricité, électronique est plus grande que la probabilité d'y être étudiante.

Affirmations	vrai	faux	Justifications
Un groupe primaire est un groupe de taille moyenne à importante, avec un degré d'intimité moyen ou faible, et des relations irrégulières.		X	C'est la définition d'un groupe secondaire !
Les ouvriers ont le même niveau hiérarchique que les cadres.		X	Les ouvriers ont un niveau hiérarchique inférieur à celui des cadres : les ouvriers sont moins libres des tâches qu'ils doivent faire, ils sont plus soumis à une hiérarchie.
La solidarité mécanique est une forme de lien social et un principe d'organisation de la société basés sur la similitude des membres du groupe.	X		En effet, c'est la solidarité qui domine dans les sociétés traditionnelles selon Durkheim !
Le processus d'individualisation est un processus d'émancipation et d'autonomisation qui pousse les individus à l'égoïsme.		X	Attention ! L'individualisme en sociologie n'a rien à voir avec l'égoïsme (sens commun) ! C'est en revanche une autonomisation et une émancipation des individus.
Les réseaux numériques n'effacent pas les différences sociales (genre, âge, etc.) et les frontières sociales.	X		Ils reproduisent la réalité sociale physique de façon numérique / immatérielle.
La montée de la précarité affaiblit voire rompt les liens de participation organique.	X		L'instabilité de l'emploi (CDD, intérim, etc.) et la montée du chômage rend difficile l'intégration professionnelle et le tissage du lien social qui peut en découler !
Les ruptures des différents liens sociaux peuvent être cumulatives.	X		La rupture du lien conjugal peut entraîner une difficulté à maintenir le lien de filiation ; la rupture du lien de participation organique est de même rarement sans effet sur les liens électifs et peut précipiter dans l'isolement relationnel.

2 D'après Durkheim, les sociétés traditionnelles se caractérisaient par une solidarité **mécanique**, où les individus sont **semblables**. Cependant, la **division sociale du travail (DST)** rend les individus de plus en plus différents au cours du temps : comme ils se spécialisent les individus n'effectuent plus les mêmes activités, ils n'ont plus nécessairement les mêmes **croyances** et préoccupations. Dans les sociétés modernes, la solidarité qui domine est donc **organique** : la société est faite d'individus **interdépendants**, ils ont besoin les uns des autres. La solidarité n'est plus à chercher dans les similitudes mais dans les **différences**. La société est ici comparée à un **corps** et les individus à ses **organes** : si l'un d'eux dysfonctionne alors le **corps** est malade. Paradoxalement, les individus sont donc de plus en plus dépendants les uns des autres mais aussi autonomes : c'est le processus **d'individualisation**.

3 **Groupe social** : collectif d'individus liés les uns aux autres et se reconnaissant mutuellement comme tels.

Groupe primaire : groupe social de petite taille, ayant un degré d'intimité élevé, des relations proches et directes.

Groupe secondaire : groupe de taille moyenne à importante, avec un degré d'intimité moyen ou faible, et des relations irrégulières.

Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) : nomenclature qui classe les individus en fonction de différents critères socioéconomiques : leur niveau de diplôme, leur niveau hiérarchique, leur secteur d'activité, leur statut juridique.

Processus d'individualisation : processus au cours duquel l'individu s'affranchit de plus en plus des règles et des valeurs issues de la conscience collective.

Solidarité mécanique : forme de lien social et principe d'organisation de la société basés sur la similitude des membres du groupe.

Solidarité organique : forme de lien social et principe d'organisation de la société basés sur la différenciation et la complémentarité des membres du groupe.

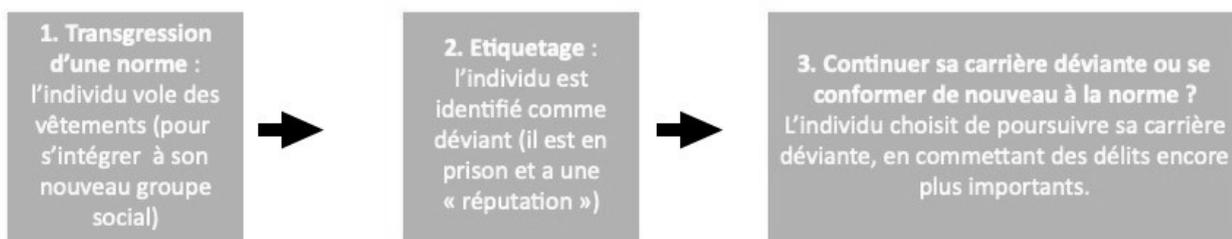
Étape 1 : Présenter le document	
J'identifie la nature du texte (est-ce un article de presse, un extrait d'ouvrage, etc.).	Le texte provient d'un ouvrage de Serge Paugam intitulé <i>Le Lien social</i> .
Je repère le thème abordé.	Le texte aborde le thème de l'intégration professionnelle.
Je cherche le contexte temporel et spatial (où et quand).	L'ouvrage a été publié en 2010. Ici nous n'avons pas explicitement d'information sur le contexte spatial.
Je fais une phrase pour présenter le document.	Le texte présenté est un extrait de l'ouvrage de Serge Paugam publié en 2010 intitulé « le lien social ». Cet extrait met en lumière ce qu'apporte aux individus l'intégration professionnelle.
<i>NB : Il est important de se questionner sur la source : qui a rédigé ? D'où provient le texte ? Est-ce un texte scientifique ? Grand public ? etc.</i>	
Étape 2 : Analyser le document	
Je repère les paragraphes.	
Je surligne les termes importants.	
Je dégage les idées abordées dans chaque paragraphe.	<p>Paragraphe 1 : l'intégration professionnelle apporte une assurance face à l'avenir et un épanouissement professionnel.</p> <p>Paragraphe 2 : le modèle de l'intégration professionnelle combine reconnaissance (les individus intégrés professionnellement sont épanouis et reconnus par les autres) et protection (les individus intégrés professionnellement peuvent planifier l'avenir sereinement).</p> <p>Paragraphe 3 : évoque les situations d'individus non épanouis, et/ou ayant un emploi instable => ces individus subissent un déficit de reconnaissance et/ou de protection par rapport aux individus dont l'intégration professionnelle est assurée.</p>
Étape 3 : Exploiter le document	
Je réponds à la question ou aux questions en me servant des données du document.	

Question : Après avoir présenté le document, vous présenterez les deux critères permettant de définir le modèle de l'intégration professionnelle ?

Le texte présenté est un extrait de l'ouvrage de Serge Paugam publié en 2010 intitulé *Le lien social*. Cet extrait met en lumière ce qu'apporte aux individus l'intégration professionnelle. Paugam définit le modèle de l'intégration professionnelle en recourant à deux critères qui sont la reconnaissance et la protection. Le modèle de l'intégration professionnelle renvoie ainsi à la « double assurance de la reconnaissance matérielle et symbolique du travail » (compter pour) et « de la protection qui en découle » (compter sur). Ces deux critères sont en fait les deux dimensions du lien social. Un individu est donc considéré comme intégré professionnellement si les deux dimensions sont réunies. La première nécessite que les salariés éprouvent une satisfaction dans leur travail, satisfaction qui se traduit par un épanouissement dans l'activité productive. Le travail procure ainsi à l'individu une reconnaissance matérielle et symbolique. La deuxième condition nécessite que l'emploi occupé par l'individu soit stable afin de permettre à l'individu de se projeter dans l'avenir. Le travail procure ainsi à l'individu une protection car il lui assure une garantie pour son futur.

Affirmation	vrai	faux	Justifications
Le contrôle social formel s'effectue très souvent au sein des groupes sociaux primaires.		X	Plus les relations sont impersonnelles, plus le contrôle social tend à devenir formel. Ainsi, les groupes secondaires comme les entreprises, les partis politiques, l'école sont régis par des règles écrites et officielles. Le contrôle social est donc grandement formel.
La déviance est une transgression des normes en vigueur dans un groupe social.	X		La déviance se traduit comme un écart aux normes sociales en vigueur dans un groupe social.
Il y a autant de déviance qu'il y a de normes sociales : la déviance dépend du groupe social auquel on appartient.	X		La société est constituée de nombreux groupes sociaux, tous ayant leurs normes sociales spécifiques. Au sein des groupes de pairs, certaines normes sociales peuvent être en contradiction avec celles de l'école par exemple.
Ne pas dire bonjour à un individu quand on le voit pour la première fois est un acte déviant.	X		C'est un acte déviant car la norme sociale est de se dire bonjour lorsque l'on se voit. En revanche ce n'est pas un acte délinquant car ce n'est pas puni par la loi. Cette norme sociale fait l'objet d'un contrôle social informel : la personne qui ne dit pas bonjour subira une réprimande, une remarque ou un simple regard désapprouvateur.
Lorsque la déviance se construit dans la stigmatisation, elle n'est pas le produit des interactions sociales.		X	C'est tout l'inverse. La stigmatisation est le résultat du regard des autres. L'acte déviant est donc le produit des interactions sociales.
Pour Becker, la déviance est le produit de la réaction des autres : ce n'est pas le fait d'enfreindre une règle qui fait de nous un déviant, c'est le fait d'être étiqueté par les autres.	X		Le déviant est celui auquel on a attaché avec succès cette étiquette de déviant (qu'il ait commis l'acte déviant ou non).
La délinquance est toujours une forme de déviance.		X	Souvent la délinquance représente une forme de déviance, mais parfois certains actes délinquants ne sont pas considérés comme de la déviance dans certains groupes sociaux. Les fumeurs de marijuana, lorsqu'ils fument, réalisent un acte de délinquance (fumer de la drogue est puni par la loi), mais ce n'est pas un acte déviant au sein du groupe social des fumeurs de marijuana.
Les enquêtes de victimation sont l'instrument parfait pour calculer le chiffre noir de la délinquance.		X	Elles ne parviennent pas à mesurer toute la délinquance réelle en raison de nombreuses limites (voir le cours).

Correction :



3

Sujet : Expliquez quels sont les processus sociaux qui peuvent pousser les individus à la déviance ?

Étapes	Explication des étapes	À vous de jouer
Cibler le thème du sujet	<i>Quel est ou quels sont les chapitres que je vais mobiliser ? Est-ce de la sociologie, de l'économie, de la science politique ou un regard croisé ?</i>	Il s'agit d'un sujet de sociologie, porté en particulier sur le chapitre 8 qui concerne la déviance. Je cadre donc le sujet sur ce chapitre et sur aucun autre afin d'éviter de faire un hors-sujet.
Définir les mots clés du sujet	<i>Il s'agit d'identifier les termes économiques et sociaux importants du sujet et de les définir.</i>	Processus sociaux : idée d'un mécanisme qui se réalise progressivement => étiquetage et stigmatisation Déviance => écart à la norme sociale
Analyser la consigne et le type de sujet	<i>La formulation du sujet est importante car elle vous indique ce que l'on attend de vous : Dans quelle mesure/Peut-on dire que/Faut-il/Vous vous demanderez si/Vous vous interrogerez sur => sujet qui demande de débattre une affirmation. Comment/En quoi/Expliquez/Montrez que/Analysez/Quels sont les liens entre => sujet qui demande une analyse, on ne vous demande pas tant de débattre d'une affirmation que de démontrer des mécanismes ou processus.</i>	Le sujet commence par « expliquez » => on demande d'expliquer un mécanisme ou un processus. Ici on demande clairement d'expliquer les processus qui mènent à la déviance. Donc expliquer les effets de la stigmatisation et de l'étiquetage sur les individus ; ainsi que le lien entre stigmatisation et déviance et entre étiquetage et déviance.
Délimiter un cadre spatio-temporel	<i>Où et quand ? S'il n'est pas fixé avec précision dans le sujet, c'est à vous de le faire, notamment en vous aidant des périodes couvertes par les documents.</i>	Ici, tout dépendra des documents qui seront dans le corpus (si les documents parlent des fumeurs de marijuana aux États-Unis par exemple).
Questionner le sujet lui-même	<i>Est-il d'actualité ? Soulève-t-il des paradoxes ?</i>	Se demander si les documents peuvent être raccrochés à l'actualité et chercher les paradoxes : par exemple le fait que le processus d'étiquetage peut conduire à étiqueter un individu comme déviant même si ce dernier n'a pas commis d'acte déviant.

9

Comment se forme et s'exprime l'opinion publique ?

1

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
Les sondages sont des outils qui servent à mesurer l'opinion publique.	X		Les sondages sont des outils statistiques permettant de mesurer l'opinion publique sur un domaine particulier.
Les sondages utilisant la méthode des quotas sont plus fiables scientifiquement.		X	La méthode des quotas possède une marge d'erreur plus importante car le sondage se réalise sur un échantillon de personnes plus petit et des erreurs liées au choix des critères ayant servi à la constitution de l'échantillon peuvent subvenir.

Tout le monde a une opinion sur tout.		X	Bourdieu évoque plusieurs limites sur la capacité des sondages dont notamment le fait que tout le monde ne possède pas une opinion : certains refusent de répondre car ils n'ont pas les capacités requises pour.
Les sondages ont un effet rétroactif sur l'opinion publique.	X		Les résultats des sondages contribuent à façonner l'opinion publique.
L'usage des sondages ne modifie pas la vie politique.		X	L'usage des sondages va modifier la vie politique dont le contrôle des gouvernants, la participation électorale et la communication politique.
On parle d'effet bandwagon quand les citoyens décident de sauver l'outsider dans les sondages.		X	Il s'agit de l'effet underdog.

2 1) **Rappelez en quoi consiste ce que l'on appelle l'effet « bandwagon » et l'effet « underdog ».** On constate principalement deux types d'effets des sondages d'opinion sur les élections. Tout d'abord, l'électeur peut être tenté de détourner son vote vers le « vainqueur annoncé » pour consolider sa victoire (on parle **d'effet bandwagon**), ou au contraire se mettre à soutenir les « outsiders » (on parle **d'effet underdog**) où l'électeur se remobilise alors pour sauver un candidat en perte de vitesse.

2) D'après l'auteur du document, quels sont les deux candidats à qui l'on pourrait rattacher ces deux effets ? Vous justifierez votre réponse. On peut associer l'effet bandwagon à Emmanuel Macron. Lorsque les sondages annoncent la large victoire d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen, cela peut encourager certains à se détourner de leur choix principal, afin d'assurer la victoire du favori. C'est notamment le cas des citoyens qui veulent à tout prix ne pas voir Marine Le Pen à l'Élysée. Ceux-ci ont détourné leur vote vers Emmanuel Macron pour éviter cette situation. C'est pour cela que l'on peut dire que les sondages d'opinion ont eu un effet bandwagon pour E. Macron.

En revanche Marine Le Pen est associée à l'effet underdog. Annoncée perdante dans les sondages face à E. Macron, ces résultats ont pu pousser certains électeurs à se mobiliser pour soutenir Marine Le Pen afin de lui assurer la victoire.

3) Selon vous, pourquoi le résultat des sondages d'opinion pourrait encourager l'abstention ? Les sondages d'opinion peuvent influencer le comportement des électeurs et notamment leur participation électorale. Un scrutin dont le résultat semble acquis, avec une marge importante entre les candidats, peut détourner des urnes une partie des électeurs estimant que « les jeux sont faits ». À l'inverse, un scrutin que les sondages annoncent serré peut avoir des **effets de mobilisation** et encourager les électeurs à aller voter.

En route vers le bac !

1. Comment le concept d'opinion publique a-t-il évolué au cours du temps ?

Avant d'être considérée comme l'opinion de l'ensemble des citoyens rendue publique, l'opinion publique était considérée comme l'opinion d'une élite « éclairée » mue par la raison. En effet, avant la mise en place de la démocratie représentative, la bourgeoisie était la seule à exprimer son opinion, à la rendre publique, en portant sur le pouvoir en place un regard critique. Mais cette conception élitiste de l'opinion publique s'accorde difficilement avec les principes démocratiques qui se mettent progressivement en place au 19^e siècle : chaque citoyen est jugé apte à se forger sa propre opinion et chaque voix se vaut. C'est donc avec la mise en place de la démocratie représentative que le concept d'opinion publique va évoluer. La perception du concept **d'opinion publique** se transforme alors, en devenant l'expression légitime de l'ensemble des citoyens. Le pouvoir démocratique tire sa légitimité du peuple et doit s'appuyer sur l'opinion du plus grand nombre pour améliorer son action politique : l'opinion publique est donc indissociable de la démocratie.

2. Les sondages sont-ils fiables ?

Un sondage est une photographie de la réalité à un instant donné ; soit une enquête statistique visant à donner une indication quantitative, à une date déterminée, des opinions, souhaits, attitudes ou comportements d'une population par l'interrogation d'un échantillon. L'opinion publique, sans cesse estimée par des sondages, est devenue un élément essentiel de la vie politique. Cependant, la fiabilité des sondages est fortement contestée. Certains avancent entre autres les exemples suivants pour remettre en cause leur validité : les sondages n'avaient pas prévu l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles en 2002, ni le Brexit ou la victoire de Donald Trump.

Les sondages présentent en effet des limites. Il peut y avoir « un biais » dans les questions, c'est-à-dire qu'elles peuvent induire un certain type de réponse dans la manière dont elles sont posées. Les questions posées par les sondeurs ne sont pas des questions que se posent effectivement toutes les personnes interrogées ; certaines n'ont pas d'opinion préalable. Le sondage installe l'idée qu'il existerait une opinion publique homogène, mais il peut y avoir des motivations différentes derrière. Toutes les opinions ne se valent pas, dans le sens où elles n'ont pas toutes la même force (certaines personnes sont plus informées ou plus mobilisées que d'autres), les questions posées reflètent davantage les préoccupations des sondeurs ou de leurs commanditaires (médias, gouvernement, etc.). Cependant, on ne peut pas estimer que les sondages ne sont pas fiables au sens où, comme dans toute étude statistique, il existe une marge d'erreur incompressible : ce n'est pas une limite, cela fait partie de la nature même du sondage. De plus, si par exemple un sondage est fait une semaine avant les élections, on ne peut estimer « qu'il a eu tort » puisque les choses ont très bien pu évoluer entre temps : les sondages ne sont pas des prédictions ! Ainsi, comme le réaffirment plusieurs politistes, les sondages sont foncièrement démocratiques : il s'agit donc d'un mode d'expression égalitaire qui met en avant les préférences des citoyens qui ne s'expriment pas traditionnellement sur la scène publique.

10 Voter, une affaire individuelle ou collective ?

1

Affirmations	vrai	faux	Justifications
La non-participation électorale se limite à l'abstention.		x	Non-participation électorale = abstention + non inscription sur les listes électorales.
Le taux d'abstention ne prend pas en compte la non-inscription sur les listes électorales.	x		Taux d'abstention = Nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales n'ayant pas voté à un tour du scrutin / Nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales.
Les non diplômés ont tendance à moins voter et moins s'inscrire sur les listes électorales que le reste de la population.	x		C'est une régularité statistique que l'on observe.
L'abstention n'est pas toujours une affaire de compétences politiques.	x		Voir la distinction entre « abstentionniste dans le jeu » et « hors du jeu ».
Les individus isolés n'ont pas une probabilité plus faible de voter que celle des autres.		x	La probabilité de voter évolue positivement avec le degré d'intégration sociale.
Les électeurs votent moins aux présidentielles qu'aux législatives.		x	L'élection présidentielle est celle qui mobilise le plus les électeurs.
Les électeurs votent moins aux européennes car ils n'en comprennent pas tous les enjeux et qu'ils se sentent plus concernés par les enjeux de proximité.	x		La participation aux élections dépend aussi du contexte et notamment de l'enjeu. Moins l'enjeu est identifiable, moins les citoyens sont incités à voter.
Les caractéristiques sociales des individus déterminent totalement leur vote et leur participation électorale.		x	Les caractéristiques sociales peuvent influencer le vote, mais les individus n'y sont pas totalement assujettis. Les variables contextuelles sont à prendre en compte (type d'élection, électeur rationnel, vote sur enjeux).
Les caractéristiques sociales des individus n'ont aucune incidence sur leur vote et leur participation électorale.		x	Les individus sont, inconsciemment ou non, influencés par leurs variables sociales.

Stabilité et mobilité électorale entre les élections de 1995 et de 1997 (en %)

Stabilité	53
- de gauche	17
- de droite	23
- abstention	13
Mobilité	48
- intra gauche	6
- intra droite	3
- d'abstention à vote	8
- de vote à abstention	19
- de gauche à droite	2
- de droite à gauche	5

Nonna Mayer, Daniel Boy, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue Française de science politique*, 2000

1. Entre 1995 et 1997, quelle est la proportion d'électeurs qui gardent le même vote ? Selon l'étude réalisée par N. Mayer et D. Boy en 2000, 53 % des Français ont voté de la même manière en 1995 et 1997. Autrement dit, sur 100 électeurs ayant opté pour un choix particulier en 1995, 53 ont reconduit leur décision en 1997.

2. À l'aide du tableau, essayez d'expliquer ce qu'est la volatilité électorale. Quel chiffre permet d'illustrer cette volatilité ? La volatilité électorale est le fait que les électeurs changent de choix entre deux élections. Cela peut être le fait de voter pour deux partis différents, ou alterner entre vote et abstention. Dans le tableau, la volatilité électorale est illustrée par la mobilité des électeurs. En effet, 48 % des Français n'ont pas voté de la même manière entre 1995 et 1997.

3. Décrivez la volatilité électorale des électeurs entre 1995 et 1997 : parmi ceux qui ont changé de choix, quel « trajet » est majoritairement effectué ? Parmi ceux qui ont changé de choix, le trajet majoritairement effectué est celui qui consiste à passer du vote à l'abstention. En effet, 19 % des électeurs qui étaient allés voter en 1995 se sont abstenus en 1997. Certains électeurs (9 %) ont changé de parti à l'intérieur d'un même camp (par exemple passé de la droite à l'extrême droite ou de la gauche à l'extrême gauche). En revanche, très peu de votants (7 %) ont changé de camp gauche/droite entre 1995 et 1997.

En route vers le bac !

« Dans quelle mesure le vote est-il un choix individuel ? »

Tout d'abord, le vote est un choix individuel puisqu'il s'astreint de toute pression collective depuis la création des isolements en 1913 : il s'agit de l'expression d'une opinion individuelle.

Différentes théories viennent étayer le caractère individuel du vote : c'est l'expression de préférences individuelles en fonction d'un contexte et d'une offre électorale. Selon le concept de l'électeur rationnel, le vote des citoyens n'est pas déterminé par leur position sociale ou leur identification partisane, mais par les calculs qu'ils sont capables d'effectuer sur ce que leur « rapporterait » l'élection de tel ou tel candidat. Chaque citoyen va chercher à maximiser ses gains : il va faire une comparaison des coûts et des avantages que chaque candidat pourrait lui rapporter. Ainsi l'électeur est vu comme un consommateur qui chercherait à disposer d'un produit au meilleur coût. Dans la même logique, le concept du vote sur enjeu met en évidence le fait que le choix électoral des électeurs peut être déterminé par les prises de position qu'ont les électeurs sur des enjeux déterminés. Le vote sur enjeu permet d'expliquer pourquoi certains électeurs votent pour des partis différents d'une élection à l'autre. Les enjeux ne sont pas les mêmes selon la situation économique du pays, selon la situation géopolitique ou selon les questions de sécurité.

Cependant, le vote n'est pas uniquement un acte individuel sur lequel aucun déterminant social n'a d'influence : le vote ne s'abstrait pas des logiques sociales traditionnelles, il est socialement situé. Il peut, en ce sens, être vu comme un acte collectif. En effet, lorsque les individus partagent certaines caractéristiques communes (âge, niveau de diplôme, etc.), ils ont tendance à opter pour le même choix politique. On peut résumer l'idée par une célèbre phrase du politiste Lazarsfeld :

« Une personne pense politiquement comme elle est socialement ». Ainsi, nos caractéristiques sociales influencent notre vote, comme le montrent les variables lourdes du comportement électoral suivantes :

- les femmes ont moins tendance à voter pour les extrêmes que les hommes ;
 - plus on est âgé, plus on a tendance à voter à droite et rejeter les « extrêmes » ;
 - plus on est diplômé, moins on vote pour l'extrême droite ;
 - plus on est riche, plus on vote à droite ; plus on est pauvre, plus on vote pour les partis « extrêmes » ;
 - plus les individus possèdent de patrimoine (livrets d'épargne, logement, actions...), plus ils votent à droite ;
 - les PCS populaires (employés et ouvriers) ayant un niveau de diplôme et de revenu peu élevé votent davantage pour les partis « extrémistes », « anti-système ». Les cadres votent davantage pour les candidats des partis « pro-système » ;
 - les catholiques votent majoritairement à droite, surtout quand ils sont pratiquants, et votent moins pour les extrêmes.
- Les autres religions (notamment musulmans) ont tendance à voter à gauche, de même que les personnes sans religion.

Ainsi, le vote n'est ni purement un choix collectif (car les électeurs ne sont pas insensibles aux enjeux du moment, au contexte électoral et à l'offre électorale) ni un choix purement individuel car les électeurs sont influencés (consciemment ou inconsciemment) par des variables sociales telles que l'âge, le niveau de diplôme ou encore le niveau de revenu. Le vote est donc un acte individuel et collectif : l'électeur n'est ni totalement libre ni totalement déterminé, le vote et la participation électorale s'expliquent à la fois par des ressorts individuels et des dynamiques sociales.

11 Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques dans les sociétés développées ?

1

Exemples	Risque économique	Risque social
Le prix de votre maison sur le marché immobilier s'effondre.	x	
Vous tombez malade.		x
Vous perdez votre emploi.		x
La société dans laquelle vous avez investi fait faillite.	x	
Vous allez devenir parent.		x
Vous allez devenir retraité.		x
Une crise financière occasionne une perte de la valeur de toutes vos actions.	x	
Vous avez un accident dans une attraction à sensations.		x

2

	Logique d'assurance	Logique d'assistance
Objectif	Couvrir les risques sociaux.	
Qui en bénéficie ?	Les ménages qui ont préalablement cotisé.	Ménages dont les ressources sont insuffisantes.
Financement	Par les cotisations sociales	Par les impôts
Exemples	Pensions de retraite, indemnités maladie.	RSA, CMU

3 1. Comparez le taux de chômage des cadres et des professions intermédiaires avec celui des employés et des ouvriers en 2017.

D'après une étude de l'INSEE publiée en 2018, pour l'année 2017, 3,5 % des cadres et 5 % des PI sont au chômage contre 10 % des employés et 14 % des ouvriers. Cela représente au moins 2 fois plus de risque d'être au chômage pour un employé et environ 3 fois plus de chance pour un ouvrier.

2. Comparez le taux de chômage des « sans diplôme, CEP, brevet » avec celui des « bac +2 » et « supérieur à bac +2 » en 2017.

D'après l'INSEE, en 2017, environ 16 % des « sans diplôme, CEP, brevet » sont au chômage contre moins de 6 % pour « les bac +2 » et « supérieur à bac +2 ». Cela représente plus de 2 fois plus de risque d'être au chômage pour les individus peu ou pas diplômés.

3. Calculez le taux de variation et le coefficient multiplicateur du taux de chômage des ouvriers entre 2016 et 2017. *NB* : Le jour du bac, vous n'avez pas de calculatrice, essayez de faire les calculs de tête !

$TV = (12 - 15) / 15 = (12 - 15) / 15 \times 100 \% = -0,2 \times 100 \% = -20 \%$. Le taux de chômage des ouvriers a baissé de 20 % entre 2016 et 2017, d'après les statistiques de l'INSEE publiées en 2018.

$TV = CM - 1$ donc $CM = TV + 1$ Ainsi $CM = -0,2 + 1 = 0,8$. Le taux de chômage des ouvriers a été multiplié par 0,8 entre 2016 et 2017, d'après les statistiques de l'INSEE publiées en 2018.

4. Concluez : le risque de perte d'emploi est-il le même pour tous ? Le risque de perte d'emploi dépend du niveau d'étude et de la PCS. Plus l'individu est qualifié, moins il a de risque de se retrouver au chômage. Les individus et les groupes sociaux ne sont pas tous exposés de la même façon aux risques : le document illustre qu'ils ont une probabilité différentielle de voir un risque se réaliser (ici le risque de perte d'emploi). Au-delà des attitudes face au risque, l'exposition face au risque n'est donc pas la même en fonction du milieu social. La classe populaire (employés et ouvriers) est par exemple bien plus touchée par le chômage (qui est un risque social) que la classe moyenne et supérieure.

12 Comment les entreprises sont-elles organisées et gouvernées ?

1

Affirmations	Vrai	Faux	Justifications
Un individu à la tête d'une entreprise individuelle est qualifié de chef d'entreprise.		X	Il est qualifié d'entrepreneur individuel. Le chef d'entreprise est une personne physique à la tête d'une société.
Dans le cycle de vie d'une entreprise, la phase de la maturité correspond à une phase de fragilité de l'entreprise.		X	La phase de maturité correspond à la phase dans laquelle l'entreprise est la plus solide. Elle a fait ses preuves. Le chiffre d'affaires et le résultat ne croissent plus ou faiblement, mais se stabilisent à un niveau élevé.
Une EURL peut vendre des actions en bourse.		X	Non car une EURL n'est pas une société de capitaux.
Dans un mode de gouvernance centralisé, les décisions sont prises par un faible nombre de personnes à la direction.	X		Ce mode de gouvernance s'oppose au mode de gouvernance décentralisé qui laisse une plus grande marge de décision aux salariés.
Les parties prenantes représentent tous les agents qui possèdent l'entreprise.		X	Elles représentent l'ensemble des partenaires économiques et sociaux de l'entreprise.

2

Pour chaque exemple, expliquez de quel type de relation sociale il s'agit : coopération, hiérarchie ou conflit ?

Une ONG s'associe à une entreprise privée pour l'aider à instaurer une égalité salariale entre les hommes et les femmes.	Coopération
Greenpeace bloque l'accès d'une centrale nucléaire, empêchant les salariés et fournisseurs d'entrer.	Conflit
Des salariés séquestrent leur patron pour obtenir de meilleures conditions de travail.	Conflit
Des salariés obéissent aux nouvelles directives de la direction : le tri obligatoire des déchets.	Hiérarchie
Les clients font remonter des bugs concernant un appareil pas encore sur le marché.	Coopération
Un assistant prend un rendez-vous professionnel pour sa patronne.	Hiérarchie
Tous les salariés se voient proposer des stock-options par les actionnaires.	Coopération
Dans les entreprises de grande taille, les propriétaires (actionnaires) et les managers sont deux groupes distincts. Pour s'assurer que les managers prennent des décisions avantageant les actionnaires, ils ont recours des incitations comme les stock-options (<i>prix préférentiel sur les actions de l'entreprise pour les dirigeants, cela permet de transformer les dirigeants en actionnaire et de modifier leurs intérêts dans l'entreprise</i>), une prime selon la valeur boursière, etc.	Coopération

En route vers le bac !

Sujet : À l'aide de vos connaissances et des documents, vous montrerez que les entreprises suivent un cycle de vie qui diffère en fonction du contexte et de leurs caractéristiques.

La situation d'une entreprise est amenée à évoluer au cours de son existence. Le cycle de vie d'une entreprise connaît ainsi plusieurs étapes : la création (passage d'une idée à un projet d'entreprise), la croissance (accroissement des ventes), la maturité (phase de stabilisation de l'activité) et la disparition (défaillance de l'entreprise). Cependant, ces étapes n'ont pas la même intensité et la même durée en fonction du contexte et des caractéristiques de chaque entreprise.

I. La conjoncture économique (variable contextuelle) a un impact sur le cycle de vie de l'entreprise

Le cycle de vie d'une entreprise peut être impacté par la conjoncture économique.

La conjoncture économique représente la situation d'une économie à un moment donné. Si celle-ci est favorable, cela veut dire que globalement les agents économiques demandent une grande quantité de biens et de services, ce qui conduit les entreprises à embaucher et à augmenter leur production : c'est donc une période propice à la création et au développement des entreprises. Il se passe le phénomène inverse en cas de conjoncture défavorable. Tout cela va dans un premier temps impacter la phase de croissance et de maturité d'une entreprise : en cas de conjoncture favorable, la croissance des ventes aura une plus grande ampleur qu'en cas de conjoncture défavorable, et la phase de maturité est susceptible de durer plus longtemps. Tandis que si une crise survient et plonge l'économie dans une conjoncture défavorable, il sera plus difficile de créer une entreprise, les ventes auront du mal à décoller (phase de croissance faible) et la phase de maturité aura tendance à durer moins longtemps. En ce qui concerne la phase de déclin, elle aura tendance à se produire plus tôt.

On peut statistiquement illustrer l'impact de la conjoncture sur le cycle de vie d'une entreprise. Comme le montre le document 1, selon une étude de l'Insee publiée en 2017, la durée de vie des entreprises en 2010 a progressé par rapport à 2006 : 60 % des entreprises immatriculées au premier semestre de 2010 étaient encore actives après cinq ans, soit 8 points de plus qu'en 2006. Les auteurs de l'étude expliquent cela par le fait que la conjoncture était plus défavorable en 2006 qu'en 2010. Le document 2 confirme les analyses du document 1 car le graphique élaboré par la Banque de France montre que lors de la crise de 2008, le nombre de faillites passe de 46 000 en décembre 2007 à plus de 60 000 en décembre 2009. La conjoncture défavorable suite à la crise de 2008 a donc fait entrer une quantité importante d'entreprises dans la phase de déclin.

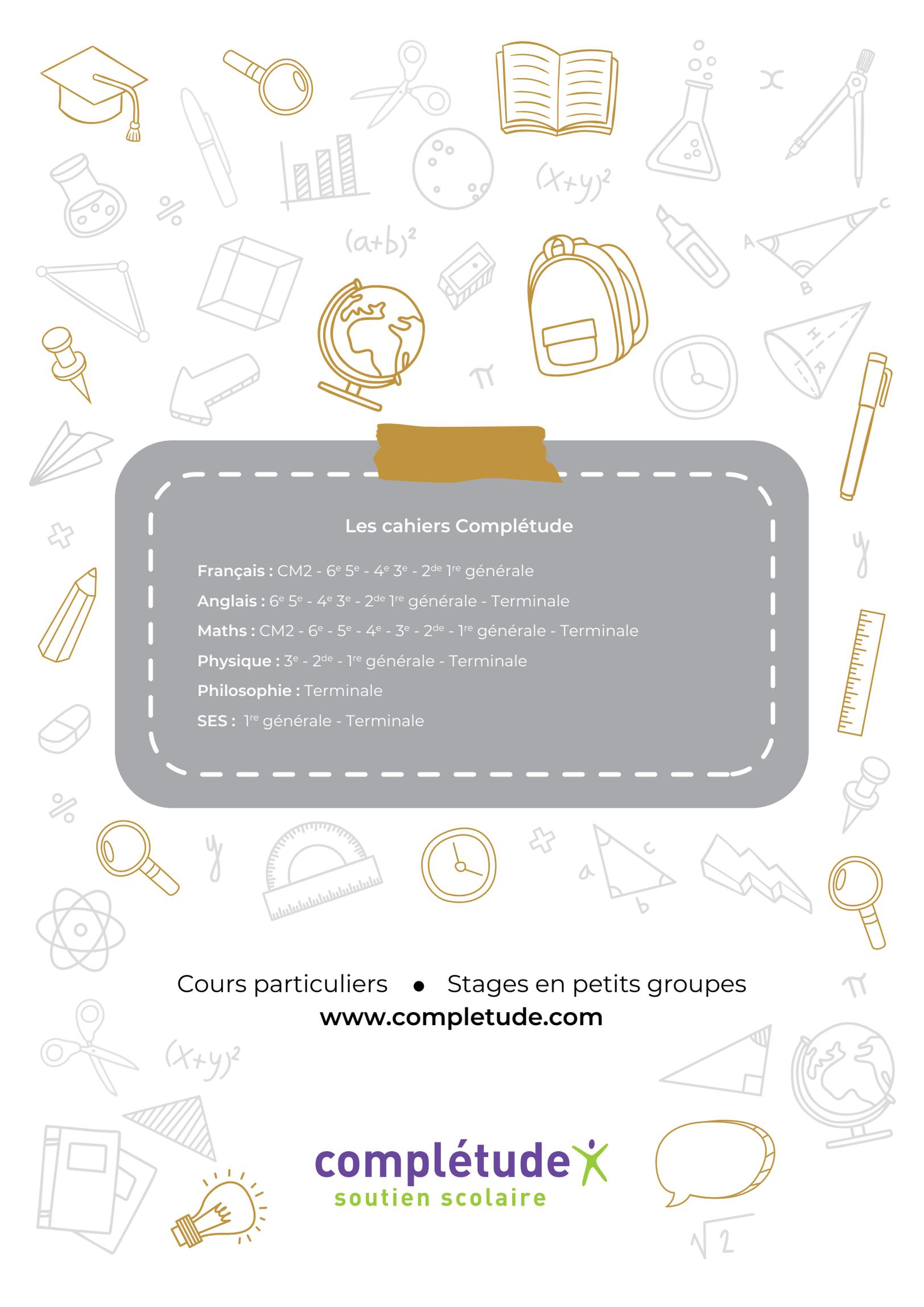
II. Les caractéristiques d'une entreprise ont aussi des conséquences sur son cycle de vie

Le cycle de vie d'une entreprise n'est pas seulement impacté par le contexte économique, il dépend aussi des caractéristiques des entreprises.

En effet, le statut juridique d'une entreprise est corrélé au cycle de vie d'une entreprise. Plus une entreprise se développe, plus le statut juridique se complexifie. Une EURL a plus de chance de connaître un cycle de vie court et des ventes moins conséquentes qu'une SARL ou une SAS. De plus, une SA a de plus grandes probabilités de connaître une phase de croissance importante, une phase de maturité longue et un déclin tardif. À mesure que l'entreprise évolue, le statut juridique dote cette société d'un fonctionnement plus adéquat permettant d'améliorer son organisation et sa solidité face à l'avenir. Le secteur d'activité joue aussi beaucoup sur le cycle de vie d'une entreprise : on constate qu'en fonction des secteurs, la survie à cinq ans d'une entreprise varie beaucoup.

Comme le montre le document 1, dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'action humaine, 75 % des projets débutés sont encore actifs 5 ans après leur création alors que c'est le cas de seulement 52 % dans le secteur du commerce. La pérennité des entreprises, et donc la durée du cycle de vie, dépend largement du secteur d'activité.

Pour conclure, les entreprises ne connaissent pas toutes un cycle de vie identique : le contexte économique et le secteur d'activité impactent la pérennité des entreprises et donc la durée du cycle de vie des entreprises.



Les cahiers Complétude

Français : CM2 - 6^e 5^e - 4^e 3^e - 2^{de} 1^{re} générale

Anglais : 6^e 5^e - 4^e 3^e - 2^{de} 1^{re} générale - Terminale

Maths : CM2 - 6^e - 5^e - 4^e - 3^e - 2^{de} - 1^{re} générale - Terminale

Physique : 3^e - 2^{de} - 1^{re} générale - Terminale

Philosophie : Terminale

SES : 1^{re} générale - Terminale

Cours particuliers • Stages en petits groupes

www.completude.com

completude ✕
soutien scolaire